SÉNAT

2^e session extraordinaire de 1920.COMPTE RENDU INEXTENSO — 10^e SEANCE

Séance du mardi 14 décembre

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal : M. Mauger.
2. — Excuse et demande de congé.
3. — Communication d'une lettre de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, relative à l'attentat commis au Sénat roumain.
4. — Communication relative au prix Nobel de la paix décerné à M. Léon Bourgeois :
Allocation de M. le président et de M. Gustave Lhopiteau, garde des sceaux, ministre de la justice.
5. — Dépôt, par M. Jean Morel, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'accorder à chacun des orphelins de M. Gentil (Émile), à titre de récompense nationale, une pension annuelle de 2,000 fr. — N° 545.
6. — Dépôt, par M. Jules Méline, d'un avis de M. Gegault, au nom de la commission de l'agriculture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un crédit pour l'acquisition par l'État des mines de potasse d'Alsace sous séquestre. — N° 546.
7. — Demande d'interpellation de M. Brangier à M. le ministre des finances, sur les statistiques mensuelles du commerce extérieur, le change et le rôle des banques. — Fixation ultérieure de la date de la discussion.
8. — Dépôt, par M. Gustave Lhopiteau, garde des sceaux, ministre de la justice, de trois projets de loi, adoptés par la Chambre des députés :
Le 1^{er}, au nom de M. le ministre de l'intérieur, de M. le ministre des régions libérées et de M. le ministre des finances, ayant pour objet la prorogation de la loi du 19 avril 1918, relative au logement et à l'installation des réfugiés ou rapatriés, prorogée par la loi du 19 octobre 1919. — Renvoi à la commission des finances. — N° 547.
Le 2^e, au nom de M. le ministre de l'intérieur, tendant à autoriser la ville du Raincy (Seine-et-Oise) à percevoir une taxe sur les propriétés bâties desservies par le réseau d'égouts. — Renvoi à la commission d'intérêt local. — Fasc. 20, n° 20.
Le 3^e, au nom de M. le ministre de l'intérieur, tendant à modifier la loi du 16 février 1913, relative au taux de la taxe d'assainissement à percevoir par la ville de Toulon (Var). — Renvoi à la commission d'intérêt local. — Fasc. 21, n° 21.
9. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à proroger de trois mois les effets de la loi du 15 juin 1920, instituant une promotion spéciale au titre des services de guerre dans l'ordre de la Légion d'honneur et de la médaille militaire :
Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.
Urgence précédemment déclarée.
Discussion générale : MM. Charles Chabert, le général Hirschauer, le commandant Delalande, commissaire du Gouvernement; Hervé, le général Taufflieb, de Lubersac, Mauger et Henry Chéron.
Adoption de l'article unique du projet de loi.
10. — Discussion de la proposition de résolution de M. Paul Doumer et de plusieurs de ses collègues, relative à l'étude des lignes de chemins de fer de pénétration en Alsace à travers les Vosges :

Urgence précédemment déclarée.

Discussion générale : MM. Reynald, rapporteur, le général Bourgeois, Lazare Weiller, le général Hirschauer et Jules Méline.

Article unique : M. Jeanneney.

Adoption de l'article unique de la proposition de résolution.

11. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification des décrets du 25 novembre 1919, relatifs à l'introduction dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin des lois françaises pénales et d'instruction criminelle, sous réserve du maintien provisoire en vigueur de diverses dispositions des lois pénales locales :
Déclaration de l'urgence.

Adoption de l'article unique du projet de loi.

12. — Ajournement de la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant au règlement des sommes demeurées impayées par application des décrets relatifs à la prorogation des échéances en ce qui concerne les débiteurs qui sont ou ont été mobilisés, ainsi que les débiteurs domiciliés dans les régions précédemment envahies ou particulièrement atteintes par les hostilités.

13. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'ammistie :

Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement.

Discussion générale : MM. Guillaume Poulle, rapporteur; de Monzie et Louis Martin.

Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance.

14. — Dépôt, par M. Eugène Penancier, d'un rapport supplémentaire sur les propositions de résolution : 1^o de M. Bouclot et de plusieurs de ses collègues, tendant à nommer une commission spéciale de réorganisation des postes, télégraphes et téléphones de dix-huit membres; 2^o de M. Mauger et d'un grand nombre de ses collègues, tendant à la nomination annuelle d'une commission d'assurance et de prévoyance sociales; 3^o de M. Simonet et d'un certain nombre de ses collègues, tendant à la création d'une commission de législation civile et criminelle; 4^o de M. Mulac et de plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'administration générale, départementale et communale; 5^o de M. Clémentel et de plusieurs de ses collègues, tendant à la nomination d'une commission de trente-six membres pour étudier les questions concernant l'organisation économique du pays; 6^o de M. Jean Codet, tendant à la modification du règlement en vue de faire nommer les grandes commissions par les groupes; 7^o de M. Louis Martin, tendant à une nouvelle organisation des commissions du Sénat; 8^o de M. Dominique Delahaye, tendant à ajouter un article additionnel au règlement du Sénat; 9^o de M. Jean Codet et de plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission du commerce et de l'industrie; 10^o de M. Dominique Delahaye, tendant à modifier l'article 17 et les articles 104 et 105 du règlement du Sénat; 11^o de M. Bouveri et de plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission du travail et des mines; 12^o de M. Pol-Chevalier et de plusieurs de ses collègues, tendant à la nomination d'une commission de vingt-sept membres chargée de l'étude des questions et de l'examen des projets et propositions de loi touchant la réforme administrative; 13^o de M. Léon Perrier et d'un grand nombre de ses collègues, tendant à modifier l'organisation et la nomination des commissions du Sénat. — N° 548.

Dépôt, par M. Monnier, d'un rapport, au nom de la 6^e commission d'intérêt local, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la ville de Dunkerque (Nord) à créer de nouvelles taxes directes. — Fasc. 22, n° 22.

15. — Règlement de l'ordre du jour.

16. — Congé.

Fixation de la prochaine séance au jeudi 16 décembre.

PRÉSIDENT DE M. BOUDENOOT

VICE-PRÉSIDENT

La séance est ouverte à quinze heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Reynald, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du vendredi 10 décembre.

M. Mauger. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Mauger sur le procès-verbal.

M. Mauger. Je suis porté comme m'étant abstenu, à la séance de vendredi, dans le scrutin sur la priorité en faveur de l'ordre du jour Duplantier. Je déclare avoir voté « contre » et ensuite « pour » l'ordre du jour Marraud-Magny.

M. le président. La rectification sera faite au procès-verbal.

Il n'y a pas d'autre observation?...

Le procès-verbal est adopté.

2. — EXCUSE ET DEMANDE DE CONGÉ

M. le président. M. Limouzain-Laplanche s'excuse de ne pouvoir assister à la séance et demande un congé de quelques jours.

Cette demande est renvoyée à la commission des congés.

3. — COMMUNICATION D'UNE LETTRE DE M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL

M. le président. J'ai reçu de M. le président du conseil la lettre suivante, dont je dois donner communication au Sénat :

« Paris, le 18 décembre 1920.

« Monsieur le président,

« Le ministre de la République à Bucarest vient de m'adresser le télégramme suivant :

« Bucarest, 8 décembre. — Aujourd'hui, au début de la séance du Sénat, une bombe, dissimulée derrière le fauteuil du président, a éclaté. L'évêque catholique d'Arad a été tué; parmi les personnes blessées, il y a plusieurs sénateurs, le général Coanda, président du Sénat, et M. Greceano, ministre de la justice, ce dernier très grièvement blessé. (Mouvement.)

« J'ai l'honneur de vous communiquer ce télégramme, en ajoutant que M. Greceano a succombé à ses blessures.

« Veuillez agréer, monsieur le président, les assurances de ma haute considération. »

« GEORGES LEYGUES. »

Mes chers collègues, c'est avec émotion que nous avons appris l'attentat commis au Sénat roumain et dont plusieurs de ses membres éminents ont été les victimes.

Le Sénat voudra, sans doute, se joindre à moi pour flétrir cet abominable crime en témoignant à la haute Assemblée de Roumanie sa sympathie attristée. (Vive approbation.)

M. Gustave Lhopiteau, garde des sceaux, ministre de la justice. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement, d'accord avec le Sénat, flétrit avec la plus vive indignation l'abominable attentat qui a été commis contre le Sénat roumain. Le Gouvernement a partagé l'émotion de la nation amie et s'associe de tout cœur à son deuil. (Applaudissements.)

4. — COMMUNICATION DE M. LE PRÉSIDENT
RELATIVE AU PRIX DE LA PAIX, DÉCERNÉ
A M. LÉON BOURGEOIS

M. le président. Mes chers collègues, M. Léon Bourgeois vient de recevoir le prix Nobel de la paix en 1920, et cette haute distinction nous a causé une légitime fierté; car cet hommage récompense la constance des efforts de toute une vie pour faire triompher, dans le monde, des principes de solidarité bienfaisante et de paix féconde entre les hommes et les peuples. (*Vifs applaudissements.*)

A l'heure où notre président, avec sa haute autorité, représente la France à l'assemblée de la Société des nations (*Très bien !*), le Sénat voudra lui adresser l'expression cordiale de ses vives félicitations pour l'honneur envié qui lui est échü. (*Applaudissements vifs et unanimes.*)

M. Gustave Lhopiteau, garde des sceaux, ministre de la justice. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Messieurs, je m'associe personnellement avec la plus vive satisfaction et j'associe le Gouvernement à l'hommage qui vient d'être rendu à l'éminent président du Sénat, dont la vie toute de droiture honore le régime parlementaire, en même temps qu'elle honore son parti. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements.*)

M. Maüger. Le Sénat tout entier s'associe à cet hommage. (*Vive approbation.*)

5. — DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. le président. La parole est à M. Morel.

M. Jean Morel. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'accorder à chacun des orphelins de M. Gentil (Emile), à titre de récompense nationale, une pension annuelle de 2,000 fr.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

6. — DÉPÔT D'UN AVIS

M. le président. La parole est à M. Méline.

M. Jules Méline. Au nom de M. Gégauft, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un avis, présenté au nom de la commission de l'agriculture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un crédit pour l'acquisition par l'Etat des mines de potasse d'Alsace sous séquestre.

M. le président. L'avis sera imprimé et distribué.

7. — DÉPÔT D'UNE DEMANDE D'INTERPELLATION

M. le président. J'ai reçu de M. Brangier, une demande d'interpellation sur les statistiques mensuelles du commerce extérieur, le change et le rôle des banques.

Le Sénat voudra, sans doute, attendre la présence de M. le ministre des finances pour fixer la date de cette interpellation. (*Adhésion.*)

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

8. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. Gustave Lhopiteau, garde des sceaux, ministre de la justice. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre de l'intérieur, de M. le ministre des régions libérées et de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la prorogation de la loi du 19 avril 1918, relative au logement et à l'installation des réfugiés ou rapatriés, prorogée par la loi du 19 octobre 1919.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, le projet de loi est renvoyé à la commission des finances. (*Adhésion.*)

Il sera imprimé et distribué.

M. le garde des sceaux. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre de l'intérieur, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la ville du Raincy (Seine-et-Oise) à percevoir une taxe sur les propriétés bâties desservies par le réseau d'égouts.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission d'intérêt local.

Il sera imprimé et distribué.

M. le garde des sceaux. J'ai l'honneur, enfin, de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre de l'intérieur, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier la loi du 16 février 1913, relative au taux de la taxe d'assainissement à percevoir par la ville de Toulon (Var).

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission d'intérêt local.

Il sera imprimé et distribué.

9. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF
A UNE PROMOTION SPÉCIALE DANS LA LÉGION
D'HONNEUR

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à proroger de trois mois les effets de la loi du 15 juin 1920, instituant une promotion spéciale au titre des services de guerre dans l'ordre de la Légion d'honneur et de la médaille militaire.

Je dois donner connaissance au Sénat du décret suivant :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre de la guerre,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. le commandant Delalande, en service au ministère de la guerre, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre de la guerre, au Sénat, dans la discussion du projet de loi tendant à proroger de trois mois les effets de la loi du 15 juin 1920, instituant une promotion spéciale au titre des services de guerre dans l'ordre de la Légion d'honneur et de la médaille militaire.

« Art. 2. — Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 29 novembre 1920.

« A. MILLERAND.

« Par le Président de la République :

« Le ministre de la guerre,

« ANDRÉ LEFÈVRE. »

L'urgence a été précédemment déclarée.

La parole est à M. Chabert dans la discussion générale.

M. Charles Chabert. Messieurs, je demande au Sénat la permission de présenter quelques observations et quelques critiques dans la discussion du projet de loi tendant à proroger de trois mois les effets de la loi du 15 juin 1920, instituant une promotion spéciale au titre des services de guerre dans l'ordre de la Légion d'honneur et de la médaille militaire.

Cette loi devait, dans sa conception première, récompenser nos armées de réserve un peu trop oubliées pendant la guerre.

Tel fut l'objet des propositions qui furent déposées à l'époque par MM. Paté et Lachaud, sur le bureau de la Chambre des députés.

Mais, ultérieurement, la commission de l'armée crut devoir ajouter au mot « réserves » celui « d'active » : c'était, hélas ! ouvrir la porte à des abus. En effet, l'insertion du mot « active » eut comme conséquence de permettre la nomination d'un nombre considérable d'officiers de l'armée active et de réduire exagérément la part de la réserve.

Entre le 11 novembre 1918, date de l'armistice, et le 15 juin 1920, date du fonctionnement de la commission Fayolle, l'armée active obtint six promotions, alors que les réserves n'en obtenaient que deux; entre le 15 juin 1920 et le 1^{er} novembre 1920, l'armée active obtint 3,000 croix, et les réserves, seulement 6,000, chiffres officiels. Indépendamment de ces 3,000 croix, l'armée active continuait, il ne faut pas l'oublier, à bénéficier de promotions trimestrielles.

Par ailleurs, si l'on compare ces chiffres eu égard aux effectifs, on constate ceci : il y avait sous les armes, le 11 novembre 1918, 135,000 officiers, dont environ 100,000 de réserve et 35,000 d'active; or, il est établi que, sur dix croix, neuf sont attribuées à l'active et une seulement aux réserves. Cette différence est vraiment regrettable.

Ce n'est pas seulement sur la loi elle-même que l'on peut présenter des critiques, on peut en faire également sur la fameuse circulaire du 24 juin 1920.

Contrairement à l'esprit de la loi, ainsi que je l'ai démontré ici même, à la tribune, en juillet dernier, cette circulaire renferme les prescriptions suivantes :

1^o Elle impose aux postulants un minimum de conditions, c'est-à-dire deux blessures ou citations ;

2^o Elle laisse aux chefs de corps toute latitude pour proposer ou non les candidats ;

3^o En cas de proposition, elle permet au chef de corps de faire cette proposition, soit au titre « ancienneté », soit au titre du « contingent illimité », alors que cette distinction devrait être du ressort exclusif de la commission Fayolle ;

4^o Elle permet aux directions d'armes et aux services du ministère de la guerre d'opérer un peu abusivement cette même sélection.

Les circulaires interprétatives sont excellentes quand elles respectent le texte des lois, mais elles sont néfastes quand elles s'en écartent, comme c'est le cas.

D'autre part, le décret du 20 juin 1920, instituant la commission d'examen des dossiers, n'offre pas des garanties suffisantes d'impartialité. C'est ainsi que, sur les douze membres que comprend la sous-commission d'examen des titres de la Légion d'honneur, huit appartiennent à l'active et quatre seulement à la réserve. Est-il juste, en vérité, de donner à l'active un tel avantage sur la réserve ?

Quant à la commission Fayolle elle-même, ses procédés ont donné lieu à des commentaires nombreux et passionnés,

dont certains émanent de personnes très autorisées, notamment du colonel Picot, député, vice-président de la commission de l'armée de la Chambre, dans un article très documenté, publié récemment par le *Journal*, à la date du 15 novembre 1920. Je ne veux pas en donner lecture au Sénat, mais je dois constater que les observations présentées par cet honorable député sont absolument fondées. Il en résulte qu'il y a impossibilité, pour les candidats évincés et dont les droits sont méconnus, de pouvoir en appeler à cette commission, soit pour provoquer un nouvel examen de leurs titres, soit pour faire reviser leurs dossiers en cas d'erreur ou d'omission. On ne peut que souhaiter que la commission Fayolle, dans un but de large justice, veuille bien entendre les réclamations qui pourraient se produire.

Enfin, s'il est permis de faire part à l'Assemblée des desiderata des combattants eux-mêmes, envers lesquels on ne saurait avoir trop de bienveillance et trop de reconnaissance, je me permets de les exposer ici en leur nom ; ils demandent : 1° que les commissions d'examen comprennent un nombre égal de membres de l'active et de membres de la réserve ; 2° ils demandent la reconnaissance, à tous les candidats, par un texte officiel, du droit d'en appeler directement au président de la commission, c'est-à-dire au général Fayolle lui-même, pour l'examen de leurs titres et la révision de leurs dossiers en cas d'erreurs ou d'omissions ; 3° ils désirent enfin que notification soit faite, aux intéressés eux-mêmes, de la décision prise à leur égard.

Comme il n'y a, dans ces vœux, rien qui soit contraire aux sentiments d'équité qui nous préoccupent, nous ne pouvons que former le souhait qu'ils soient entendus en haut lieu, notamment, par le grand soldat qu'est le général Fayolle.

Ces diverses critiques ne le visent pas lui-même : nous connaissons ses remarquables qualités, sa haute conscience, et nous avons pleinement confiance en sa droiture ; mais il est évident qu'il ne peut pas tout voir ni tout contrôler. Nous demandons qu'il veuille bien, de temps à autre, exercer, non pas une surveillance, mais le droit de contrôle qui lui appartient sur les travaux de ses commissions et de ses sous-commissions, et qu'il se livre à quelques sondages pour s'assurer que le travail est fait avec tout le soin et toute l'attention désirables. Une surveillance exercée par lui, périodiquement, aurait les plus salutaires effets.

Je m'excuse, messieurs, d'avoir retenu votre attention pendant quelques instants. Ce ne sera pas du temps perdu si, comme je l'espère, mes observations sont entendues en haut lieu. Des critiques fondées sont souvent formulées à la tribune, mais on en tient rarement compte. Nous nous heurtons à l'opposition, à l'inertie des bureaux, et aussi à leur tendance à vouloir toujours agir en maîtres. Au-dessus des bureaux, il y a pourtant les ministres, qui relèvent de notre contrôle, qui sont responsables devant nous. Comment se fait-il que ceux-ci ne tiennent pas mieux compte de nos observations et ne veillent pas à ce qu'elles portent enfin leurs fruits ? (*Très bien ! très bien !*)

Nous ne pouvons que protester contre de pareils errements et exprimer l'espoir que M. le ministre de la guerre voudra bien tenir compte cette fois de nos observations et veiller à ce que nous obtenions enfin satisfaction. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le général Hirschauer.

M. le général Hirschauer. Je n'ai, au

sujet de la loi qui vous est présentée, qu'une observation à faire, pour laquelle j'aurais été très désireux d'avoir une explication de M. le ministre de la guerre.

Un très grand nombre d'officiers, ont été nommés, au cours de la guerre, dans un grade de la Légion d'honneur, par inscription au tableau spécial. Ce tableau doit être ratifié par une loi, que le Parlement n'a pas encore votée.

Depuis la fin de la guerre, un assez grand nombre d'officiers ont été nommés par décret à un grade supérieur de la Légion d'honneur, sans passer par la commission Fayolle. De ces officiers, je n'en citerai qu'un, dont le nom est présent à toutes les mémoires : c'est le commandant Vuillemin, qui a fait la traversée de l'Afrique et qui a été promu, pour ce fait héroïque, au grade de commandeur de la Légion d'honneur. Il ne peut pas porter l'insigne de son nouveau grade et il n'en touche pas les arrrages, parce que le décret qui l'a nommé ne prendra effet que du jour où la loi sera votée. S'ils avaient été nommés par la commission Fayolle, ils auraient eu le droit de porter les insignes de leur nouveau grade du jour même de leur nomination.

Je désirerais avoir à ce sujet quelques explications, mieux, quelques certitudes, dans l'intérêt de ces officiers. (*Applaudissements.*)

M. le commandant Delalande, commissaire du Gouvernement. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le commissaire du Gouvernement.

M. le commissaire du Gouvernement. Messieurs, je me permets de donner d'abord au Sénat quelques renseignements complémentaires concernant les observations présentées par l'honorable M. Chabert. Il s'agit de chiffres.

Les dossiers examinés jusqu'au 1^{er} novembre par la commission que préside le général Fayolle — car nous ne recevons de renseignements que tous les quinze jours — sont au nombre de 45,572. Sur ce nombre, 22,789 ont été retenus, soit pour la médaille militaire, soit pour la Légion d'honneur, sur lesquels 4,264 concernent les officiers de l'active pour la croix de chevalier de la Légion d'honneur et 7,904 concernant les officiers de la réserve et de la territoriale.

En ce qui concerne la médaille militaire, 3,245 propositions ont été retenues pour l'active et 4,686 pour la réserve et la territoriale.

A ces propositions, il faut ajouter encore celles faites en faveur des grands blessés, examinées par une commission, présidée par le général Lombard, qui fonctionnait avant celle du général Fayolle et continue toujours à fonctionner. 1,783 dossiers concernant ces grands blessés ont été retenus. Ceux-ci appartiennent naturellement presque tous à la réserve ou à la territoriale. On peut dire, en somme, que les chiffres véritables sont, en ce qui concerne la médaille militaire, de 3,245 pour l'active, en chiffre rond, et de 6,400 pour la réserve.

Au début du travail, ce sont surtout les officiers de l'active qui ont été récompensés, parce que les chefs de corps ou les commandants de dépôts avaient tout naturellement plus de facilités pour examiner les dossiers des officiers se trouvant sous leurs ordres, plutôt que ceux des officiers des réserves qu'ils n'avaient pas toujours connus.

Il existe donc encore un grand nombre de dossiers d'officiers de réserve en instance dans les directions d'armes, qui n'ont pas été encore examinés par la commission du général Fayolle.

Par contre, il y a très peu de dossiers

d'officiers de l'active. De telle sorte que les chiffres que je viens d'indiquer vont être, par la suite, considérablement augmentés en ce qui concerne les réserves.

M. Cauvin. C'est à souhaiter.

M. le commissaire du Gouvernement. Si la proportion des officiers de l'active, par rapport à celle des officiers de réserve, est d'environ un tiers, il est probable que la proportion de dossiers retenus sera à peu près la même. Cependant, elle ne sera peut-être pas tout à fait atteinte, parce que beaucoup d'officiers de réserve ont été admis dans l'armée active.

En ce qui concerne le point sur lequel le général Hirschauer a appelé l'attention du Sénat, voici ce que je puis répondre.

Il est, en effet, exact que plusieurs officiers ont été nommés par arrêté, pendant la guerre, à un grade dans la Légion d'honneur. Depuis, ces officiers, comme le commandant Vuillemin, le général Mordacq, le général Weygand, ont été nommés par décret. Mais la nomination faite par arrêté ne pouvant être connue de la chancellerie, le décret de nomination ne prendra effet qu'après le vote de la loi portant ratification des décorations attribuées pendant la guerre.

Or, le projet de loi relatif à la ratification de ces décorations a été déposé récemment sur le bureau de la Chambre. La commission de l'armée en a modifié l'article 3. Le projet a figuré à l'ordre du jour de l'autre Assemblée, mais à la condition qu'il n'y ait pas de débat. Un député ayant fait opposition à ce vote sans débat, le projet a été retiré de l'ordre du jour. Je sais que la commission de l'armée est revenue à l'ancien texte de l'article 3 proposé par le Gouvernement.

Dans ce projet, il est indiqué que les officiers nommés par décret, après l'avoir été par arrêté, prendront rang du jour de la signature du décret, mais qu'ils ne toucheront les arrrages qu'à dater de la promulgation de la loi. (*Applaudissements.*)

M. Hervey, rapporteur. Je n'ai que quelques mots à ajouter aux explications très claires du commissaire du Gouvernement.

Il est évident qu'au fur et à mesure des nominations, la proportion d'officiers et de soldats de réserve et de territoriale sera accrue, ce qui sera très légitime.

Il est très compréhensible que les premiers dossiers ayant reçu satisfaction aient été ceux d'officiers se trouvant sous les ordres directs de leurs chefs, mais je suis loin d'inviter le Gouvernement à ne pas tenir compte des observations présentées par notre collègue M. Chabert, qui sont, pour la plupart, trop justifiées.

Il n'est pas douteux — c'est la force même des choses — qu'un grand nombre de dossiers, quelquefois ceux des militaires les plus méritants, sont incomplets ou égarés. Je pourrais en citer un exemple que je connais personnellement. Il s'agit de dossiers introuvables, de feuillets de campagne perdus.

M. Charles Chabert. J'en connais également.

M. le rapporteur. Mais permettez-moi de vous dire, mon cher collègue, que le jour où nous avons demandé le vote de cette loi, nous ne nous sommes pas fait d'illusion. Nous savons bien que la justice parfaite n'est pas de ce monde.

M. Charles Chabert. Il faut s'en rapprocher le plus possible.

M. le rapporteur. Il est impossible que, sur ce chiffre de 40,000 dossiers, qui pourra peut-être encore s'accroître, il ne se produise pas des erreurs. Il faut donc nous

dire que le plus grand nombre possible de ceux qui méritaient une récompense l'ont obtenue. Il faut aussi regretter un peu que quelques-uns qui ne la méritaient guère l'aient également obtenue. Malheureusement, nous savons bien que des erreurs se glissent fatalement dans des promotions comme celle-là, dont le chiffre atteint plusieurs milliers. M. le commissaire du Gouvernement nous citait tout à l'heure le chiffre de 11,000 croix de chevaliers. Il n'est pas possible que, sur un tel chiffre, il n'y ait pas d'erreurs commises.

Quoi qu'il en soit, sur un grand nombre de dossiers qui ont été soumis à son examen, la commission n'a pas encore pu prendre de décision. Il est donc indispensable, puisque ses pouvoirs expirent demain, que nous les prolongions de trois mois.

M. le général Taufflieb. Nous sommes d'accord.

M. le rapporteur. C'est pourquoi je demande au Sénat de voter le texte de la loi qui n'a pas d'autre but.

M. le président. La parole est à M. le général Taufflieb.

M. le général Taufflieb. Nous sommes tous d'accord pour prolonger de trois mois les pouvoirs de la commission Fayolle. Mais, du moment que des erreurs ont été commises, et j'en connais, il me semble que l'on pourrait en même temps faire une révision des croix accordées. Je prends les chiffres de M. le rapporteur : 4,000 croix pour l'active ; 7,000 pour la réserve. Ce n'était certainement pas la proportion entre les officiers de réserve ou de territoriale et les officiers de l'active pendant la guerre. (*Très bien!*) Par conséquent, les officiers de réserve et de territoriale peuvent se croire un peu sacrifiés. Dans ces conditions, je demande que les tableaux soient révisés pour leur donner satisfaction. (*Approbation.*)

J'appuie donc la proposition de notre collègue M. Chabert.

M. de Lubersac. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. de Lubersac.

M. de Lubersac. Messieurs, il est quantité de réservistes et de territoriaux, ayant appartenu à des unités aujourd'hui dissoutes, qui ignorent quel est le chef de corps qui a le droit de les proposer pour la croix de la Légion d'honneur ou pour la Médaille militaire. Je demande à M. le commissaire du Gouvernement s'il ne serait pas possible de faire connaître, par des circulaires et par la presse, à qui ces officiers, sous-officiers et soldats démobilisés peuvent s'adresser pour que leurs dossiers soient examinés.

M. le commissaire du Gouvernement. Lorsque le projet de loi sera voté par le Sénat, une circulaire sera envoyée à tous les dépôts, en même temps qu'elle sera publiée au *Journal officiel*, ainsi que dans les journaux. A ce moment, il pourra être donné des explications aux officiers et hommes de troupe de réserve et de territoriale pour leur faire savoir à qui ils doivent s'adresser.

M. de Lubersac. Beaucoup de démobilisés, comme je viens de le dire, ne savent pas au dépôt de quel régiment est rattaché le corps auquel ils ont appartenu. Nous recevons continuellement des lettres, mes collègues et moi, où nous est posée cette question : « J'ai servi dans tel régiment pendant la guerre. Il est dissous. A quel chef de corps dois-je m'adresser pour que

soit établie une proposition en ma faveur ? »

J'insiste donc tout spécialement auprès de vous, monsieur le commissaire du Gouvernement, pour que soit publié un tableau sur lequel seraient portés les numéros de chaque unité et de chaque corps dissous, avec, en face, l'unité ou le corps auxquels ils ont été rattachés. (*Très bien! très bien!*)

M. Mauger. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Mauger.

M. Mauger. Je me joins aux observations de M. de Lubersac, en signalant ce fait que, même lorsque les hommes connaissent le dépôt auquel ils sont rattachés et s'adressent à lui, on leur répond : « Nous ignorons qui vous êtes ; vous dépendez bien de mon dépôt par le numéro de votre régiment, mais vous venez de régiments dissous ; vous avez eu des mutations successives et nous n'avons pas de feuillet à notre disposition, vous concernant ; nous ne savons comment faire pour vous proposer, puisque rien ne nous permet d'agir. Nous ne vous connaissons pas, adressez-vous à vos anciens chefs. » Souvent ces chefs ont disparu eux-mêmes, et l'homme ou l'officier ne peut ainsi se faire rendre justice.

J'insiste donc pour que l'on donne à ces hommes des indications précises, leur permettant de savoir à qui s'adresser et dans quelles conditions ils doivent le faire. Je demande qu'au besoin on fasse les enquêtes nécessaires, lorsque ces hommes justifient de leurs droits, tant près des corps dans lesquels ils ont été inscrits, que près des chefs ayant commandé ces corps ou sous les ordres desquels ces hommes ont servi, et même près des témoins qui pourraient fournir des renseignements utiles.

Il y a de modestes héros qui voient avec peine que leur courage n'aura jamais sa récompense, parce que leur corps ou leurs chefs ont disparu.

M. le commissaire du Gouvernement. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le commissaire du Gouvernement.

M. le commissaire du Gouvernement. Les officiers et les hommes qui ne savent pas à qui s'adresser ont toujours la possibilité d'écrire directement au ministre de la guerre. (*Mouvements divers.*)

Il arrive, en ce moment, des quantités de demandes aux différentes directions ; elles sont toujours communiquées aux dépôts, avec ordre de les instruire, j'en puis l'affirmer. Par conséquent, dans cette circulaire, il serait possible de dire aux hommes : « Si vous ne savez pas de quel dépôt vous relevez, ou si vous ignorez à quel dépôt est rattaché le corps dont vous relevez, adressez-vous au ministère de la guerre, et les directions d'armes transmettront votre demande aux dépôts intéressés. »

M. de Lubersac. Je crois qu'il serait intéressant d'autoriser les officiers démobilisés à donner leur opinion sur les officiers ou les hommes qui ont servi sous leurs ordres. Je me permets de faire allusion à des cas qui me sont personnels. J'ai commandé à des officiers et à des hommes qui, à l'heure actuelle, me demandent d'établir, pour eux, un motif de proposition. Moi seul les ai vus à l'œuvre. Je voudrais savoir si M. le ministre de la guerre et la commission Fayolle tiennent compte de ces sortes de notes et d'indications ?

M. le commissaire du Gouvernement. Oui, monsieur le sénateur, il est tenu compte de toutes les notes qui sont don-

nées aux hommes de troupe. Les commandants de dépôt doivent transmettre au ministère de la guerre toutes les demandes qui leur sont envoyées, même par une simple lettre d'un homme de troupe ; ils doivent indiquer aussi, s'il y a lieu, pourquoi la demande n'a pas été instruite.

M. de Lubersac. Je vous remercie, monsieur le commissaire du Gouvernement.

M. Henry Chéron. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Chéron.

M. Henry Chéron. S'il y a une catégorie de personnes sur laquelle il doit être inutile d'insister, étant donnée la qualité de mutilé de M. le commissaire du Gouvernement, qui sera certainement le défenseur de ses camarades, c'est celle des mutilés de la guerre. Beaucoup attendent encore les distinctions qui leur sont dues. Je fais appel, en leur faveur, à la sollicitude et à l'esprit de justice du ministre de la guerre. (*Très bien! très bien!*)

M. de Lubersac. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. de Lubersac.

M. de Lubersac. Je voudrais que M. le commissaire du Gouvernement prit l'engagement que la circulaire et le tableau indispensables pour renseigner les officiers et les hommes démobilisés paraîtront dans le plus bref délai. Il ne faut pas qu'ils soient publiés dans deux mois et demi, quinze jours seulement avant le terme des pouvoirs de la commission Fayolle.

M. le commissaire du Gouvernement. C'est entendu, monsieur le sénateur.

M. le président. Si personne ne demande plus la parole, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion de l'article unique.)

M. le président. Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — La durée de six mois fixée par l'article 2 de la loi du 15 juin 1920, instituant une promotion spéciale au titre des services de guerre dans l'ordre de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, est portée à neuf mois en ce qui concerne l'armée de terre. »

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

10. — ADOPTION D'UNE PROPOSITION DE RÉOLUTION RELATIVE AUX CHEMINS DE FER A TRAVERS LES VOSGES

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de résolution de M. Paul Doumer et de plusieurs de ses collègues, relative à l'étude des lignes de chemins de fer de pénétration en Alsace à travers les Vosges.

Je rappelle au Sénat que l'urgence a été précédemment déclarée.

La parole, dans la discussion générale, est à M. le rapporteur.

M. Reynald, rapporteur. Messieurs votre commission des chemins de fer a été saisie d'une proposition de l'honorable M. Doumer et de plusieurs de nos collègues, ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à faire procéder à l'étude des lignes de chemins de fer de pénétration en Alsace. Rapporteur désigné par la commission des chemins de fer, je vous apporte ses conclusions.

Il ne s'agit pas de résoudre une proposi-

tion de loi en un texte législatif, mais simplement de signaler à la sollicitude des pouvoirs publics un problème d'importance considérable et dont la solution est urgente.

Les lignes de chemins de fer qui joignent les réseaux français au réseau alsacien n'ont que deux points d'aboutissement, Strasbourg au Nord, Mulhouse au Sud. Dans l'intervalle s'étend toute la vallée de l'Ill, sans que la barrière des Vosges, qui la sépare du reste de la France, soit ouverte en aucun point, d'où nécessité évidente d'augmenter les lignes de pénétration. Cette nécessité n'est pas née de la victoire. Elle a été ressentie avant la guerre, et même antérieurement au désastre de 1870, qui a séparé de la France la terre alsacienne.

Déjà, à ce moment, on avait considéré comme indispensable le percement, à travers les Vosges, d'une ligne médiane, afin de desservir la région de Colmar. En juillet 1870, un décret impérial reconnaissait le caractère d'utilité publique d'une ligne répondant à cette préoccupation. Je n'ai pas besoin d'insister pour faire comprendre au Sénat qu'il fut impossible à la France de réaliser ses intentions, puisque, quelques semaines après, l'Alsace était occupée par les troupes allemandes, et qu'elle nous fut ensuite enlevée.

Pendant les cinquante années suivantes, le réseau alsacien s'est incontestablement développé. Mais ce développement n'a pu se faire dans le sens d'une union plus étroite avec la France. La prospérité alsacienne, dont l'empire allemand ne s'est pas désintéressé, a constitué, dans son esprit, une mesure de germanisation et la tendance fut, au contraire, de créer des courants pour transporter plutôt les gens et les choses de l'Alsace vers les régions de l'autre côté du Rhin.

Avant même la fin des hostilités, un comité d'études s'est préoccupé de rechercher quelles lignes il serait nécessaire de construire le plus rapidement possible, et c'est d'après ses conclusions que le Gouvernement a déjà déposé devant les Chambres un projet qu'elles ont voté, créant deux raccordements, celui de Saint-Dié à Saales et celui de Bussang à Wesserling. Mais ces deux raccordements, s'ils constituent pour les deux versants des Vosges des éléments nouveaux et utiles de communication, aboutissent finalement l'un à Strasbourg et l'autre à Mulhouse; la lacune demeure ce qu'elle était précédemment. C'est pour la combler que la motion a été présentée. Elle s'appuie sur un travail très documenté de notre distingué collègue M. le général Bourgeois, dont l'autorité et la compétence sur ce point sont reconnues de tous, et qui nous apporte les précisions nécessaires. Je me garderai, M. le général Bourgeois étant présent, de me substituer à lui pour la présentation de cet exposé.

Ce que je tiens à dire, c'est que votre commission a accepté ses conclusions et qu'elle les propose à l'approbation du Sénat, pour que, revêtues de l'autorité qui résulte de cette approbation, elles soient signalées au Gouvernement, spécialement au ministre des travaux publics, plus particulièrement qualifié pour en connaître.

Le Sénat a toujours fait preuve d'une sollicitude active pour toutes les mesures qui tendent à augmenter la prospérité de la France: je suis certain que cette sollicitude sera plus vive encore pour une proposition qui, non seulement s'inspire de considérations d'intérêt général, mais qui constitue, en même temps, un témoignage certain de notre affection pour nos frères d'Alsace. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le

général Bourgeois, rapporteur de la commission d'Alsace et Lorraine.

M. le général Bourgeois. Messieurs, je vous demande la permission de vous rappeler en quelques mots ce qu'est la question de la percée des Vosges.

M. Reynald vient de vous en présenter l'état général: la barrière des Vosges, sur ses 170 kilomètres, n'est traversée par les chemins de fer qu'en deux points, au Nord par la grande ligne de Strasbourg qui à Sarrebourg se raccorde à celle de Metz, et au Sud par la ligne Paris-Troyes-Chaumont-Belfort qui aboutit à Mulhouse. Les deux nouvelles lignes, dont l'utilité publique a déjà été reconnue par la Chambre et le Sénat et dont la construction est déjà plus ou moins commencée — assez avancée même dans celle de Saales, plus en souffrance pour celle du Sud — ces deux lignes, celle du Nord, qui va de Saint-Dié à Strasbourg par Saales, celle du Sud, qui va de Bussang à Wesserling, ont comme point d'aboutissement ceux des grandes lignes existantes: Strasbourg et Mulhouse. Et, comme le disait tout à l'heure M. Reynald, aucune ligne de pénétration ne traverse les Vosges dans leur partie centrale.

Plusieurs considérations militent en faveur de cette percée centrale: le point de vue moral, le point de vue des intérêts généraux, celui des intérêts régionaux et le point de vue militaire.

Je n'insisterai pas sur le point de vue moral. Les Allemands avaient tout intérêt à dériver vers l'Est tous les produits industriels, ainsi que ceux du sous-sol et à maintenir intangible à l'Ouest la barrière par laquelle aurait pu pénétrer l'influence française.

Il en est résulté que, pendant toute la période d'annexion, bien qu'on se soit, à différentes reprises, préoccupé de la percée des Vosges, la question est toujours restée en souffrance, parfois même par le fait de la France, à cause de considérations militaires.

Je n'insiste pas sur l'intérêt moral qu'il y a à ouvrir cette barrière à l'heure actuelle; il faut que toute l'industrie de l'Alsace, que tous les produits alsaciens puissent dériver vers la France, vers les ports de nos frontières maritimes, pour notre commerce extérieur. Il faut, d'un autre côté, une pénétration réciproque, constante, entre l'Alsace et la France. Par conséquent, plus on créera de percées, mieux cela vaudra au point de vue moral et au point de vue matériel.

Au point de vue économique général, le problème consiste à mettre les centres de production d'Alsace en relations le plus directes possibles avec notre façade maritime de la Manche et de l'Océan, ainsi qu'avec nos régions industrielles du Nord et du Midi d'une part, et d'autre part avec les pays producteurs de charbon du nord et du centre de la France.

Vous savez que la grande industrie d'Alsace est l'industrie textile, qui a besoin des filés du Nord, de Reims, etc. Pour cette industrie comme pour toutes les autres qui emploient des machines, il faut du charbon.

Notre réseau ferré français, je le répète, est organisé de telle façon que notre façade maritime et l'intérieur de la France ne sont reliés à l'Alsace que par les deux grandes lignes de Strasbourg et de Mulhouse, et qu'il n'existe absolument aucune ligne traversant le centre des Vosges. Il y aurait grand intérêt cependant, au point de vue du trafic international, à mettre en relations Nancy, qui peut être considéré comme le point terminus, en face des Vosges, des lignes de l'intérieur, avec Colmar par une traversée directe, Colmar devenant alors une tête de ligne de commerce

vers l'Orient et vers Vienne en particulier, puisque c'est de Colmar, par Fribourg-en-Brigau, que se détache la voie qui va à Vienne, par le chemin le plus court.

Les lignes aboutissant à Strasbourg y trouvent, avec des têtes de ligne de la navigation du Rhin, des têtes de ligne de voies ferrées vers l'Allemagne du Nord et de la Russie, les lignes aboutissant à Mulhouse y trouvent une tête de ligne qui, par le Simplon, le Gothard ou l'Arberg, se dirigent vers l'Orient et le Sud. Je sais bien que les lignes centrales allemandes de la vallée de la Dreysam ou de la Kinzig ne sont pas encore organisées à l'heure présente pour faire un trafic extrêmement intensif. Mais il pourrait arriver que ces lignes fussent améliorées et c'est, au point de vue du trafic général, une des raisons à invoquer en faveur de la traversée centrale sur Colmar.

Au point de vue régional, des intérêts primordiaux militent en faveur de cette percée centrale. Le problème consiste à mettre en relations les centres industriels de l'ouest des Vosges avec les centres industriels alsaciens et également à permettre aux centres industriels alsaciens, comme je le disais tout à l'heure, de se mettre en relations avec les régions industrielles, en particulier avec les filatures du centre et du Nord, et avec les régions productrices de houille. Les centres industriels du côté ouest des Vosges sont ceux de la région de Saint-Dié, d'Epinal et de Remiremont, de Cornimont-la Bresse.

Les centres industriels à l'est des Vosges sont ceux d'Erstein-Benfeld, au sud de Strasbourg, de Sélestat-Sainte-Marie-aux-Mines, celui de Colmar, Logelbach, Munster, et, enfin, celui de Mulhouse, très vaste qui comprend non seulement Mulhouse, mais Guebwiller, Thann, Altkirch, etc.

Les centres industriels qui sont compris entre Strasbourg et Sélestat sont desservis par la grande ligne Paris-Strasbourg. Le centre industriel de Mulhouse est desservi également par la grande ligne Paris-Belfort, mais les voies ferrées ne mettent pas directement en relations les centres industriels de Saint-Dié, Epinal avec ceux de Sainte-Marie-aux-Mines, Sélestat et de Colmar, Munster, pas plus que les centres industriels de Remiremont, Cornimont-La Bresse ne sont en relations avec ceux de Logelbach-Colmar. Les voies ferrées s'arrêtent à Saint-Dié, à Gérardmer, à Remiremont.

Il y a donc un gros intérêt, au point de vue régional, à ouvrir une percée qui mette en relations Sélestat, d'une part, Colmar, de l'autre, avec les centres industriels qui se trouvent sur le versant ouest des Vosges, et l'on se trouve, lorsqu'on étudie la question, en présence des solutions suivantes:

1° Le tracé de Saint-Dié-Sélestat, par Sainte-Marie, qui a le gros avantage et de mettre en relations directes la région industrielle de Saint-Dié avec celles de la vallée de la Liepvette et de Sélestat et de pouvoir drainer en même temps les produits venant soit de la région de Benfeld, soit de celle entre Sélestat et Colmar, qui n'iraient pas vers Strasbourg ou vers Mulhouse, comme par exemple les produits provenant de la région de Ribeauvillé; 2° le tracé mettant en relations la région de Saint-Dié et celle d'Epinal avec Colmar. Là on se trouve en présence de deux tracés possibles, l'un jalonné par Saint-Dié, Fraize, Kaisersberg et Colmar, l'autre par Cornimont, La Bresse, Munster et Colmar. Il faut faire un choix entre ces deux tracés qui feraient double emploi, en quelque sorte, tout au moins au début. Il y a lieu, croyons-nous, de porter son attention surtout sur le second, celui de Remiremont, Cornimont-La Bresse, Munster, Metzeral et Colmar, et de le préférer à celui de Saint-Dié,

Fraize et Colmar, bien que celui-ci soit un peu plus court. Ce dernier ne dessert sur son parcours aucune région industrielle, tandis que celui du sud de Cornimont à Colmar, par La Bresse et Metzeral-Munster, dessert toutes les régions de Remiremont, Cornimont, La Bresse, qui sont très industrielles, puis toute la région de la vallée de Munster, celle du Logelbach et de Colmar. Par conséquent, en envisageant les points de vues économiques général et régional, si l'on décide de ne faire que deux percées pour le moment — ce à quoi l'on est actuellement obligé de se limiter en raison des dépenses à engager — il conviendrait de porter son choix sur les deux percées Saint-Dié, Sainte-Marie, Sélestat, d'une part, et Remiremont, Cornimont, La Bresse et Colmar, d'autre part.

J'en arrive maintenant au point de vue militaire qui est non moins important.

Sans doute, pour le moment, nous avons la frontière militaire du Rhin, ce qui au nord de Strasbourg nous donne une très grande sécurité à l'égard de l'Allemagne, puisque à partir de Wissembourg, nous tenons, par cette frontière militaire, le Palatinat et les pays rhénans, par conséquent des pays allemands. Mais pour l'Alsace, il en est tout autrement: c'est le Rhin qui fait la frontière nationale. L'Allemand est sur la rive droite du Rhin, nous sommes sur la rive gauche et il n'y a plus ici une sorte d'Etat tampon entre nous et l'intérieur de l'Allemagne, — en considérant comme l'intérieur de l'Allemagne la rive droite du Rhin. Par conséquent, il serait fort important d'avoir des lignes de chemins de fer nous permettant, le cas échéant, d'amener le plus rapidement possible des troupes en Alsace.

Or, aujourd'hui, avec les chemins de fer en exploitation, nous ne pouvons amener de troupes, par voie ferrée et d'une façon intensive, que sur Strasbourg au Nord, sur Mulhouse et Belfort au Sud.

Au point de vue militaire, au point de vue de la concentration des troupes, il est de toute nécessité de posséder une ligne menant rapidement à Sélestat, c'est-à-dire la ligne Nancy, Saint-Dié, Sainte-Marie-aux-Mines, Sélestat, et une ligne aboutissant non moins rapidement à Colmar; que ce soit celle de Saint-Dié, Fraize et Colmar, ou bien celle de Remiremont, Cornimont-La Bresse, Münster, Metzeral et Colmar. A ce point de vue militaire, le deuxième tracé donne encore toutes satisfactions.

Par conséquent, en envisageant tous les points de vue, y compris le point de vue militaire, nous retombons sur les deux lignes dont je parlais tout à l'heure, celle de Nancy à Sélestat par Sainte-Marie-aux-Mines, et celle d'Épinal à Colmar par Cornimont-La Bresse.

Au point de vue militaire, il y a encore un autre intérêt à avoir un certain nombre de lignes ferrées perpendiculaires aux Vosges. A l'heure actuelle, l'artillerie à très grande portée joue un rôle considérable, je dirai même prépondérant. Cette artillerie est constituée par des matériels placés sur voie ferrée, tirant sur des affûts-trucs portés par la voie elle-même, et il faut que l'on puisse détacher des lignes exploitées les épis sur lesquels viendra se placer cette artillerie à grande puissance. Il est indispensable, en face de la région du Rhin qui marque la limite de l'Alsace, de pouvoir éventuellement exécuter des tirs pour démolir les ponts que peut jeter l'adversaire et de pouvoir également, le cas échéant, user de représailles, c'est-à-dire bombarder les villes allemandes, les villes du grand-duché de Bade.

Voilà pour raisons nous sommes obligés d'avoir des lignes perpendiculaires au Rhin. Là encore nous trouvons que la ligne de

la vallée de Sainte-Marie, d'une part, et celle de Colmar-Munster-Metzeral-La Bresse-Remiremont de l'autre, se prêtent tout à fait à l'établissement des épis dont je parlais tout à l'heure.

Il faut remarquer, du reste, qu'en face de nous l'Allemagne est équipée de la même façon. La Forêt-Noire est percée au Nord et au Sud par deux grandes lignes et les Allemands ont en outre, depuis longtemps, deux lignes centrales, celle de la vallée de Kinzig et celle de la vallée de Dreysam, dont l'une aboutit à Kehl et l'autre à Appenweier, celle-ci étant la plus dangereuse pour nous parce qu'elle aboutit, à l'Est, du Kaiserstuhl où il serait facile à l'Allemagne d'installer toute une grosse artillerie dont l'action pourrait être très efficace. Nous devons donc avoir en face la possibilité de placer, nous aussi, une artillerie de très grande puissance pour contrebattre l'artillerie ennemie.

J'ajouterai que dans l'établissement de ces lignes futures il faudra envisager leur électrification à peu près complète. Nous disposerons à ce moment-là — je l'espère du moins — de l'énergie électrique que l'on aura pu tirer du Rhin; elle doit être considérable: on parle de 900,000 chevaux. Cette énergie permettra d'électrifier facilement toutes les lignes d'Alsace et de Lorraine; elle nous permettra également pour les lignes à venir, d'envisager les rampes que la traction à vapeur ne peut gravir sans difficultés et il nous sera possible ainsi de diminuer la longueur des tunnels et, par conséquent, de réduire les frais de construction.

Mais, ce n'est pas de cela qu'il s'agit aujourd'hui, puisqu'en ce moment-ci nous ne nous trouvons en présence que d'une proposition de commencement d'études.

On a parlé de remplacer les percées des Vosges par un certain nombre de chemins de fer routiers qui emprunteraient soit la route du col de Sainte-Marie, soit celle du col du Bonhomme, ou d'autres encore. On éviterait ainsi les tunnels dont le coût sera certainement élevé pendant quelques années.

Mais tout d'abord, ces lignes à ciel ouvert n'auraient qu'un faible rendement commercial en raison des pentes très fortes et des courbes à très court rayon qui ne permettraient pas un trafic intense: elles ne pourraient assurer que le transport de voyageurs: ce seraient simplement des chemins de fer touristiques.

Des lignes militaires installées sur routes ont un rendement insuffisant. Il serait absolument impossible d'y transporter de l'artillerie lourde et les convois excessivement lourds du ravitaillement en munitions. Enfin et surtout elles seront très vulnérables aux raids d'avions. Comme il n'existe pas de frontières de l'air, quelques précautions que l'on prenne, si une nouvelle guerre éclatait entre deux pays que je ne veux pas nommer, elle commencerait certainement par une grande bataille aérienne. Quelle qu'en soit l'issue, il faudrait compter, en dehors des flottes aériennes, avec les corsaires aériens qui pourraient intercepter ces voies ferrées à ciel ouvert, principalement dans la traversée des montagnes.

Il faut donc éliminer les chemins de fer routiers, malgré l'économie que présente leur installation et cela pour les raisons que je viens d'indiquer: défaut de rendement, dangers militaires.

Je conclus, me ralliant entièrement à la proposition faite par l'honorable M. Reynald, invitant le Gouvernement à commencer le plus tôt possible les études.

Il y a, au point de vue moral, un très gros effet à produire à l'Est des Vosges.

Tous, en Alsace, accueilleront avec joie le commencement des études. On y tient à ce point qu'un grand nombre de localités, intéressées à la percée centrale des Vosges, ont voté des subventions pour les travaux; elles ont toutes décidé de mettre une part importante de ces subventions à la disposition immédiate du Gouvernement pour commencer les études. Il faut donc y procéder le plus tôt possible.

Elles seront grandement facilitées par l'existence, tant sur le versant Est des Vosges que sur le versant Ouest, de cartes à très grande échelle basées sur des levés excessivement précis. Ce sont, sur le versant Ouest, les levés au dix millième et au vingt millième faits avant 1914 pour l'exécution de la carte au cinquante millième. Sur le versant Est, ce sont les cartes correspondantes allemandes au vingt-cinq millième.

Ou peut, sur les minutes de ces cartes, où les courbes sont filées, où elles sont rigoureusement exactes et non pas tracées d'une façon approximative, préparer tous les avant-projets. Il ne resterait plus, en somme, pour compléter les études, qu'à aller contrôler sur le terrain ces avant-projets. Pour ces études complémentaires, les subventions que les municipalités ont votées seraient largement suffisantes.

Je demande donc au Sénat de bien vouloir voter la résolution qui a été présentée par M. Reynald. (*Vifs applaudissements.*)

M. Lazare Weiller. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Lazare Weiller.

M. Lazare Weiller. Messieurs, je désire appuyer de toute mon énergie la motion présentée par notre honorable collègue M. Reynald et si sagement développée par M. le général Bourgeois.

Le moment n'est pas venu d'entrer dans le détail de ce débat qui viendra à son heure, mais chacun comprendra que si, avant la guerre, les conditions économiques poussaient le commerce et l'industrie d'Alsace presque entièrement vers l'Allemagne, la situation se trouve entièrement transformée aujourd'hui.

Voici la belle vallée de l'Ill avec ses riches plaines et son industrie, dont Sélestat, une des perles de l'Alsace, est le centre, la voici fatalement destinée à devenir ville morte, si elle n'est pas à brève échéance étroitement, directement reliée avec la France. La richesse de tous les vignobles qui l'entourent constitue pour nous un trésor national. La percée des Vosges doit être réalisée sur tous les points qui comprennent les régions décrites par le général Bourgeois; elle doit être, si j'ose ainsi dire, transformée en une véritable écumoire.

Je suis de ceux qui, loin de pousser le Gouvernement à engager de nouvelles dépenses, cherchent, au contraire, dans la mesure de leurs moyens, à le retenir dans une voie de stricte économie.

Mais cette affaire est, si je puis employer ce langage purement commercial, une affaire qui paye. Elle payera par la richesse qu'elle développera. J'appuie donc énergiquement la motion présentée par M. Reynald et je demande au Sénat de donner à l'Alsace, si chère à la France, le sentiment que le lien qui les réunit est, par le cœur comme par la bourse, plus étroit, plus définitif que jamais. (*Très bien! très bien!*)

M. le général Hirschauer. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le général Hirschauer.

M. le général Hirschauer. Je n'ai qu'un

mot à ajouter à ce qui a été dit et si bien dit avant moi.

Je veux insister uniquement sur l'intérêt politique de la question. Il est indispensable que les communications entre la plaine d'Alsace, entre la vallée du Rhin et la vallée de la Moselle, soient aussi nombreuses que possible. Actuellement, il n'y a, en fait, que deux voies de communications, l'une au nord, l'autre au sud des Vosges et il n'y a aucune relation constante entre les habitants du centre de l'Alsace et ceux du département des Vosges.

Cet état de choses doit cesser. Pendant les cinquante dernières années, les Vosges ont été une ligne de défense et nous a été obligés, dans un but défensif, de restreindre les communications. Aujourd'hui, les Vosges sont un obstacle aux relations commerciales et industrielles, ainsi qu'aux relations entre Français des deux côtés des Vosges. (*Très bien! très bien!*) Il est extrêmement important, pour favoriser les relations entre nos compatriotes des deux côtés des Vosges, que cette barrière tombe. On a dit autrefois: « Il n'y a plus de Pyrénées ». Je voudrais bien qu'on dise: « Il n'y a plus de Vosges ». (*Vifs applaudissements.*)

M. Méline. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Méline.

M. Méline. Messieurs, je n'ai qu'un mot à dire pour remercier d'abord M. le général Bourgeois. Ma reconnaissance s'adresse aussi à l'auteur de la proposition, M. Paul Doumer, qui, le premier, en a pris l'initiative, je ne saurais l'oublier.

Je remercie particulièrement M. le général Bourgeois d'avoir fait ressortir, avec sa haute compétence, l'urgence extrême du raccordement des lignes centrales d'Alsace et des Vosges. Il est, en effet, très urgent de donner satisfaction aux immenses intérêts qui sont en cause. M. le général Bourgeois a fait également ressortir avec raison l'intérêt militaire qui s'attache à cette proposition. Si nous voulons mettre un frein aux velléités belliqueuses de l'Allemagne, il est nécessaire de lui prouver, par l'exécution de projets semblables, que nous avons toujours l'œil ouvert et que nous sommes toujours prêts. (*Très bien! très bien! et applaudissements.*)

M. le président. Si personne ne demande plus la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique de la proposition de résolution.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion de l'article unique.)

M. le président. Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — Le Sénat invite le Gouvernement à faire effectuer les études des lignes de chemins de fer de pénétration en Alsace à travers les Vosges. »

M. Jeanneney. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jeanneney.

M. Jeanneney. Messieurs, je suis très loin de contredire au projet de résolution qu'on vous demande de voter. J'y ai souscrit. Qu'il me soit seulement permis de profiter de cette discussion pour appeler l'attention du Gouvernement sur le cas de deux autres lignes de traversée des Vosges : celle de Saint-Dié-Saales et celle de Saint-Maurice-Wesserling.

Nous les avons déclarées d'utilité publique au mois de mars dernier. Par une anomalie qui a été signalée à ce moment, la déclaration d'utilité publique a été prononcée sans que le concessionnaire se trouvât

déterminé. Sur notre insistance, le Gouvernement avait fait la promesse de fixer promptement le régime d'exploitation de ces lignes. Or, à ma connaissance au moins, rien n'est encore décidé.

Il est du devoir du Gouvernement de se rendre compte que cette situation ne peut se prolonger et de faire ce qu'il peut pour y mettre fin. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation?...

Je mets aux voix l'article unique de la proposition de résolution.

(La proposition de résolution est adoptée.)

11. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF A L'INTRODUCTION DES LOIS PÉNALES FRANÇAISES DANS LES DÉPARTEMENTS DE LA MOSELLE, DU BAS-RHIN ET DU HAUT-RHIN

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification des décrets du 25 novembre 1919, relatifs à l'introduction dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin des lois françaises pénales et d'instruction criminelle, sous réserve du maintien provisoire en vigueur de diverses dispositions des lois pénales locales.

M. Helmer, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion de l'article unique.)

M. le président. Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — Sont ratifiés :

« 1^{er} Le décret du 25 novembre 1919, relatif à l'introduction des lois pénales et d'instruction criminelle françaises dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin;

« 2^e Le décret du 25 novembre 1919, relatif au maintien provisoire en Alsace et en Lorraine de certaines dispositions pénales actuellement en vigueur. »

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

12. — AJOURNEMENT DE LA DISCUSSION D'UN PROJET DE LOI RELATIF A LA PROROGATION D'ÉCHÉANCES

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant au règlement des sommes demeurées impayées par application des décrets relatifs à la prorogation des échéances en ce qui concerne les débiteurs qui sont ou ont été mobilisés, ainsi que les débiteurs domiciliés dans les régions précédemment envahies ou partiellement atteintes par les hostilités.

Mais M. le rapporteur demande que ce projet ne vienne en délibération qu'après le projet de loi sur l'amnistie.

M. Ribot, président de la commission. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. le président de la commission. M. le ministre des finances devant être entendu par la commission, nous demandons au Sénat d'apporter une légère interversion à son ordre du jour.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition à cet ajournement?...

L'ajournement est ordonné.

13. — DISCUSSION D'UN PROJET DE LOI RELATIF A L'AMNISTIE

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'amnistie.

J'ai à donner connaissance au Sénat des décrets suivants :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre de la guerre,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Filippini, directeur de la justice militaire au ministère de la guerre, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre de la guerre, au Sénat, dans la discussion du projet de loi relatif à l'amnistie.

« Art. 2. — Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 8 novembre 1920.

« A. MILLERAND.

« Par le Président de la République :

« Le ministre de la guerre,

« ANDRÉ LEFÈVRE. »

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Delatour, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur général de la caisse des dépôts et consignations; « M. Baudouin-Bugnet, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur général des contributions directes;

« M. Deligne, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre;

« M. Bolley, directeur général des douanes;

« M. Bley, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur général des contributions indirectes;

« M. Denoix, directeur du budget et du contrôle financier;

« M. Tremeau, directeur du personnel et du matériel;

« M. Jouasset, directeur de la comptabilité publique;

« M. Hulin, administrateur des contributions indirectes,

« Sont désignés, en qualité de commissaires du Gouvernement, pour assister le

ministre des finances, au Sénat, dans la discussion du projet de loi relatif à l'amnistie.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 5 novembre 1920.

« A. MILLERAND.

« Par le Président de la République :

« Le ministre des finances,

« F. FRANÇOIS-MARSAL. »

M. Guillaume Poule, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition...

L'urgence est déclarée.

La parole est à M. le rapporteur dans la discussion générale.

M. le rapporteur. Messieurs, à la date du 11 mars 1920, le Gouvernement déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi relatif à l'amnistie. Parmi les raisons invoquées par le Gouvernement pour justifier le dépôt de ce projet, il était indiqué dans l'exposé des motifs ce qui suit :

« Le Gouvernement a pensé que l'élection de M. Paul Deschanel à la présidence de la République devait être l'occasion d'une nouvelle mesure de clémence et qu'il convenait de poursuivre l'œuvre d'apaisement entreprise par la loi d'amnistie du 24 octobre 1919. »

Les directives du projet de loi, déposé à la date du 11 mars 1920, étaient assez simples. Il comprenait, à peu de chose près, les articles du code pénal et des codes de justice militaire que comprenait la loi du 24 octobre 1919 ; il étendait, cependant, dans une certaine mesure, cette dernière loi.

A vrai dire, le principal changement consistait à proroger le terme du délai d'application qui était fixé désormais au 18 février 1920, englobant ainsi toutes les infractions militaires, tous les délits de droit commun, visés par la loi, qui s'étaient produits entre le 24 octobre 1919 et le 18 février 1920. (Très bien ! très bien !)

L'élaboration du travail de la commission de la Chambre des députés fut assez longue, puisque la discussion ne commença devant la Chambre qu'à la date du 21 juillet 1920. Le vote final intervint à la date du 23 juillet, et nous fûmes saisis du projet le lendemain 29. Mais comme nous n'étions saisis en fait que d'un projet en blanc et que le décret de clôture devait être lu le surlendemain, il fut absolument impossible à votre commission, malgré toute sa bonne volonté et malgré les diligences qu'elle aurait voulu faire, d'étudier le projet et de vous rapporter le projet de loi.

A mon sens, la véritable discussion s'engagera à l'occasion de chacun des articles du projet de loi et de l'examen des amendements dont le Sénat sera saisi. A ce dernier point de vue, je puis dire que la commission est animée d'un grand esprit de conciliation. (Très bien ! très bien !)

Mais, en vue d'abrégé cette discussion, j'estime qu'il est indispensable que le rapporteur de votre commission vienne vous exposer, aussi succinctement que possible, les directives suivies par votre commission, les points essentiels du projet de loi, les modifications que nous proposons au texte voté par la Chambre, les raisons qui justifient et rendent nécessaires ces modifications. Je ne crois pas m'abuser en disant qu'aucune de ces modifications n'est de nature à créer un véritable désaccord entre la

Chambre et nous, si le Sénat suit sa commission. (Très bien ! très bien !)

Je résume ces différents points de vue.

Dans le projet présenté par le Gouvernement et dans le texte voté par la Chambre, un certain nombre d'articles visaient les infractions fiscales. A ce point de vue, voici les dispositions générales que nous avons prises et qui, j'en suis sûr, auront l'approbation du Sénat.

Nous avons pensé, qu'en raison de la situation financière actuelle, situation difficile et lourde — quelqu'un a même dit tragique — il nous était absolument impossible de faire, pour des délinquants en matière fiscale, ce que nous ne faisons pas pour les contribuables qui ne cherchent point à ruser avec les lois fiscales de leur pays et qui s'inclinent devant les exigences de la situation actuelle. En conséquence, nous avons accordé le bénéfice de l'amnistie, en matière fiscale, chaque fois que les intérêts de l'Etat n'étaient pas en jeu, et ne pouvaient être compromis. (Très bien ! très bien !)

La Chambre a exclu de l'amnistie, certaines infractions particulièrement graves. Sur ce point, nous nous sommes trouvés entièrement d'accord avec elle. Il s'agit là des crimes contre la patrie, des entreprises de trahison et de tous les actes qui étaient capables, durant la guerre, de compromettre les intérêts de la défense nationale, et la sécurité du pays. (Très bien ! très bien !)

De même, il nous a semblé absolument impossible d'étendre le bénéfice de l'amnistie aux faits prévus par la loi du 1^{er} juillet 1916 sur les bénéfices de guerre, par la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes alimentaires, par les lois du 20 avril 1916 et du 23 octobre 1919 sur la spéculation illicite. Sur tous ces points, nous avons accepté les textes votés par la Chambre des députés. Nous avons même fait quelque chose de plus, le texte de la Chambre des députés nous ayant paru appeler un complément nécessaire. C'est ainsi qu'en ce qui concerne les délits des fournisseurs, et en ce qui concerne les fraudes au préjudice de l'Etat dans les marchés de fournitures de guerre, comme en matière de trafic sur les monnaies et espèces nationales, nous avons pensé qu'il était de notre devoir de les viser également, et d'ajouter, dans cette mesure, au texte voté par la Chambre.

Je crois qu'il est nécessaire que, sur un point particulier de l'énumération que je viens de faire devant vous, j'apporte quelque précision : je veux parler de la spéculation illicite.

A ce propos, nous supplions le Sénat de ne pas ouvrir de brèche dans l'arsenal législatif élevé par le Parlement, de ne pas paralyser les efforts de répression nécessaires tentés chaque jour par la justice, de ne pas faire disparaître les effets des condamnations qui ont pu intervenir en cette matière.

Je n'ai pas besoin d'attirer votre attention sur ce fait que le Parlement, à plusieurs reprises, a tenu à légiférer sur ce point. Il a légiféré en 1916 ; il a modifié ensuite, en l'aggravant, en 1919, la législation de 1916, et vous vous souvenez qu'à une date très récente, le 20 janvier 1920, vous avez estimé, avec la Chambre des députés, qu'il était nécessaire de proroger le point de départ de la prescription en matière de spéculation illicite, à partir du 23 octobre 1919, date légale de la cessation des hostilités.

L'audace des mercantis et des spéculateurs n'a pas désarmé. Ceux qui n'ont vu dans la guerre qu'un moyen de s'enrichir, et qui, par des spéculations audacieuses, ont compromis et compromettent encore, à l'heure actuelle, la paix sociale, ne sont vraiment pas intéressants. Comme je l'ai écrit

dans mon rapport, c'est déjà bien assez que ceux qui ont été atteints par la guerre dans leurs affections les plus chères, dans leur personne, dans leurs biens, aient trop souvent, sous les yeux, le spectacle démoralisant des mercantis enrichis par la guerre et étalant leur luxe insolent et leurs fortunes mal acquises. (Très bien ! très bien !) Il est inutile que s'y ajoute l'impunité pour les délits qu'ils ont pu commettre. (Vifs applaudissements.)

J'ajoute que ce ne serait point encourager beaucoup les magistrats à se montrer à la fois justes et sévères, en pareille matière, à l'égard des délinquants, et à faire leur devoir, que de réduire à néant, dans leurs effets, tout au moins, les décisions qu'avec beaucoup de conscience ils ont rendues. (Nouveaux applaudissements.)

Nous demandons au Sénat de nous suivre, et, si des amendements venaient à être déposés dans cet ordre d'idées, nous espérons que le Sénat voudra bien les écarter et maintenir, dans leur inflexible et nécessaire rigueur, les lois de 1916, 1919, 1920, auxquelles j'ai fait allusion, il y a un instant.

Il y a nécessité, au point de vue social, au point de vue de l'ordre et de la tranquillité publique, de maintenir dans toute leur intégralité les sévérités des justes lois qui sont intervenues dans cet ordre d'idées. (Très bien !)

J'arrive ainsi à une autre partie des textes qui vous sont soumis et qui concerne les infractions de droit commun et celles d'ordre militaire.

Il n'y a point, pour les infractions de droit commun, la même nécessité de se montrer large que pour les infractions militaires.

Le Sénat a pu remarquer que nous avons serré d'un peu plus près les suggestions et les directives que l'on pouvait trouver dans les textes votés par la Chambre des députés, et concernant les infractions de droit commun, aussi bien que les infractions militaires.

Quand il s'agit d'hommes qui ont fait la guerre comme militaires des armées de terre ou de mer, et, surtout quand il s'agit de combattants, on comprend que l'on se montre particulièrement bienveillants et généreux. La guerre a duré longtemps. On l'a faite dans les airs, sur la terre et sous la terre, sur les eaux et sous les eaux ; elle a comporté des fatigues physiques ainsi que des souffrances morales, particulièrement lourdes. Les caractères les mieux trempés, les volontés les plus énergiques ont parfois faibli ; les nerfs ont été souvent tendus à l'excès. On comprend donc très bien que, dans ces alternatives d'affaïssissement ou d'excitation qui pouvaient se produire, les volontés les plus solides aient vacillé et que des fautes aient été commises. De là la nécessité d'être particulièrement bienveillant pour les combattants. (Très bien ! très bien !)

Mais quand il s'agit d'infractions de droit commun, évidemment la même largeur de vues, la même bienveillance ne s'imposent pas aussi nécessairement. Cela explique pourquoi nous avons restreint dans de justes limites la portée des textes que nous avons reçus de l'autre Assemblée, en matière d'infraction de droit commun.

Il nous a paru notamment nécessaire, alors qu'on brisait, dans leurs effets tout au moins, les décisions rendues par les tribunaux, de ne pas amnistier des gens qui n'ont pas craint de se livrer à des violences à l'égard des magistrats de tous ordres. Le texte qui nous a été envoyé par la Chambre amnistiait non seulement ces violences, mais aussi les violences qui peuvent se produire à l'égard des magistrats dans l'enceinte même d'un prétoire.

Nous avons également écarté la violation du secret professionnel, parce que nous avons estimé que ce délit ne peut être commis que par des gens que leur situation sociale, leur instruction, leur éducation devraient mettre à l'abri de semblables écarts, (Approbation.)

Il y a un point sur lequel nous nous sommes montrés particulièrement intransigeants, et il appartiendra au Sénat de dire si, dans cet ordre d'idées, nous avons vu juste ou si nous nous sommes trompés. Nous avons pensé qu'il était impossible d'amnistier les délits prévus par l'article 401 du code pénal en matière de vol. De même, il nous a paru impossible, tout au moins dans l'article 1^{er}, quand il s'agit de non mobilisés, d'amnistier le délit spécial qualifié de recel et qui est prévu par l'article 460 du code pénal.

En effet, si nous avions maintenu le texte que nous envoyait l'autre Assemblée, nous aurions, en matière de vol, amnistié les pillages des gares qui se sont produits pendant tout le cours de la guerre et auxquels on a vu se mêler des employés de chemins de fer mobilisés sur place. On aurait amnistié en même temps les gaspillages des camps. Or, dans cet ordre d'idées, des faits scandaleux se sont produits, et il est nécessaire que la main de la justice puisse les atteindre et ne soit pas désarmée. (*Très bien! très bien!*)

Il y avait une autre catégorie de délinquants vraiment peu intéressants qui auraient bénéficié de l'amnistie en matière de vol. Le texte voté par la Chambre amnistiait les vols quand l'article 401 du code pénal s'appliquait à des militaires. Comme le texte voté ne spécifiait pas que l'application de l'article 401 du code pénal avait été faite par des conseils de guerre, on aboutissait à ce résultat inacceptable qu'un déserteur qui, pendant sa désertion, n'était plus justiciable du conseil de guerre, mais seulement du tribunal correctionnel, pour les vols commis par lui pendant sa désertion, aurait été amnistié pour le vol qu'il aurait pu commettre, alors qu'il ne l'aurait point été pour la désertion qui lui était également reprochée et qui, elle, n'était justiciable que du conseil de guerre. (*Très bien!*)

Voilà, en ce qui concerne les décisions prises au sujet des infractions de droit commun, les indications générales qu'il m'a paru nécessaire de vous donner. Elles pourront être utilement complétées, lorsque nous arriverons à la discussion des articles eux-mêmes.

J'arrive maintenant à ce qui, évidemment, dans votre désir, doit amener le rapporteur de votre commission à vous donner des précisions : je veux parler de l'amnistie étendue aux infractions militaires.

Pour les raisons que j'ai indiquées tout-à-l'heure, nous avons tenu à nous montrer particulièrement larges en cette matière, et notamment à l'égard des combattants.

En ce qui les concerne, nous ne saurions oublier que beaucoup de ces délinquants se sont conduits héroïquement, à certaines heures, sur les fronts de bataille. Ce fait doit tout dominer. (*Très bien! très bien!*)

M. Gaudin de Villaine. Très bien! vous avez raison.

M. le rapporteur. En ce qui concerne les infractions militaires visées directement par le projet de loi, nous avons apporté très peu de modifications au texte voté par la Chambre. D'une façon générale, nous l'avons accepté, sauf sur trois points que je tiens à vous indiquer. Lorsqu'il s'agissait de violence à main armée sur une sentinelle, crime puni de la peine de mort par le code de justice militaire, ou de pillage en bande, crime puni de la même peine, ou de

destruction, incendie ou lacération volontaire des registres, minutes ou autres originaux de l'autorité, nous avons pensé que le texte voté par la Chambre ne pouvait être maintenu.

Il est vrai que nous avons élargi ce texte, quand il s'agissait de rébellions à plus de deux sans armes, de semblables rébellions, peu graves en général, étant souvent le fait de militaires en état d'ivresse, et faisant rébellion quand la garde ou les agents veulent les emmener au poste ou au quartier. (*Sourires.*) Nous avons étendu l'amnistie à ce cas, que ne visait pas le texte de la Chambre.

Pour le reste, nous avons maintenu l'énumération des articles des codes de justice militaire qui se trouve dans le projet voté par la Chambre des députés.

Mais, en dehors des cas précis amnistiés par la Chambre, pour des infractions militaires, énumérées limitativement dans le texte voté par elle, la Chambre a justement décidé qu'en ce qui concernait les militaires des armées de terre et de mer, il y avait lieu de tenir compte de la situation particulière de chacun d'eux, soit parce qu'ils avaient appartenu à des unités combattantes, pendant un certain temps, soit parce qu'ils avaient été cités, soit parce qu'ils avaient été atteints de blessures de guerre, etc... Nous avons admis le principe ainsi posé. Mais il nous a paru qu'une mise au point des textes votés s'imposait. Je m'explique sur ces textes dont l'initiative généreuse fut prise à la Chambre par mon excellent ami M. le député Maulion.

On peut résumer de la façon suivante l'amendement Maulion, qui, d'ailleurs, au cours de la discussion, fut lui-même étendu quelque peu par d'autres amendements.

Dans un premier alinéa de l'amendement Maulion, il était indiqué que le fait d'avoir appartenu aux unités combattantes pendant trois mois devait avoir pour effet d'entraîner l'amnistie pour tous les délits, commis avant le 14 juillet 1920, par tout les militaires ayant appartenu à une unité réputée combattante.

Nous avons accepté le principe posé dans ce premier alinéa de l'article 5, mais nous l'avons modifié, parce que nous avons estimé que, vraisemblablement, l'honorable auteur de cet amendement n'avait point eu le désir d'aller aussi loin dans les répercussions qu'imposait nécessairement et fatalement le texte présenté et admis.

La conséquence véritablement inadmissible de ce texte était que, non seulement il y avait amnistie pour le passé et pour le présent, mais même pour l'avenir, et ce, jusqu'au 14 juillet! Le texte était conçu dans des termes tels que, même après sa démobilisation, un homme, par le seul fait qu'il avait appartenu à une unité combattante, pouvait commettre impunément des délits jusqu'au 14 juillet 1920, puisque l'amnistie le couvrirait jusqu'à cette date.

Nous avons apporté une modification à ce texte, en ce qui concerne la durée de présence dans les unités combattantes, que nous avons portée de trois mois à six mois. Nous avons dit, ce qui est le bon sens même, qu'il ne pouvait y avoir d'amnistie à partir du moment où cet homme avait cessé d'appartenir aux armées de terre ou de mer, c'est-à-dire au moment où il avait été démobilisé. Nous avons précisé enfin que les condamnations encourues par cet homme en une ou plusieurs fois ne devaient pas dépasser un an pour que l'amnistie pût jouer.

Les alinéas 2 et 3 de l'amendement de l'honorable M. Maulion présentaient la physionomie suivante : on tenait compte des citations à l'ordre des armées françaises ou alliées, des blessures, des mutilations ou des réformes pour blessures ou maladies

contractées ou aggravées en service, ou pour troubles mentaux, quelle que fût l'époque où le délit avait été commis. L'amnistie devait jouer, que le délit fût antérieur ou postérieur à la citation, à la blessure ou à la maladie.

On se trouvait donc en présence de la situation suivante : un acte méritoire accompli à un moment donné n'avait pas seulement un effet utile pour le passé, mais aussi pour l'avenir.

Nous avons estimé qu'il y avait là quelque chose d'absolument inadmissible.

On comprend bien qu'une citation à l'ordre des armées françaises ou alliées puisse avoir pour effet d'effacer un délit commis dans le passé ; on comprend bien que le fait qu'on s'est parfaitement conduit au front et qu'on y a reçu une blessure grave, entraînant la réforme, puisse entraîner également l'amnistie pour le passé, mais il est impossible que des actes de ce genre aient un effet pour l'avenir.

Nous avons donc décidé, ce qui était, du reste, conforme à la demande de M. le ministre de la guerre devant la Chambre des députés, que la citation, ou la réforme pour blessure de guerre, pour maladie contractée ou aggravée en service, pour troubles mentaux, n'auraient d'effet utile qu'en ce qui concernait les délits commis dans le passé.

Voilà ce que nous avons fait à l'égard de cet amendement particulièrement intéressant et important.

Il convient que le Sénat sache qu'en ce qui concerne les infractions militaires, nous avons pris certaines mesures — de portée générale d'ailleurs — qui profiteront tout particulièrement aux anciens mobilisés et ont un caractère de grande générosité et de large clémence. (*Très bien! très bien!*)

Le projet de loi présenté par le Gouvernement prévoyait l'amnistie pour les infractions ayant donné lieu à une condamnation prononcée par un conseil de guerre, si l'exécution du jugement avait été suspendue et si la décision de suspension n'avait pas été rapportée à la date du 13 février 1920. Cette disposition fut écartée par la commission de législation civile et criminelle de la Chambre. Elle fut reprise par l'honorable M. de Moro-Giafferri à la séance du 26 juillet 1920.

M. le président de la commission s'éleva contre l'amendement parce que : 1^o l'application de la suspension de peine avait été souvent faite, non pas dans l'intérêt des condamnés, mais pour ramener au feu des hommes qui parfois cherchaient à s'en échapper ; 2^o le bénéfice de la suspension avait parfois été accordé même pour des crimes ; 3^o la mesure était acquise jusqu'à une grâce définitive ou jusqu'à la prescription ; 4^o la mesure n'était rapportée que si le bénéficiaire se rendait coupable d'une nouvelle faute.

L'amendement fut repoussé. Or, la situation exacte est la suivante : 1^o la prescription ne peut pas jouer à l'égard de ces hommes, puisque la peine a été interrompue par un obstacle légal ; 2^o la suspension de la peine n'est pas une mesure définitive, et, dans un très grand nombre de cas, elle n'a été accordée que pour la durée de la guerre.

Si, en fait, aucun de ces hommes n'a été incarcéré ou réincarcéré après la guerre, il n'en résulte pas moins que leur situation est irrégulière, car la peine qui leur a été infligée n'a pas été purgée.

Nous avons introduit, pour ces raisons, dans notre texte, la suspension de peine comme cause d'amnistie. Mais, tenant compte de certaines observations très justes présentées à la Chambre, nous avons imposé la triple condition suivante destinée à empêcher les abus : que le condamné ait ap-

partenu pendant au mois six mois à une unité combattante, qu'il s'agisse de peines correctionnelles prononcées pour des infractions correctionnelles, que la suspension de peine ait été accordée avant le 11 novembre 1918 et qu'elle n'ait pas été révoquée avant le 14 juillet 1920. (*Très bien! très bien!*)

Dans ces conditions, en même temps que nous faisons un geste généreux, nous en limitons l'application d'une façon prudente.

En ce qui concerne la loi de sursis, nous avons élargi également le cadre dans lequel devait évoluer utilement, au point de vue de l'amnistie, le sursis accordé à l'occasion d'une condamnation.

La Chambre ne s'était occupée que des sursis déjà prononcés au moment de la promulgation de la loi. Nous avons tenu compte de ce qui peut se produire dans les tribunaux très occupés, notamment au tribunal correctionnel de la Seine, où les affaires sont particulièrement nombreuses.

Je n'apprendrai rien au Sénat en lui disant que, malgré l'augmentation du nombre des magistrats, les affaires y sont en nombre tellement considérable que les magistrats, quelle que soit leur bonne volonté, ne peuvent suffire à les expédier rapidement.

Voilà, d'un côté, un délinquant justiciable d'un petit tribunal très peu occupé, ayant péniblement une audience correctionnelle tous les quinze jours. Pour celui-là, il ne peut y avoir de doute : son affaire sera facilement examinée avant la promulgation de la loi.

Voilà, d'autre part, un délinquant qui devra être jugé par le tribunal correctionnel de la Seine ou par tel autre tribunal correctionnel également important : Marseille, Lyon, Bordeaux, Lille par exemple. Il ne peut pas dépendre de lui que les affaires ne soient pas en nombre considérable dans ces tribunaux; il ne peut pas dépendre de lui d'être jugé à l'heure qu'il indiquera, et à sa convenance personnelle. S'il est jugé le lendemain de la promulgation de la loi, et s'il obtient le sursis, il ne sera pas amnistié. Il l'aurait été s'il avait été jugé la veille de la promulgation de la loi, et s'il avait obtenu le sursis. C'est pour cette raison qu'il nous a paru nécessaire d'étendre le bénéfice du sursis, au point de vue de l'amnistie, même à ceux qui l'obtiendront dans l'année de la promulgation de la loi, pourvu qu'il s'agisse, bien entendu, de faits antérieurs au 11 mars 1920 et au 14 juillet 1920. Aucun délinquant appartenant à ces catégories ne saurait supporter les conséquences de ce fait, absolument indépendant de sa volonté, à savoir que, par suite du grand nombre d'affaires et de l'encombrement du rôle, ils n'auront pu être jugés avant la promulgation de la loi. (*Très bien! très bien!*)

Ainsi s'explique cette modification, pleine de générosité, proposée en cas de condamnation avec sursis, par votre commission.

En ce qui concerne les grâces, nous nous sommes, dans le texte, inspirés d'une pensée analogue. J'ai indiqué tout à l'heure au Sénat que nous n'avions pu examiner le projet de loi d'amnistie avant le 31 juillet, date de la clôture de la session. Par une motion votée par la Chambre des députés le 28 juillet 1920, et dont, à plusieurs reprises, on s'était fait l'écho ici même, le Gouvernement a été invité à accorder le plus de grâces possibles.

Sans entrer dans le détail de ces grâces, je puis dire que, à l'heure présente, depuis le mois d'août 1920 jusqu'au moment où nous nous présentons devant le Sénat, ce sont environ dix mille grâces qui ont été accordées ou qui, étant à l'instruction, sont sur le point de l'être. Sans diminuer les

titres à des mesures bienveillantes de ceux qui pourront être graciés après la promulgation de la loi, je puis bien dire que, vraisemblablement, ceux qui ont été graciés dans les conditions que je viens de préciser avant ce jour sont peut-être les plus intéressants. Si donc le texte de la Chambre n'était pas modifié dans les conditions que vous propose votre commission, s'il ne visait que les grâces accordées dans l'année suivant la promulgation de la loi, tous ces condamnés, graciés depuis le mois d'août, ne seraient pas amnistiés, ne serait-ce pas une injustice profonde? Nous l'avons pensé et nous avons estimé qu'il fallait modifier le texte, pour les raisons que je viens de vous faire connaître, et décider que « amnistie pleine et entière sera accordée à tous ceux qui, depuis le 19 octobre 1919, auront bénéficié, ou qui, dans l'année de la promulgation de la présente loi, bénéficieront, par décret de grâce, soit d'une remise totale de la peine, soit de la remise de l'entier restant de la peine ». Il nous est apparu que cette mesure, toute de générosité également, était, en même temps, une mesure de justice. A la faveur de la grâce amnistiant, des cas individuels intéressants, mais que des mesures collectives ne sauraient concerner, pourront obtenir satisfaction. (*Très bien! très bien!*)

Il y a toute une série d'infractions militaires sur lesquelles il me paraît nécessaire d'insister devant vous : les désertions, les insoumissions, les mutineries de 1917 et de 1919. Si le Sénat le veut bien, je vais lui apporter, en me plaçant à ces différents points de vue, les éclaircissements qui seront la justification des solutions proposées par votre commission.

D'abord les désertions et les insoumissions.

La loi d'amnistie du 24 octobre 1919 avait été, sur ce point, particulièrement sévère. A la suite d'un amendement déposé par plusieurs de nos honorables collègues du Sénat, amendement qui avait modifié dans un sens extrêmement restrictif les textes qui nous avaient été envoyés en octobre 1919 par l'autre Assemblée, le Sénat a voté les résolutions suivantes : on écartait — et cela était tout à fait juste — les désertions à l'ennemi, les désertions en présence de l'ennemi; on écartait également les désertions à l'étranger.

En ce qui concerne les désertions à l'intérieur, c'est-à-dire celles qui, en principe, sauf la durée, ne sont point particulièrement graves, on n'avait amnistié que celles qui s'étaient produites avant le 1^{er} novembre 1918, et à la double condition que la désertion eût pris fin par la constitution volontaire du délinquant et qu'elle n'eût point duré plus de deux mois. En ce qui concerne l'insoumission, la situation était la même au point de vue de la durée et du temps, avec cette différence, résultant de la nature spéciale du délit d'insoumission, que, le Parlement ayant voté, le 5 août 1914, une loi d'amnistie pour les insoumis qui rentraient volontairement, il ne pouvait s'agir que des insoumissions postérieures à cette date.

C'était très dur, et je vais immédiatement souligner mon affirmation par un exemple. On amnistiait bien les désertions à l'intérieur et les insoumissions qui s'étaient produites avant le 1^{er} novembre 1918, mais on excluait systématiquement les désertions à l'intérieur et les insoumissions qui s'étaient produites après l'armistice, c'est-à-dire à un moment où la guerre était virtuellement terminée et où, par conséquent, des fautes de ce genre étaient bien moins graves.

Dans ces conditions, et le temps ayant fait son œuvre, la Chambre a pensé, et nous avons pensé, qu'il y avait, dans cet ordre

d'idées, à faire un geste plus généreux plus large que celui de 1919. Le temps, comme on l'a dit, est un grand maître. (*Très bien! très bien!*)

Voici à quelles solutions nous nous sommes arrêtés.

Il y avait deux ordres de désertions qu'il était absolument impossible d'amnistier : la désertion en présence de l'ennemi et la désertion à l'ennemi. La désertion en présence de l'ennemi constitue un crime, commis par quelqu'un qui, en même temps, se rend coupable d'un acte bien peu français, d'un acte de lâcheté.

Celui qui déserte à l'ennemi n'est pas seulement un lâche, c'est souvent un traître ou un candidat à la trahison. En ce qui concerne ces déserteurs, aucune amnistie n'était possible. Ni la Chambre, ni votre commission n'ont pensé à étendre le bénéfice de l'amnistie aux cas de ce genre. (*Très bien! très bien!*)

Mais il y avait un geste qu'il fallait faire en ce qui concerne ceux qu'on appelle « les déserteurs à l'étranger ». Ici, une précision est nécessaire. Qu'est-ce qu'un déserteur à l'étranger? Dans le langage courant, suivant l'acception générale du mot, il semble que cette expression ne vise que le déserteur qui s'enfuit en Suisse, par exemple, ou en Espagne. Mais, d'après les codes de justice militaire pour l'armée de mer ou pour l'armée de terre, la désertion à l'étranger a un sens beaucoup plus étendu. C'est ainsi que, à l'heure actuelle, dans les corps d'occupation de la rive gauche du Rhin, si un soldat déserte, il se rend coupable de désertion à l'étranger; en ce qui concerne les militaires qui sont en Tunisie ou au Maroc, pays de protectorat, la désertion est également envisagée comme constituant légalement une désertion à l'étranger.

Cette situation légale a dicté nos décisions.

Nous n'avons apporté, sur tous ces points, que d'insignifiantes modifications au texte de la Chambre, ainsi qu'il est facile de le constater en comparant les textes.

Les règles posées finalement par votre commission sont les suivantes :

1^o Désertion à l'intérieur et désertion à l'étranger dans les pays de protectorat et sur les territoires occupés par les armées alliées et associées : amnistie lorsque la désertion a pris fin par l'arrestation, avant le 14 juillet 1920, et que sa durée, en une ou plusieurs fois, n'a pas dépassé trois mois;

2^o Désertion à l'intérieur et à l'étranger : amnistie lorsque le délinquant s'est rendu volontairement, avant le 14 juillet 1920, et que la durée de la désertion, en une ou plusieurs fois, n'a pas excédé un an, en cas de désertion à l'intérieur, et six mois, en cas de désertion à l'étranger;

3^o Insoumission : amnistie pour les insoumis déclarés tels, postérieurement au 5 août 1914, lorsque l'insoumission a pris fin par l'arrestation, avant le 19 octobre 1919, et que sa durée n'a pas excédé trois mois, ou lorsque l'insoumission a pris fin par la constitution volontaire du délinquant et que l'insoumission n'a pas excédé un an;

4^o Désertion à l'intérieur et désertion à l'étranger dans les pays de protectorat et sur les territoires occupés par les armées alliées ou associées, insoumission : amnistie, même si les délinquants ne remplissent pas les conditions de durée ci-dessus : a) s'ils sont restés, postérieurement à l'infraction, pendant un an ou moins, dans une des unités combattantes définies à l'article 5 ci-dessus; b) s'ils ont bénéficié d'un sursis à l'exécution de la peine, par application des lois des 26 mars 1891, 28 juin 1904 et 27 avril 1916, dans les conditions prévues à l'article 4 ci-dessus; c) s'ils se trouvent dans l'un des cas prévus à l'alinéa 2 de l'article 5 ou à l'alinéa 1^{er} de l'article 7.

Telles sont les décisions que vous propose votre commission. Elles sont empreintes d'un esprit vraiment généreux. Elles concernent des hommes qui ont pu se transformer en délinquants, après s'être parfois courageusement conduits aux armées, qui ont pu se rendre coupables d'une faute vite réparée et vite rachetée. Nous demandons au Sénat, ici encore, de bien vouloir ratifier le texte que nous lui proposons. (*Très bien! très bien!*)

Je dois m'occuper maintenant — et je le ferai brièvement — de ce que l'on a appelé les mutineries de 1917 et 1919. Je justifierai en même temps les solutions qui vous sont proposées par le texte de la Chambre des députés et par le texte que nous soumettons à votre appréciation.

C'est là, messieurs, un sujet particulièrement douloureux. En ce qui concerne les mutineries elles-mêmes, je m'en voudrais d'insister sur le détail des faits qui les ont marquées, ainsi que sur certaines causes qui peuvent, non pas les justifier, car il ne peut y avoir de justification à de tels actes accomplis en présence de l'ennemi, mais les expliquer dans une certaine mesure. (*Très bien! très bien!*)

Les causes des mutineries de Champagne d'avril à juin 1917, vous les connaissez : au point de départ de ces événements, on voit apparaître beaucoup de désenchantement, de désillusion de la part d'hommes qui avaient espéré que l'offensive du commencement de 1917 serait décisive, qu'elle serait la dernière de la guerre, et que, après la grande victoire qu'ils attendaient et escomptaient, la paix serait possible. D'autres causes avaient également influé sur l'état d'esprit des troupes. Peut-être de mauvaises dispositions avaient-elles été prises au sujet de la régularité des permissions. Peut-être des excitations malsaines, criminelles, s'étaient-elles produites au moment psychologique, pour faire utilement les affaires de l'ennemi. Je n'insisterai pas davantage sur ces faits. Je crois, messieurs, qu'il vaut mieux ne pas trop remuer ces souvenirs douloureux à une heure où il s'agit de pardonner et de faire l'oubli. (*Très bien! très bien!*)

Ce qui doit nous occuper, ce sont les mutineries, avec leur cortège de condamnations. Il fut nécessaire de mettre des sanctions à côté de fautes certaines.

Combien y eût-il de poursuivis et de condamnations ?

Je l'ai demandé à M. le ministre de la guerre, pour éclairer d'abord la commission, puis le Sénat.

Ces répressions ont concerné un peu plus d'un millier de soldats. Le nombre des condamnations n'a pas atteint ce chiffre. Il y eut 45 non-lieu, 69 refus d'informer, 21 acquittements. Il y eut aussi des condamnations, beaucoup trop nombreuses, bien entendu, si nous nous plaçons au point de vue purement humain, et qui s'élevèrent exactement à 936, parmi lesquelles il faut compter 70 condamnations à mort, suivies de 25 exécutions.

Voilà la situation. Je puis bien dire qu'en ce qui concerne ceux qui furent condamnés à mort, ils doivent être, légalement tout au moins, considérés comme ayant été, aux termes de la loi militaire, ou des embaucheurs, ou des instigateurs, ou des chefs de révolte ou de complot.

Pour les autres, pour beaucoup d'entre eux tout au moins, j'apporte avec prudence une indication exacte. Des faits précis ont pu être reprochés individuellement à certains, mais il n'est pas douteux que, quand il s'agissait d'un acte de révolte qui secouait une unité entière, une compagnie par exemple, on décimait, on prenait soit des gradés, soit des hommes de troupe dans le

milieu où l'agitation avait été particulièrement violente.

M. Bouveri. Quelquefois des innocents !

M. le rapporteur. Il faut, messieurs, faire état de cette situation, alors qu'il s'agira pour le Sénat de prendre des décisions, en ce qui concerne les événements de 1917.

Combien y a-t-il encore de ces condamnés, dont j'ai donné le nombre, en cours d'exécution de peine ?

Sur ce point, j'ai le regret de n'avoir pu obtenir aucun renseignement précis du ministère de la guerre.

Plusieurs sénateurs au centre. C'est regrettable !

M. le rapporteur. Il m'a été dit que les recherches auraient été trop longues et n'auraient pas pu aboutir. (*Exclamations.*)

M. Henry Chéron. Cela prouve que le service est singulièrement tenu !

M. le rapporteur. J'ai pensé que j'avais le devoir de ne rien cacher au Sénat. (*Très bien! très bien!*)

M. Tissier. Il y a des enfants qui, maintenant sans leur père, sont voués au déshonneur.

M. le rapporteur. Et j'espère que le ministère de la guerre pourra, avant l'examen de l'article 18, nous apporter toutes les précisions qui sont absolument nécessaires et indispensables. (*Très bien! et applaudissements à gauche.*)

Messieurs, en ce qui concerne les mutineries de 1919, auxquelles j'arrive...

M. Bouveri. Il s'agit de découragements, non pas de mutineries.

M. le rapporteur. ... qui ont été improprement appelées les mutineries de la mer Noire...

M. Bouveri. On n'était plus en guerre.

M. le rapporteur. ... car il s'en est produit non seulement à Odessa et à Sébastopol, mais aussi à Toulon, à Bizerte, à Beyrouth et à Itea, elles ont eu lieu du mois d'avril au mois de juin, comme celles de l'armée de terre s'étaient produites, elles aussi, du mois d'avril au mois de juin 1917.

Quelles furent les causes de ces événements ?

Je serai encore plus sobre d'appréciation sur leur point de départ.

C'est là un sujet bien délicat. Certains marins n'avaient pas eu de permissions depuis dix-huit mois. Certains bâtiments n'étaient pas rentrés en France depuis trois ans. L'amiral Barthis, chargé de l'enquête faite à Bizerte, au retour de la mer Noire du cuirassé *France*, a écrit : « Les hommes avaient tout supporté pendant la guerre ; l'enthousiasme est tombé devant l'aventure bolcheviste qu'ils ne comprenaient pas et qui prolongeait la guerre ». Ce fut en tout cas comme un bourrasque qui secoua des équipages qui avaient été admirables pendant toute la guerre. Ces événements ont leur tristesse comme il ont peut-être aussi leur enseignement.

Quelle fut la répression ?

Elle fut, messieurs, telle qu'elle apparaît habituellement dans notre marine de guerre. Alors que, pour l'armée de terre, au cours de toute la guerre, avec des unités plus nombreuses, les condamnations à mort ont atteint 2,199, suivies de 932 exécutions, pendant la même période, les conseils de guerre de l'armée de mer n'ont prononcé que 4 condamnations capitales, dont aucune n'a été exécutée, tous les condamnés ayant été graciés.

Les événements de 1919 ont été marqués par une répression, dont il est impossible

de dire qu'elle ait été implacable. Il y eut cent-deux condamnations, atteignant un officier mécanicien, huit quartiers-maitres, quatre-vingt-treize matelots.

A l'heure actuelle, en ce qui concerne ces condamnés, il n'y en a plus que vingt-trois qui soient en cours d'exécution de peine, les uns ayant été condamnés à vingt ans de travaux forcés au maximum, les autres à cinq ans de détention au minimum. Tous ceux qui avaient été condamnés à des peines correctionnelles ont été graciés ou ont terminé leur peine. Je dois ajouter qu'un certain nombre de ces condamnés, dix-sept, avaient obtenu le bénéfice de la loi de sursis. D'autres, au nombre de dix-sept, ont déjà bénéficié de la loi d'amnistie du 24 octobre 1919.

Voilà, messieurs, quelle est la situation. Nous vous disons : « Sauf à envisager à part la situation de ceux qui ont été des embaucheurs, des instigateurs ou des chefs de complot et de révolte, montrons-nous généreux, au moins pour tous les autres condamnés qui ne rentrent pas dans cette catégorie spéciale. »

Il y a encore un point important sur lequel je tiens à appeler l'attention du Sénat. Je m'excuse d'insister peut-être trop longtemps. (*Non! non! — Parlez! parlez!*)

Des fonctionnaires, des officiers ont été destitués, révoqués ou rétrogradés ; des hommes ont été condamnés pour des infractions visées par les textes qui vous sont soumis.

Quelle est la conséquence de l'amnistie ?

C'est de ne pas permettre — telle est la jurisprudence de la cour de cassation — à aucun de ceux qui sont amnistiés, de pouvoir poursuivre la reconnaissance de leur innocence.

Les faits qui ont motivé la révocation d'un fonctionnaire, la condamnation d'un délinquant peuvent être inexistant, mensongers, faux. Si l'amnistie intervient, ce fonctionnaire ne pourra exercer aucun recours contre les peines disciplinaires encourues, ce condamné ne pourra exercer aucune action en révision devant la chambre criminelle de la cour de cassation. L'amnistie a éteint les faits du passé que rien désormais ne saurait faire revivre. Ni la Chambre ni votre commission n'ont pu admettre que l'amnistie dû avoir de semblables répercussions.

Votre commission vous propose, en conséquence, de décider que les effets de l'amnistie, en cas de destitution, de privation du commandement, de réduction de grade ou de classe, de perte du grade, ne pourront, en aucun cas, mettre obstacle au droit de recours contre les peines disciplinaires encourues. Cette modification ne se trouve pas dans le texte voté par la Chambre. Elle vous est proposée par votre commission. (*Très bien! très bien!*)

En ce qui concerne les révisions en vertu de l'article 443 du code d'instruction criminelle, la Chambre — et nous l'avons suivie sur ce point — a introduit dans le texte des dispositions qui précisément permettront à celui qui aurait été condamné injustement de poursuivre la révision du jugement.

En ce qui concerne les cours martiales et les conseils de guerre spéciaux, nous avons admis avec la Chambre, en considération de certaines circonstances dont je vais dire un mot, que la révision serait de droit. C'est évidemment une mesure exorbitante du droit commun, mais elle s'impose, étant donné les faits douloureux qui ont été et sont encore révélés tous les jours.

Je dis que c'est une mesure qui s'impose : en ce qui concerne les cours martiales et les conseils de guerre spéciaux, elle ne donnera lieu qu'à l'examen de décisions peu nombreuses. Il y a eu 829 jugements prononcés par ces cours martiales et

conseils de guerre spéciaux et 545 condamnations sont intervenues.

Je ne veux pas dramatiser, mais il y a des faits douloureux que le Sénat doit connaître et qui justifient cette mesure. On ne s'improvise pas juriste et il est dangereux d'être appelé à suivre et à appliquer les règles du droit alors qu'on ne les connaît pas. Je ne puis que maintenir ce que j'ai écrit à ce sujet dans mon rapport, à savoir que la loyauté, la bonne volonté, le sentiment du devoir ne sauraient tenir lieu, en pareil cas, d'expérience et de savoir.

J'ai cité, dans mon rapport, un fait que je connais personnellement, ayant eu le dossier sous les yeux. Il n'y avait heureusement rien de dramatique dans ce cas que je vais vous exposer.

Une circulaire du grand quartier général recommandait, au début de la guerre, de se montrer particulièrement sévère à l'égard des hommes qui dépouillaient les cadavres. Or, dans un régiment de cavalerie, un homme s'était laissé aller à voler un porte-monnaie contenant deux francs, qui se trouvait dans la poche d'un camarade tué. Cet homme fut mis en jugement, en vertu de la circulaire du G. Q. G. et condamné, non pas en vertu de l'article 401 du code pénal ou de l'article 249 du code de justice militaire pour l'armée de terre, qui prévoit en pareil cas une peine spéciale, mais en vertu de la circulaire du G. Q. G.

La condamnation a été la suivante : deux mois de réclusion, alors que la réclusion ne peut être prononcée que pour au moins cinq ans, et la dégradation militaire. Le procès-verbal que j'ai eu sous les yeux constate qu'immédiatement après la sentence, dans une salle voisine, on a procédé à la dégradation militaire de ce soldat. La conséquence de cette peine fut qu'il devenait un exclu de l'armée et qu'immédiatement après il a dû être livré à la prévôté, à moins qu'on ne lui ait fait contracter à ce moment un engagement spécial, comme on pouvait le faire.

Ainsi cet homme, condamné pour un fait grave, sans doute, et méritant une répression, mais non pas une répression non inscrite dans la loi, se trouvait exclu, en outre, de l'honneur de porter l'uniforme français et mis dans l'impossibilité de se réhabiliter.

Il s'est produit malheureusement des faits beaucoup plus graves. Des hommes ont été poursuivis, condamnés à mort, exécutés, et, à l'heure présente, des décisions souveraines de la cour de cassation ont proclamé qu'ils n'avaient jamais été coupables des faits pour lesquels on leur avait fait subir le traitement réservé aux traîtres et aux lâches. Je pourrais vous citer beaucoup d'autres faits, ce serait inutile, car ces exemples sont suffisants pour justifier le texte voté par la Chambre.

M. Henry Chéron. Ajoutez que le décret du 6 septembre 1914 était illégal.

M. le rapporteur. Votre réflexion, mon cher collègue, est tout à fait exacte, et elle ajoute un argument décisif à ceux que je viens de donner. (*Très bien ! très bien !*)

Nous avons apporté toutefois une modification au texte : la Chambre s'était arrêtée, pour la revision des décisions des cours martiales et des conseils de guerre spéciaux, à une juridiction spécialement créée pour examiner ces cas. Nous avons pensé que ce n'était point admissible, et, en ce qui me concerne, chaque fois que cela m'a été permis devant le Sénat, alors que l'on voulait créer des juridictions spéciales s'écartant de la forme normale de la justice, j'ai protesté. (*Très bien ! très bien !*)

Et vous ne vous étonnez pas que j'aie demandé, comme rapporteur du projet actuel, qu'on laissât à la chambre criminelle

de la cour de cassation le soin de juger ces affaires et d'ordonner, le cas échéant, avec l'autorité qui accompagne les décisions de la cour de cassation, les réhabilitations nécessaires. (*Très bien ! très bien ! et vifs applaudissements.*)

Un dernier mot en ce qui concerne l'application de la loi à la Moselle, au Bas-Rhin et au Haut-Rhin, et j'en aurai fini.

Dans le projet voté par la Chambre, il n'était pas question des trois départements que nous sommes heureux d'avoir vu rentrer dans l'unité française : la Moselle, le Bas-Rhin et le Haut-Rhin. C'était une grave lacune. En effet, la situation est la suivante : il faut un texte spécial pour que la loi d'amnistie puisse être étendue à ces trois départements ; il y a un régime transitoire en vertu duquel les lois anciennes ne peuvent y être appliquées qu'en vertu de décrets et les lois nouvelles ne peuvent s'appliquer dans ces régions que si le texte le dit formellement.

Dans le cas contraire, un décret est également nécessaire. C'est pour ce motif que le paragraphe 1^{er} de l'article 25 prévoit que la loi d'amnistie sera applicable à la Moselle, au Bas-Rhin et au Haut-Rhin. En novembre 1919, deux décrets sont intervenus, que vous avez tout à l'heure transformés en lois, sur le rapport de notre honorable collègue M. Helmer, et en vertu desquels, depuis cette date, les tribunaux français de ces trois départements ont rendu la justice en appliquant les textes de notre droit pénal français. Il fallait donc, de toute nécessité, stipuler dans la loi qu'elle sera applicable à la Moselle, au Bas-Rhin et au Haut-Rhin. C'est ce qu'a fait votre commission.

Mais nous avons fait plus, et je tiens à retenir un instant, sur ce point, votre bienveillante attention. Il est certain qu'appliquer l'amnistie dans la Moselle, le Bas-Rhin et le Haut-Rhin ne peut être suffisant. L'amnistie suppose une infraction pénale, une faute commise. Or, certains de nos compatriotes de ces départements ont commis, aux yeux de la loi allemande, des infractions qui doivent, aux yeux de la loi française, être envisagées sous un angle tout à fait différent. Ceux, par exemple, qui désertaient, au sens légal du mot, pour venir s'engager, en France, dans la légion étrangère, étaient considérés par l'Allemagne comme des déserteurs ou des insoumis ; ceux qui nous rendaient le grand service de nous donner à certaines heures des renseignements précis ont été condamnés en vertu des lois qui visent l'espionnage ou la haute trahison ! Il y a là, messieurs, des faits que nous ne pouvons, nous, qu'approuver ou auxquels nous ne pouvons qu'applaudir. C'est le cas aussi des Alsaciens ou des Lorrains qui, parce qu'ils parlaient le français, étaient traduits devant la justice allemande. C'est le cas enfin, tout à son honneur également, de ce magistrat de la cour de Colmar qui fut condamné, à raison de ses sentiments français hautement affirmés, à trois ans de prison, par les tribunaux allemands.

A ceux-là, messieurs, ce n'est pas l'amnistie qu'il faut accorder, c'est la constatation solennelle que la décision qui les a frappés est nulle, inexistante, de plein droit, comme nous l'avons dit et proclamé de la disposition du traité de Francfort qui avait fait sortir de l'unité française, contre leur volonté, ces trois départements français. (*Très bien ! très bien ! et vifs applaudissements.*)

Un de nos honorables collègues, M. Ecard, rapporteur d'un projet de loi qui vise précisément l'annulation de plein droit ou la simple annulabilité de certaines de ces décisions prononcées par les tribunaux allemands, m'a demandé d'accepter la disjonction du deuxième paragraphe de l'article 25 qui se réfère précisément à ces

annulations de plein droit. C'est une affaire entendue, mon cher collègue. (*Très bien ! très bien !*)

Telles sont, messieurs, les grandes lignes du projet dont vous êtes saisis. J'en ai fini.

Certains trouveront peut-être que nous n'avons pas été assez loin. Je leur demande d'envisager non pas seulement tel article en particulier, mais tous les articles dans leur ensemble et de voir leur répercussion. Je puis bien dire, ayant rapporté la loi d'amnistie d'octobre 1919 et ayant eu à examiner des amnisties antérieures, — car il n'en a pas manqué dans ce pays depuis quarante-cinq ans, — que celle qui vous est présentée aujourd'hui est la plus large, la plus généreuse qui ait jamais été votée en France. Il ne faut pas s'en étonner et cela était nécessaire, juste et légitime, venant après le terrible bouleversement de la grande guerre. (*Très bien ! très bien !*)

D'autres, messieurs, nous diront peut-être, au contraire, que nous avons été trop loin, ce qui prouve qu'il est difficile de contenter tout le monde. A ceux-là, je demande d'envisager les circonstances dans lesquelles vient cette loi. C'est une loi d'apaisement, une loi de pitié, une loi de justice. C'est une loi qui tient compte de tous les éléments que j'ai tout à l'heure indiqués devant vous.

Mé permettez-vous d'ajouter enfin que, surtout parmi les délinquants militaires qu'elle concerne, il y a beaucoup de jeunes gens, dont le sort ne peut nous laisser indifférents. Le Sénat peut être considéré, comme le grand conseil des Anciens. Les anciens ont l'habitude de se montrer généreux vis-à-vis des plus jeunes. (*Très bien ! très bien ! — Sourires.*)

Pendant cinquante-cinq mois, au cours de la guerre, alors que m'étant mis à la disposition de M. le ministre de la guerre, j'ai été attaché comme rapporteur à un conseil de guerre, si j'ai parfois — rarement — rencontré des hommes qui ne méritaient pas beaucoup de pitié, j'en ai rencontré, par contre, qui méritaient toute cette pitié, s'étant trouvés, par suite des fatigues de guerre, sous le coup d'alternatives de dépression ou d'excitation et ayant vu faiblir leur énergie morale, au point de commettre des fautes que rien dans leur passé ne justifiait.

M. Gaudin de Villaine. C'est très juste.

M. le rapporteur. Je puis vous fournir deux exemples à ce sujet. Je me souviens d'un petit soldat qu'on m'amena un jour, en 1917. Celui-là fut mêlé aux incidents d'avril, à juin 1917. Dans une gare, il s'était emparé d'un drapeau rouge de manœuvre, puis il s'était livré à des manifestations regrettables. Le « pinard » qu'on laissait boire en trop grande quantité dans les buffets avait fait son œuvre ; et ce malheureux s'était livré à des actes qui furent par la suite qualifiés de cris séditeux ou d'excitation de militaires à la désobéissance. Son colonel, qui était au front, ayant été l'objet de ma part d'une demande de renseignements, manifesta tout son étonnement d'apprendre que ce jeune poilu était poursuivi et qu'il avait pu se rendre coupable d'actes pareils. Et il ajoutait — ce qui prouve que souvent l'homme vaut mieux que ce qu'il fait — que s'il avait besoin d'un volontaire pour une mission périlleuse, pour aller, à toute heure du jour, ou de la nuit, couper des fils de fer, il n'aurait jamais fait en vain appel à ce jeune militaire. (*Très bien ! très bien !*)

Voici un autre exemple, messieurs. Un soldat s'était rendu coupable, sur le front, d'un fait que l'on ne peut approuver. Pendant la bataille, alors que les obus, les torpilles tombaient, enlevant aux hommes une grande partie de leur liberté de leur

volonté et de leur responsabilité morale, il avait en un moment d'égaré, se rendant coupable d'abandon de poste en présence l'ennemi, il avait quitté la ligne de combat et s'était rendu à 400 mètres en arrière, à un poste de secours. Il avait eu la chance d'y rencontrer un médecin-major humain et bon qui lui avait fait sentir toute la gravité de sa faute. Le soldat avait immédiatement regagné la ligne de feu ; mais son acte avait été aperçu de toute la compagnie ; il lui était impossible d'échapper à une inculpation. Il fut laissé cependant en liberté provisoire. La nuit suivante on venait prévenir qu'une patrouille commandée par un officier avait été prise sous le feu des mitrailleuses allemandes, que l'officier avait été gravement blessé, qu'un soldat avait été tué, qu'un autre était également blessé ; il ne restait pour annoncer la nouvelle et chercher du secours que le soldat qui s'était rendu auprès du capitaine commandant ce petit secteur. On demanda des volontaires. Notre soldat qui s'était rendu coupable d'abandon de poste s'offrit. Il ramena l'officier, tandis qu'un autre de ses camarades ramenait le soldat blessé.

Au cours de ces recherches, notre homme reçut une blessure, assez grave pour entraîner la réforme. C'est dans ces conditions que j'eus à m'occuper de son cas. Le conseil de guerre l'acquitta.

Il me serait facile de vous citer beaucoup d'exemples de ce genre.

Voilà ce qu'ont été souvent ces délinquants pour lesquels l'amnistie est demandée. Sachons, messieurs, nous montrer humains et bienveillants à leur égard. (*Très bien! et applaudissements.*)

En le faisant, nous ne ferons rien qui soit contraire à notre devoir et au sentiment du pays.

Ce fut hier, dans la guerre, la victoire de l'héroïsme ! Que ce soit aujourd'hui, dans la pitié et dans la justice, la victoire de la clémence. (*Vifs applaudissements. — L'orateur, en regagnant sa place, reçoit les félicitations de ses collègues.*)

M. le président. La parole est à M. de Monzie.

M. de Monzie. Messieurs, je demande la permission d'inscrire, dans la préface de ce débat, quelques observations et quelques critiques.

Avant de discuter les modalités de l'amnistie, il me paraît nécessaire, en effet, d'en discuter le principe et l'inspiration. Il n'est pas vrai, à mon avis, que le projet de loi élaboré par le précédent Gouvernement ait eu pour objet unique, comme l'écrit l'honorable rapporteur, d'étendre le terme du délai d'application de la loi d'amnistie du 24 octobre 1919. Je m'excuse de contredire l'opinion de notre distingué collègue au labeur duquel je rends avec vous tous un juste et plein hommage (*Très bien! très bien!*), mais il suffit, pour reconnaître qu'il s'agit ici d'une initiative neuve, de se reporter aux premières lignes de l'exposé des motifs.

« Le Gouvernement a pensé que l'élection de M. Paul Deschanel à la présidence de la République devait être l'occasion d'une nouvelle mesure de clémence et qu'il convenait de poursuivre l'œuvre d'apaisement entreprise par la loi d'amnistie du 24 octobre 1919... »

Il n'est pas question de proroger, mais de compléter. Il ne s'agit pas d'allonger un moratorium pénal, il s'agit évidemment d'amplifier la magnificence d'un geste de pardon.

L'occasion, l'occasion choisie, c'était l'avènement comme chef d'Etat du bon et précieux Français qu'est M. Paul Deschanel.

(*Très bien! très bien! et vifs applaudissements.*)

Selon l'usage de tous les siècles et de toutes les nations, les honnêtes gens célèbrent les jours fastes en ouvrant toutes grandes les portes et les prisons de la cité. Il en était ainsi du temps des rois, et la République n'a fait, que développer une tradition. L'amnistie est devenue le festival de la République.

Je voudrais rappeler que, depuis février, nous avons fêté le cinquantenaire de la République et l'élection de M. Millerand. Le socialiste de Saint-Mandé réclame, pour être honoré dans sa suprême magistrature, les mêmes gratifications de justice que le fils du proscrit républicain.

Quand un Gouvernement, pour réclamer l'amnistie, invoque l'arrivée à la présidence de la République d'un nouveau chef d'Etat, il interprète sa pensée généreuse, et c'est au nom du Président de la République qu'il sollicite l'amnistie.

Pourquoi n'aurais-je pas le droit, pourquoi n'aurions-nous pas le droit, nous, aussi d'interpréter la pensée généreuse de M. Millerand et de dire : Votre loi porte une fausse date d'application ; ce n'est ni au 18 février, selon le texte initial, ni au 11 mars, selon le texte de la Chambre, mais au jour même de sa promulgation que la loi doit entrer en vigueur. (*Très bien!*)

Le projet primitif parlait du 18 février pour commémorer aussi exactement que possible l'élection présidentielle. Le texte de la Chambre parle du 11 mars pour rappeler le jour exact du dépôt du projet.

Est-ce donc, messieurs, que la pensée gouvernementale se serait fixée et ligée au 11 mars 1920 ? Que dis-je ? M. Leygues, successeur et continuateur de M. Millerand, aurait-il décidé d'immobiliser aux idées de mars ses vues et ses directions de politique intérieure ?... Décidé à évoluer sous la suggestion des événements quotidiens dans le domaine de la politique extérieure, aurait-il résolu de s'offrir par ailleurs le luxe d'une intransigeante stagnation ?

Non ! A parler net, il s'agit d'autre chose ; la date du 11 mars a été inscrite dans l'amnistie pour en exclure les condamnés ouvriers du 1^{er} mai. Pas d'autre raison, pas d'autre explication.

Au surplus, la Chambre avait discuté du pardon national dans une atmosphère de fureur. Le pays soutenait cette fureur ; il ne connaissait, en ces mois heureux, que les affres provisoires d'une grève manquée. Dans l'optimisme des campagnes, l'interruption des transports par voie ferrée avait fait apparaître le syndicalisme comme l'unique menace hypothéquant l'ordre public. Alors, messieurs, on a amnistié les contrebandiers et les braconniers, les bookmakers, les colporteurs, le pillage de soldats en bande, les violences aux sentinelles innocentes, le recel de déserteurs et les indiscretions par correspondance, voire même les vols militaires dans les gares et le pillage des camps par les troupes en goguette. On a amnistié pêle-mêle des délits de droit commun, sinon des crimes réputés graves, et aussi de très humbles contraventions forestières ou maritimes. On a amnistié tout à la fois désordonnement, et méticuleusement, jusqu'aux infractions prévues par la loi du 19 juin 1918 relative à l'interdiction d'abatage des oliviers. Personne ou presque personne n'a été omis, hormis ceux qui ont été condamnés pour hausse illicite ou pour dissimulation de bénéfices de guerre — les derniers délits à la dernière mode ne s'amnistient pas — hormis ceux-là et les ouvriers qui ont fait la grève du 1^{er} mai, une grève sans réclamation de salaire, une grève de revendications idéalistes. Il semblait, quand on excluait volontairement et délibérément de la loi d'am-

nistie les grévistes du 1^{er} mai, qu'il y eût dans la pensée de la majorité des députés cette réplique aux mouvements syndicalistes : « Parlez-nous de salaires, mais ne nous parlez pas d'avenir. »

Ai-je besoin de rappeler que je ne suis pas socialiste unifié ? Ai-je besoin de souligner que je ne pratique aucune courtoisie. Je suis envoyé ici par des paysans, qui m'ont élu sachant quelle sympathie je professais pour l'élite ouvrière et qu'à mon sentiment il n'y a pas deux France (*Très bien! très bien!*) : l'une aux champs, l'autre dans les villes, mais un seul peuple, dénommé ici prolétariat, resté là petit peuple, divisé par des questions d'intérêts, mais toujours réconcilié ou réuni dans les instances de la pitié !

J'ai donc le droit de dire que l'on a réprimé, le 1^{er} mai, dans des conditions de vigueur sommaire et concertée. Puisque je viens vous demander de reporter à une date normale la promulgation de la loi ; puisque j'ai le dessein de m'expliquer de façon directe sur ce qui motive mon intervention, vous me permettez cependant de signaler quelques décisions judiciaires qui ont été rendues au lendemain du 1^{er} mai pour sanctionner les faits de grèves et les faits connexes à la grève. Tout de même, les juges ont été un peu trop d'accord avec l'opinion immédiate. Les grands juges de naguère ne regardaient pas la rue et n'écoutaient pas la foule ; ils écoutaient leur conscience et regardaient la loi ; c'est du moins sous cet aspect que nous avons appris à révéler leur mémoire.

M. Gustave Lhopiteau, garde des sceaux, ministre de la justice. C'est ce que font les juges d'aujourd'hui ; ils sont indifférents aux appels de la rue.

M. de Monzie. Je vous remercie, monsieur le garde des sceaux, de votre interruption qui me fournit une transition...

M. le garde des sceaux. Elle est nécessaire et juste.

M. de Monzie. ...et je prends immédiatement pour y répondre un exemple précis.

Il y avait, dans cette organisation de grève du 1^{er} mai, un fait qui n'a pu échapper à personne ; les dirigeants de la grève, étaient recrutés non pas parmi les extrémistes, et les minoritaires de la confédération générale du travail, mais parmi ceux que, dans l'ensemble du pays, dans chaque département en particulier, on était habitué à considérer comme des auxiliaires éventuels de l'ordre public. Car enfin, vous n'ignorez pas qu'il est dans les usages des préfets de connaître dans les organisations syndicales les hommes qui sont susceptibles de faire entendre raison à leurs camarades. J'ai parlé d'exemple : voici celui d'un secrétaire de syndicat girondin ; la préfecture de la Gironde et tous les hommes publics de ce département étaient habitués à le considérer comme un syndicaliste passionné, mais pacifique. Arrive la grève du 1^{er} mai, l'ordre de grève transmis, tout le mécanisme de la solidarité ouvrière joue. Tous à la grève ! Dès lors, les secrétaires de syndicats font appel aux camarades de leurs organisations pour exécuter l'ordre syndical. Des poursuites sont prescrites, en particulier contre des marins qui semblent être tombés sous le coup de l'article 414, lequel prévoit le délit d'entraves à la liberté du travail. Ce délit était constitué par le fait d'avoir fait circuler à travers le port l'ordre de grève en invitant les camarades à s'y conformer.

On arrête un certain nombre de grévistes. Et puis il apparaît nettement que le secrétaire du groupement M. Durand était absent, que de fait positif il n'y en a pas

à sa charge, qu'aucune participation personnelle, aucune complicité directe ne peut lui être imputable. Il est néanmoins arrêté, et il faut l'intervention bienveillante et judicieuse du chef de la magistrature pour que, conformément aux avis du ministère de l'Intérieur, on remette en liberté Durand, le secrétaire du syndicat des inscrits maritimes de Bordeaux.

Il passe néanmoins en police correctionnelle. Je n'apporte pas ici un dossier judiciaire, j'apporte un attendu du jugement qui vous permettra d'apprécier dans quel état d'esprit la répression du 1^{er} mai a été opérée :

« Attendu que, si la prévention ne rapporte pas une preuve contraire à l'affirmation de Durand, il paraît impossible qu'il n'ait pas eu connaissance de la réunion et qu'il ait ignoré les termes de cet ordre du jour. »

Et cette idée, développée dans le jugement, aboutit à ce résultat que, tandis que les grévistes pris sur le fait, que les auteurs de la propagande jugée délictueuse aux termes de l'article 414, sont condamnés à des peines minimales, ce secrétaire de syndicat, contre lequel aucune infraction personnelle ne peut être relevée, est condamné à huit mois de prison, peine confirmée par la cour d'appel de Bordeaux.

Ce n'est ici qu'un exemple des conditions dans lesquelles, au lendemain de cette agitation du 1^{er} mai, application a été faite d'articles du code pénal, unanimement condamnés par des hommes dont il me sera bien permis d'invoquer les noms sans être taxé d'extrémisme intellectuel. C'était Jules Simon, en 1864, qui demandait l'abrogation de l'article 414 et, en 1904, M. Léon Barthou qui, au nom de la commission du travail, reprenant la pensée de Jules Simon, sollicitait qu'on rayât du code pénal ce texte exorbitant de la loi commune. Aujourd'hui, messieurs, c'est la reprise d'une doctrine que tous les républicains ont condamnée et que nous retrouvons inscrite dans les annales judiciaires aux plus mauvaises passes.

Lorsque la commission du travail de la Chambre des députés se préparait à réclamer l'abrogation de l'article 414, elle faisait comme moi tout à l'heure, monsieur le garde des sceaux, elle cherchait dans les textes judiciaires des abus commis par les tribunaux et par les cours. C'était, notamment, l'arrêt typique de la cour de Grenoble :

« Attendu que Boutonnet, Charlon et Revet n'ont pas été aperçus parmi les grévistes qui ont assailli la villa, mais qu'ils faisaient partie de la même bande. »

Voici, messieurs, la théorie des bandes, la théorie de la complicité syndicaliste qui a été appliquée dans la répression du 1^{er} mai. Je fais remarquer au Sénat qu'il se pose, à l'heure actuelle, une question de politique générale. Il ne faut pas, en effet, se dissimuler la nature du problème qui vous est soumis. Il ne s'agit pas d'adapter un texte, de le mettre au point. Il s'agit, quand on discute une loi d'amnistie, de prendre une résolution de politique générale.

Le problème est le suivant : il y a une confédération générale du travail. C'est elle qui a eu la responsabilité des événements du 1^{er} mai. Ce sont les majoritaires, c'est-à-dire les modérés, les hommes raisonnables, ceux que tous les gouvernements de guerre ont appelés dans leurs conseils : Jouhaux et Bidegaray, ce sont ceux-là qui ont créé cette agitation sur un thème déterminé : la nationalisation industrialisée. (*Mouvements divers.*)

Quelle est, à l'heure, actuelle — et j'en appelle à ceux de nos collègues qui veulent bien suivre, quel que soit leur point

de vue personnel, le développement des phénomènes sociaux — l'état des esprits dans les milieux ouvriers ? Cette nationalisation industrialisée, qui a été le thème de grève générale, est repoussée comme une mesure réactionnaire, insuffisante, par les extrémistes de la C. G. T. Il se produit alors cette chose admirable : à l'heure où, à votre insu, peut-être, mais de façon certaine, se livre dans les organisations ouvrières une lutte entre ceux qu'anime la mystique révolutionnaire inspirée de Moscou, et ceux qui continuent la tradition de Proudhon ou la vieille tradition socialiste et rationaliste française, l'attitude prise par la Chambre, en votant une loi d'amnistie applicable seulement aux faits antérieurs au 11 mars 1920, constitue une véritable prime en faveur des minoritaires et des extrémistes, puisque minoritaires et extrémistes ont été étrangers à cette grève dont la cause leur était antipathique. Eux ne veulent pas limiter leur action à la nationalisation industrialisée, pour laquelle on faisait la grève ; ils ne veulent pas faire la grève, ils veulent faire la révolution. Ceux qui ont été condamnés étaient précisément ceux qui se refusaient d'obéir au mot d'ordre de Lénine et qui s'en tenaient à celui de Jouhaux.

Je n'entends pas discuter ici de la répression ni justifier les motifs de grève. Je m'efforce d'expliquer une psychologie sociale qui ne saurait être indifférente au Sénat, car le jour est proche où il faudra avoir une idée et une attitude en face de mouvements qui ne se poursuivront plus dans les vases clos des organisations syndicalistes et socialistes.

Je ne crois pas, et vous ne croyez pas sans doute, ce que trop d'hommes d'ordre ont cru naguère, que le seul moyen de maintenir l'ordre public est la répression. S'il en était besoin, il suffirait, pour convaincre d'erreur les partisans atardés de la répression salvatrice, d'invoquer le patron de la bourgeoisie moderne, ce Voltaire que trop de voltairiens cessent de fréquenter alors qu'ils prononcent encore son nom. Relisez, s'il vous plaît, au chapitre « De l'extirpation des hérésies », son commentaire sur le « Livre des délits et des peines » de Beccaria :

« Voulez-vous donc empêcher qu'une secte ne bouleverse un Etat : usez de tolérance, imitez la sage conduite que tiennent aujourd'hui l'Allemagne, l'Angleterre et la Hollande. Il n'y a pas d'autre parti à prendre en politique, avec une secte nouvelle, que de faire mourir sans pitié les chefs et les adhérents, hommes, femmes, enfants, sans en excepter un seul, ou de les tolérer quand la secte est nombreuse : le premier parti est d'un monstre, le second est d'un sage. »

La sagesse de Voltaire n'a pas vieilli, les méthodes britanniques n'ont pas changé. Qu'en pensez-vous, messieurs ?

Un sénateur à gauche. En Irlande ?

M. de Monzie. N'est-il pas possible à la France de traiter avec ses grévistes d'il y a six mois, alors que l'Angleterre est prête à traiter avec ses émeutiers irlandais de la veille ?

J'entends bien que nous venons de traverser une période extrêmement favorable. On nous a beaucoup dit, des étrangers illustres nous ont même déclaré que nous étions la capitale de l'ordre mondial, et on nous a offert en admiration à l'univers encore troublé en dépit de la paix. Il ne faudrait pas, messieurs, que nous eussions l'air d'être les nouveaux riches de la paix sociale. (*Très bien ! très bien !*) On se disputait déjà dans les maisons voisines tandis que nous chantions encore les airs de la victoire. Mais nous aurons peut-être besoin

bientôt, pour parer aux conséquences des crises financières, d'un nouveau crédit moral et de sacrifices nouveaux au nom de la concorde. Quand il y a 17 p. 100 de retours à la Banque de France, comme à la fin de novembre, le patriotisme commande peut-être à tous de prévoir des chômages et d'atténuer le souvenir des répressions anciennes, afin de sauvegarder le droit de faire intervenir éventuellement la justice. Pas d'amnistie si on veut, ou une vraie amnistie, pas de geste incomplet. C'est peut-être, messieurs une opinion personnelle, mais je ne pense pas qu'on doive lésiner sur la bonté. (*Très bien ! à gauche.*)

Quand on veut secourir ceux qui sont tombés, on ne tend pas deux doigts avareux, on tend toute la main ! (*Applaudissements à gauche.*)

Au surplus, voulez-vous me permettre, monsieur le garde des sceaux, de me tourner vers votre Gouvernement ? M. Leygues, président du conseil, a des souvenirs d'amnistie. Il a même des souvenirs qui l'honorent comme homme du Gouvernement, car il était, si je ne me trompe, ministre de l'Intérieur sous la présidence de M. Ribot, quand fut votée la loi du 1^{er} février 1895.

Tout à l'heure, lorsque j'entendais notre rapporteur présenter la loi d'amnistie comme la loi la plus large qui ait été soumise au Parlement et votée par lui, je ne pouvais oublier que le texte du 1^{er} février 1895 annistiait jusqu'au 28 janvier de la même année les crimes d'attentat ou de complot contre la sûreté intérieure de l'Etat.

Ce n'étaient pas certainement des révolutionnaires ou des esprits extrêmes dans leurs conclusions qui avaient suggéré au Gouvernement de M. Ribot le vote de cette loi dont le rapporteur fut notre collègue, l'honorable M. Milliard. Le texte fut proposé par la quasi unanimité de la commission et défendu en ces termes par le garde des sceaux, M. Trarieux, votre prédécesseur :

« C'est au nom de la concorde, c'est au nom de la fraternité républicaine qu'elle nous est demandée et nous pensons que vous ne pouvez pas refuser de répondre à notre appel. »

Et M. Goblet, répondant à cet appel, disait à la Chambre :

« Je féliciterai de tout cœur le Gouvernement si cette proposition répond à notre espérance et ne fait aucune des exceptions que nous serions obligés de combattre. »

Et le vote, sur une parole de M. Ribot, fut enlevé dans les deux Chambres.

Telle était la République en 1895.

La loi du 1^{er} février 1895 comporte moins d'articles que celle-ci et peut-être bien que des infractions et des contraventions que vous amnistiez aujourd'hui n'étaient pas visées dans le pardon qu'avait prévu MM. Ribot, Trarieux et Leygues à cette époque de nos souvenirs.

M. Leygues a amnistié en 1895 les complots contre la sûreté intérieure de l'Etat. Permettez-moi ici de prendre quelques précautions contre l'interprétation erronée qui pourrait être donnée à mon discours et à ma proposition. Je ne viens pas ici discourir de façon oblique et essayer par surprise d'obtenir pour les condamnés politiques, que sont MM. Caillaux et Maïvy, une amnistie dont j'imagine que l'un et l'autre ne voudraient pas. Mon dessein est autre. Je ne songe à servir aucun homme ni aucun parti, mais l'intérêt bien entendu de notre pays en attente de crise.

Voyons ! allez-vous concevoir la loi d'amnistie comme l'a fait la Chambre, sous la forme d'une manière de loi de dessaisissement ?

J'entends qu'il faut faire confiance au Gouvernement, mais pas de « garde à vous »

pas de confiance illimitée, pas de blanc-seing, en matière de justice. Or, c'est tout de même une manière de blanc-seing que votre invention de la grâce amnistiant qui rappelle, comme terminologie, le style des *Provinciales*.

Qu'est-ce donc que la grâce amnistiant ? C'est l'abandon d'une prérogative sacrée du Parlement. Celui-ci vient dire au Gouvernement : « Je ne peux pas faire un choix, je ne puis me prononcer, je ne sais pas si je dois pardonner, j'hésite, je suis incertain entre les tentations de la pitié et les suggestions de l'ordre public, et alors je vous laisse le soin de voir les dossiers, d'examiner les cas d'espèces, de trier sur le volet les bénéficiaires de notre loi, nous sanctionnerons vos initiatives bureaucratiques, vos préférences et vos omissions, respectueusement ou par paresse systématique. »

Voilà ce qu'est la grâce amnistiant, voilà le système adopté par la Chambre. Sans doute, vous allez le ratifier, mais au moins, messieurs, qu'il y ait dans la fixation de la date quelque chose qui rapproche cette loi d'amnistie d'une loi normale.

Or cette loi qui nous est proposée présente un caractère nettement exceptionnel. Toutes les lois disent : « A dater de la promulgation de la présente loi... » et la disposition suit. La loi de février 1895, elle-même, prévoit que seront amnistiés tous les faits antérieurs au 23 janvier 1895. Est-ce donc qu'il y aurait régression républicaine ou régression de l'esprit public et de la générosité française depuis 1895 ? Comment se justifie, en effet, le caractère exceptionnel de cette première ligne inscrite à l'article 1^{er} de la loi qui vous est soumise ?

Pourquoi cette date du 11 mars ? Un de nos collègues avec lequel je ne suis peut-être pas en communion d'idées pour apprécier les faits du 1^{er} mai, — mais avec qui nous sommes certainement d'accord, en dépit de nos inscriptions à des groupes différents, lorsqu'il s'agit de la pitié française, — un de nos collègues, M. Morand, a déposé un amendement qui traduit d'une autre manière le même état d'esprit. Il demande qu'à l'article 3 soient substitués à l'expression « antérieurement au 14 juillet 1920 », les mots « antérieurement au 23 septembre 1920 ». Pourquoi donc le 18 février, pourquoi le 11 mars, pourquoi le 14 juillet ? Est-ce par ironie, pour faire observer ou pour rappeler que le 14 juillet a perdu de son importance devant le renom d'une célébration plus grande, celle des fêtes du cinquantenaire, et de la victoire, la fête du 11 novembre ? Quatorze juillet ! aucune raison de prendre cette date arbitraire ; 23 septembre ! Je me suis réjoui de l'avènement de M. Millerand comme Président de la République, de même que je me suis réjoui de l'avènement de M. Paul Deschanel à la même magistrature ; mais je n'ai aucune raison d'oublier l'un au détriment de l'autre, et je considère qu'il n'y a surtout aucune raison pour que, votant une loi d'amnistie, une loi qui témoigne de notre pitié, de notre largeur de vues, de notre esprit de concorde, nous donnions en même temps à cette loi le caractère d'une loi d'exception et que nous inscrivions ce caractère exceptionnel au frontispice même de la loi, c'est-à-dire dans les premiers mots du texte prétendument destiné à rétablir quelques milliers de malheureux dans les bénéfices de l'égalité civique.

Je ne voudrais pas conclure sur des propos trop ambitieux. Voulez-vous m'autoriser, cependant, à me tourner vers mes collègues de la gauche démocratique, en dépit de ce caractère de schismatique honteux que je peux avoir aux yeux de quelques-uns qui se plaisent aux observances de toutes les disciplines ? Je crois avoir entendu dire

qu'on souhaitait vivement, parmi les républicains de gauche, de découvrir un motif, un moyen, une procédure pour se retrouver, pour travailler en commun. D'aucuns parlent du bloc de gauche, parce qu'il faut toujours abriter un effort sous une métaphore. (*Sourires.*) Quelle que soit la métaphore, il s'agit, pour les républicains qui se sont dispersés, de trouver une occasion de se regrouper.

M. Gaudin de Villaine. Il n'y a plus qu'un seul bloc maintenant.

M. de Monzie. Pour répondre à cette préoccupation, il me semble bien qu'une tentative vient d'être faite à la Chambre par un chef de groupe éloquent, littérateur autant qu'orateur, M. Edouard Herriot. Et, si j'entends bien le langage qui fut tenu et si je vois bien le sens de l'opération politique qui a été dessinée, il s'agit, à la faveur d'une reprise des luttes anticléricales, il s'agit, à la faveur d'un réveil toujours possible, du vieil esprit de secte, de réconcilier dans une négation les républicains divisés et de les remettre à leur ci-devant place de pouvoir.

M. Louis Soulié. Tout se tient.

M. de Monzie. Mais ne vaut-il pas mieux réconcilier les hommes dans une affirmation de bonté que de les réconcilier dans une négation précaire ? (*Très bien ! très bien !*) Vous me permettrez, à moi qui serai demain un hérésiarque (*Sourires*), puisque j'aurai, demain, mon cher collègue, sur cette question évoquée aussi discrètement que possible, le rétablissement de l'ambassade du Vatican, à exposer une doctrine qui ne semble pas être la vôtre...

M. Louis Soulié. Je vous ai dit : « Tout se tient. Car nous ne pouvons séparer dans notre action les deux aspects d'une même politique. J'ai même déjà déposé un amendement que vous défendez en ce moment avec une grande éloquence.

M. de Monzie. Je le défends comme je le puis.

M. Louis Martin. Très brillamment, d'ailleurs. (*Très bien !*)

M. de Monzie. Vous me permettrez de vous dire que les républicains de gauche veulent une occasion — je suis tout prêt à la chercher avec eux — mais il en est de meilleures que celle envisagée par M. Edouard Herriot, et j'aimerais mieux l'appel à la pitié nationale que l'appel aux divisions intestines (*Mouvements divers*) et puisque j'ai déclaré, avec toute la modestie dont je suis capable, que j'avais un peu honte d'apparaître en dissident, vous savez que tous les hérésiarques ont la coquetterie de citer les Pères de l'Eglise. (*Sourires.*) Vous me permettrez donc d'opposer à la littérature de mon éminent ami Edouard Herriot une autre littérature républicaine que vous m'excuserez. Laissez-moi vous citer le langage que tenait Victor Hugo à un Père de l'Eglise républicaine, gloire des lettres françaises, lorsque, en 1875, il réclamait déjà cette amnistie aux communards qui ne fut votée qu'en 1881 :

« Nous ne sommes pas assez hors de danger pour ne point nous tendre la main.

« O mes frères, réconcilions-nous.

« Prenons la route immense de l'apaisement. On s'est assez haï. Trêve !...

« Voulez-vous terminer notre malheur ? Renonçons à notre colère. Réconcilions-nous. Vous verrez comme ce sourire sera beau !...

« Voulez-vous qu'on ne recommence pas ? Finissez. Finir, c'est absurde. En sévissant, on perpétue. Qui tue son ennemi fait vivre la haine. Il n'y a qu'une façon d'achever les vaincus : leur pardonner. Les

guerres civiles s'ouvrent par toutes les portes et se ferment par une seule : la clémence. La plus efficace des répressions, c'est l'amnistie. »

M. le garde des sceaux. C'est un bel excès d'antithèses.

M. de Selves. Il parlait de l'Allemagne.

M. de Monzie. Non ! Hugo songeait aux communards, et moi, j'é songe aux ouvriers victimes de la solidarité ouvrière, victimes de la répression excessive dont l'affaire Durand, que je vous ai contée, n'est qu'un épisode. Je songe que l'avis du poète reste valable pour ses descendants distraits, pour nous à qui s'offre, du fait de la loi, une possibilité de réaliser une œuvre de foi et de bonté dans l'ordre de grandeur où sont désormais la France et la République.

Je ne dis pas que je ne voterai pas le projet de loi si l'amendement que j'ai déposé n'est pas voté. Je le voterai, parce qu'on ne peut pas ne pas le voter, parce que nous sommes en présence d'un entêtement nécessaire, parce qu'il y a des milliers de familles et quelques parquets qui l'attendent, parce que, en vérité, nous finirons par tout voter de guerre lasse, qu'il s'agisse d'un emprunt présenté à minuit ou à une heure du matin ou d'une loi d'amnistie discutée avec des mois de retard (*Sourires approbatifs.*)

Hélas ! cette grande Assemblée, si respectée dans le pays tout entier, est contrainte de voter, et je m'associerai à cette contrainte, c'est entendu. Mais je voterai avec du regret un texte que le pays accueillera avec de la déception. Cette loi, conçue dans l'enthousiasme, élaborée dans les incertitudes, sombrera dans l'indifférence qui est le châtiment des Parlements trop lents ou trop pusillanimes. Je vous en demande pardon, messieurs, mais, de toutes les faillites qu'on peut prévoir dans la vie d'une nation, la pire de toutes, c'est la faillite de la clémence. (*Vifs applaudissements.*)

M. le président La parole est à M. Louis Martin.

M. Louis Martin. Messieurs, mon excellent ami M. de Monzie a terminé son discours par des paroles qui sont allées profondément au cœur de la majorité des membres de cette Assemblée. Cette union dans la bonté, qu'il voudrait réaliser dans l'accord des républicains, je désirerais, moi, la réaliser dans l'accord de cette Assemblée unanime, et c'est précisément parce que je ne rencontre pas dans le projet d'amnistie, tel qu'il est sorti des délibérations de votre commission, une satisfaction assez grande, que je viens, en vous demandant un peu de votre bienveillance, vous montrer les lacunes que ce projet me paraît présenter, et non pas seulement à moi, mais aussi à un assez grand nombre de mes amis.

Je vous ai dit que je vous demandais votre bienveillance, plus grande encore que vous n'avez la coutume de me l'accorder, quoique vous me la donniez toujours très largement, parce que le rapport de M. Guillaume Poulle nous a été distribué il y a quelques jours seulement, que j'ai eu à peine le temps de le parcourir, et que, au lieu de grouper mes observations, je suis obligé de vous les présenter un peu rapidement, un peu dispersées, selon la marche des articles.

J'ai trouvé dans ce rapport, sans doute, toutes les excellentes qualités de notre collègue : la clarté, la précision juridique, la science législative (*Très bien !*) ; mais, ce qui m'a profondément déçu, c'est que je n'y ai pas trouvé ce que j'espérais rencontrer à un haut degré : le sentiment profond de la clémence.

J'avoue, messieurs, que j'ai vécu sous

l'empire d'une illusion à propos de cette amnistie. Ainsi que vous le rappelait tout à l'heure M. de Monzie, cette amnistie ne commémore pas seulement l'arrivée au pouvoir d'un président, elle commémore la grande victoire et le cinquantenaire de la République, et, au nom de tous ces souvenirs, comme suite à tout ce qui a été dit à la Chambre par les représentants directs de nos soldats, par des poilus sortis des tranchées, qui avaient reçu l'investiture populaire, nous étions en droit de croire qu'une part très ample serait faite aux sentiments de clémence et de miséricorde. Dans mon illusion, je me disais, quoiqu'il n'y ait pas de partis pour la miséricorde et la clémence, que le Sénat républicain ne serait certainement pas en retard sur la Chambre d'opinion beaucoup plus modérée. Ma déconvenue a été grande, car, entre l'amnistie proposée par la commission et celle venue de la Chambre, je suis obligé de constater que l'amnistie qui répond le mieux à nos sentiments républicains et à notre esprit de générosité est celle qui a été conçue par la Chambre.

Vraiment le projet de la commission contient des générosités qui rappellent un peu les libéralités d'Harpagon. (*Sourires.*) La commission nous donne un peu et nous reprend beaucoup. Sans doute il faut la remercier d'avoir tranché dans le sens le plus large, dans le sens de la bienveillance, une controverse qui s'était élevée devant les tribunaux sur la façon dont il fallait entendre l'amnistie accordée aux condamnés qui bénéficiaient d'un sursis. La cour de cassation avait décidé, en interprétation de la précédente loi d'amnistie d'octobre dernier, que, lorsqu'un sursis était accordé dans une condamnation comportant une peine de prison et d'amende, la condamnation à la prison n'était point amnistiée du tout : l'accessoire l'emportait sur le principal.

La commission du Sénat — je l'en félicite — a décidé que la controverse devait cesser et que l'interprétation la plus favorable de l'amnistie devait prévaloir, c'est-à-dire que, dans le cas de sursis, elle s'appliquerait tant à la peine de la prison prononcée avec sursis qu'à la peine d'amende prononcée sans sursis.

Mais, en échange, que de restrictions ! Il n'y a pas que les restrictions de l'article 1^{er}, qui avait pour objet d'amnistier un nombre assez grand de délits de droit commun. Certes, je ne veux pas me faire le défenseur des délinquants de droit commun, mais il faut bien reconnaître que les députés ne se font pas plus volontiers que les sénateurs les défenseurs de ces délinquants. Par conséquent, si les députés, si les représentants directs du suffrage universel, dans un sentiment de vaste générosité, poussés par l'ardent désir de proclamer, au lendemain de notre victoire, que la France était régénérée, ont visé, dans cette loi d'amnistie, une foule de délits de droit commun, précisément pour faire une France plus grande, plus noble et plus complète, j'avoue que, sans reprendre moi-même sur ce point, à titre d'amendement, l'article 1^{er} de la Chambre, je le voterais cependant intégralement, s'il était soutenu à cette tribune. En tout cas, j'espère que, si la Chambre le reprend, elle saura au moins que nous sommes ici un certain nombre qui l'aurions voté ; non pas, je le répète, que les délinquants de droit commun nous soient plus sympathiques qu'aux membres de la commission, mais parce que nous voulons une amnistie large, grande, digne de ce pays, et non pas une amnistie étriquée, une amnistie trop réduite. (*Très bien ! sur divers bancs.*)

Passant à l'article 2, je suis beaucoup plus à l'aise pour adresser des reproches à

la commission, car cet article ne vise pas des délits de droit commun, mais des délits politiques.

La Chambre des députés a inséré dans son article 2 un alinéa second qui accorde une amnistie très large à tous les délits et contraventions prévus par la loi sur la presse du 29 juillet 1881, à l'exception de certaines infractions. Cette exception est étendue par la commission du Sénat, et je vois avec peine qu'un certain nombre de délits de presse compris dans la loi de 1893 et amnistiés par la Chambre des députés, ne le sont plus dans le rapport qui vous est présenté.

Cette loi de 1893 fut, vous ne l'ignorez pas, combattue, à son origine, par le parti radical tout entier. L'honorable président du Sénat, M. Léon Bourgeois, notamment, prononça contre elle un réquisitoire qui figure parmi ses plus beaux discours.

Aujourd'hui, nous assistons à ce spectacle un peu étrange et paradoxal que le parti aux préoccupations duquel a correspondu la loi de 1893 amnistie cependant les infractions à cette loi. On a même appelé cette loi — c'est une expression que je ne prends pas à mon compte et que je trouve extrêmement fâcheuse — la loi scélérate. Ce qualificatif est venu du parti radical, et c'est une commission prise en majorité dans le parti qui a combattu la loi qui vient vous dire aujourd'hui : « Il faut que cette loi soit exécutée dans toute la plénitude de sa force de répression ».

J'avoue avoir été profondément déçu par ce langage et j'espère que les amendements que nous déposerons, avec un certain nombre de nos amis, recevront bon accueil du Sénat et feront cesser ce paradoxe.

Dans le même article 2, je relève encore une différence entre le texte de la Chambre et celui de la commission, différence que je ne m'explique pas et qui n'a, à mes yeux, d'autre raison d'être que de diminuer l'importance de l'amnistie.

En effet, il s'agit d'infractions commises en matière de contributions indirectes. Le paragraphe 16 de l'article 2 décide, dans le texte de la Chambre, que l'amnistie pleine et entière est accordée :

« Aux infractions commises en matière de contributions indirectes, lorsque le montant de la transaction intervenue ou des condamnations passées en force de chose jugée ne dépasse pas 200 fr., ou lorsque, pour les procès-verbaux n'ayant donné lieu ni à transaction ni à condamnation définitive, le minimum des pénalités encourues n'aura pas été supérieur à 1,200 francs. »

Ce texte paraît fort raisonnable, il répond à ce sentiment de bienveillance et de commisération auquel la Chambre a obéi pendant toute la discussion un peu confuse de la loi d'amnistie ; et l'on est tout à fait surpris de voir que les chiffres qu'il fixe ont paru excessifs à la commission du Sénat que, là où la Chambre parlait de condamnation ne dépassant pas 200 fr., on ramène le maximum à 100 fr., et que, là où il s'agit de procès-verbaux pouvant entraîner une pénalité de 1,200 fr., on ramène ce chiffre à 600 fr. (*Très bien ! à gauche.*) Pourquoi cette diminution des chiffres ? Uniquement, semble-t-il, parce que l'amnistie de la Chambre a paru trop large. Tel n'est pas notre sentiment.

L'article 5 contient une disposition d'une très grande importance ; les députés ont pensé qu'il fallait faire un large crédit moral — je dirai même un large crédit pénal — aux soldats qui étaient sortis des tranchées. Après tout, se sont-ils dit, il y a eu des torts, mais, si certains individus n'avaient pas des tempéraments parfois excessifs, il y a des héros qui ne se

manifesteraient pas toujours, il y a des semences d'héroïsme qui seraient perdues.

Il faut tenir compte que la France a été sauvée par l'héroïsme de tous ; il n'est pas bon que la France laisse prescrire certaines dettes, qu'elle soit la débitrice de certains individus. Nous voulons donc, nous, payer la dette de la patrie ; nous voulons la payer dans une mesure large et aussi complètement que possible.

La Chambre des députés a déclaré que : « Amnistie pleine et entière était accordée à tous les délits qui ont été commis avant le 14 juillet 1920 : 1^o par tous les militaires ayant appartenu pendant au moins trois mois à une des unités réputées combattantes énumérées aux deux premiers tableaux de l'instruction militaire du 2 novembre prise pour l'application du décret du 28 octobre 1919, et aux unités automobiles T. P. et T. M. aux armées... »

Pourquoi la Chambre des députés a-t-elle adopté ce délai de trois mois ?

Un de ses membres en a donné la raison, indépendante de tout arbitraire, dans le débat qui a eu lieu à ce moment : c'est que le délai de trois mois constituait, précisément, le titre de combattant dans les armées françaises et alliées. Il y avait donc là une raison qui s'expliquait. Mais la commission vient dire : « Non, en accordant trois mois, vous êtes trop généreux, il faut six mois ». Sur ce point, encore, je trouve la commission en complet désaccord avec la Chambre et inférieure à celle-ci dans sa pensée de miséricorde.

Je me rapprocherais plus volontiers de la commission quand elle dit du militaire qui a passé, dans une unité combattante un temps déterminé : « La Chambre amnistie tous les délits, mais cette décision est trop large. Je déclare que les condamnations encourues en une ou plusieurs fois ne doivent pas dépasser un an. » Sur ce point, je m'explique le texte de la commission ; je l'aurais voulu, cependant, plus généreuse et j'aurais souhaité qu'elle accordât un plus long délai. Quant à la disposition qui substitue au délai de trois mois voté par la Chambre, pour les raisons que j'ai indiquées, un délai de six mois, je ne la trouve pas conforme à la grande pensée que nous avons conçue de l'amnistie gagnée, arrachée en quelque sorte sur les champs de bataille par nos guerriers victorieux. (*Très bien !*)

La Chambre déclare qu'elle amnistie : « tous les militaires ou marins qui, ne rentrant pas dans les paragraphes précédents, ont été cités à l'ordre du jour des armées françaises et alliées, blessés, mutilés ou réformés pour blessures ou maladies contractées ou aggravées en service ou pour troubles mentaux ». Or, la commission du Sénat décide que le texte s'applique à un certain nombre de ceux qui sont inscrits dans ce texte ; quant aux mutilés, à ceux dont on a toujours parlé en les appelant nos glorieux mutilés, on leur dit : « Votre mutilation, si glorieuse qu'elle soit, ne vous donnera aucun titre, aucun droit à l'amnistie ».

Messieurs, si c'est là une amnistie au lendemain d'un triomphe, j'avoue que je ne comprends pas.

M. le rapporteur. C'est une erreur.

M. Louis Martin. Enfin, le mot y est-il ?

M. le rapporteur. « Réformés pour blessures de guerre », ce sont les mutilés.

M. Louis Martin. « Réformés pour blessures de guerre », c'est tout autre chose.

M. le rapporteur. Mais non.

M. Mauger. Il y a aussi « ou pour maladies contractées ou aggravées en service ».

M. Louis Martin. Permettez, la question

s'est posée et elle a été ainsi jugée. D'ailleurs, laissez-moi vous le dire, pourquoi avoir biffé ce mot si l'idée est toujours dans votre esprit? Pourquoi avoir laissé une confusion se glisser alors que nous avons vu, étant donnée la façon dont les amnisties sont appliquées par certains tribunaux, toutes les restrictions qu'elles reçoivent quelquefois de la part des pouvoirs interprétatifs.

A l'article 6, je trouve encore un conflit entre la Chambre et la commission du Sénat, et j'ai le regret de constater que c'est la Chambre dont le texte est le plus large.

Le voici :

« En aucun cas, les dispositions des articles 4 et 5 ne s'appliquent aux faits de commerce avec l'ennemi, aux faits de désertion à l'intérieur et à l'étranger, qui font l'objet des dispositions des articles, etc... »

Que dit la commission :

« En aucun cas, les dispositions des articles 4 et 5 ne s'appliqueront aux faits de commerce avec l'ennemi, aux faits de désertion et d'insoumission... »

Vous excluez les insoumis de ces dispositions bienveillantes. La Chambre des députés, au contraire, qui est composée, en majorité de soldats sortis des tranchées, les a compris dans ses justes préoccupations.

A l'article 7, le projet voté par la Chambre des députés amnistiait les militaires blessés au crâne et au cerveau. On comprend suffisamment les raisons qui ont motivé ce vote pour que je n'insiste pas. Le texte de la commission du Sénat porte seulement : « blessures de guerre intéressant le crâne et le cerveau et ayant entraîné par la suite la réforme. » Voici donc en quoi consiste le conflit : la Chambre des députés considère quel homme blessé au crâne ou au cerveau en défendant la patrie mérite l'amnistie, la commission répond : « Oui, mais à l'express condition que cette blessure ait entraîné la réforme. » Dans ce conflit, c'est la Chambre, encore une fois, qui a déployé le plus de commisération et de miséricorde.

Il me souvient, à ce sujet, que certaines de nos unités sont allées combattre là-bas, sous le grand soleil de l'Orient, si déprimant et si meurtrier, et je me demande s'il n'y aurait pas lieu, loin de restreindre le texte de la Chambre, de lui donner, au contraire, plus d'extension.

N'est-il pas vrai, en effet, que certaines maladies, notamment les fièvres paludéennes contractées par les militaires de notre armée d'Orient, peuvent avoir entraîné un ébranlement complet de l'organisme, aussi grave que les blessures du cerveau et du crâne ?

C'est là un ordre d'idées que je ne veux pas aborder ici, car, si je me plains que la commission n'ait pas fait beaucoup de concessions aux sentiments de pitié dont j'ai parlé, alors que la loi d'amnistie venait de lui arriver avec tout le prestige de la Chambre, à plus forte raison un simple sénateur n'obtiendrait-il pas une amélioration bien sensible.

Dans l'article 8, la Chambre des députés fait une application très large de l'amnistie en faveur des militaires qui se sont rendus coupables de violences à main armée. Elle tient un juste compte de toutes les ambiances. Ici encore, le texte de la commission est le plus restrictif.

Même remarque en ce qui concerne les armées de mer.

Aux articles 11 et 12, la Chambre des députés a réglé le sort des déserteurs. Le texte de la commission, en ce qui concerne les déserteurs à l'intérieur, n'accorde l'amnistie qu'à ceux d'entre eux qui ont été arrêtés dans les trois mois ; la Chambre, plus libérale, avait admis six mois.

La commission amnistie les déserteurs à

l'étranger qui se sont rendus dans un délai de six mois et ceux à l'intérieur qui se sont rendus dans le délai d'un an. La Chambre, toujours mieux inspirée, à mon humble avis, et plus miséricordieuse, ne faisait pas de différence à ce sujet, et amnistiait uniformément désertion à l'intérieur et désertion à l'étranger terminées par reddition volontaire dans le délai d'un an.

Je vous demande si on répond ainsi au sentiment de commisération et de pitié, de pardon et d'oubli, en vue d'un lendemain meilleur, que le pays et ses représentants directs ont essayé de faire prévaloir.

La question des mutineries de 1917, et celles de la mer Noire a beaucoup préoccupé la Chambre, qui a décidé — et la commission l'a suivie sur ce point — une amnistie large excluant cependant les « instigateurs », ou chefs de révolte. Mais la commission est allée plus loin dans la voie des exceptions. Estimant que ces exclusions du bénéfice de la loi n'étaient pas suffisamment complètes, elle y a ajouté les « chefs de complot et les embaucheurs ». J'ignore ce que peut être juridiquement un embaucheur, mais je ne chicane pas la commission sur ce point ; je considère seulement qu'elle est ici au-dessous de la Chambre. Je ne crois pas être isolé dans ma protestation à la fois contre la décision de la commission, quoique moins restrictive, et contre celle de la Chambre. Un certain nombre de mes amis et moi considérons que l'amnistie doit être absolue et complète en ce qui concerne les mutins d'avril 1917 et ceux de la mer Noire.

M. Hervey. Tout de même pas pour les déserteurs.

M. Louis Martin. Pour les déserteurs, la question a été réglée déjà, dans les articles précédents dont j'ai fait la critique. J'appartiens par mes opinions, indépendamment de la question de bon sens, au parti de ceux qui n'admettent pas que jamais l'armée, sous quelque forme que ce soit, intervienne dans nos agitations politiques. Nous considérons que le soldat, quel qu'il soit, n'a qu'à obéir aux ordres donnés. Nous regrettons, par conséquent, les mutineries dont je viens de parler, mais nous considérons que, même à l'égard de ceux que l'on appelle les chefs de la révolte, la répression a assez duré. Si, toutes réserves faites, je le répète, on veut bien se rappeler que ces mutins de la mer Noire ont protesté contre l'expédition de Russie faite contrairement à tous les droits constitutionnels, si l'on veut bien considérer ce qui s'est passé en Russie, et quels ont été les résultats lamentables d'une certaine politique, on peut bien se demander si toutes les sévérités seront toujours pour les uns et toutes les indulgences pour les autres.

Tout se lie dans cette question de Russie. La citation que je vous demande la permission de faire vous paraîtra peut-être un peu en dehors du débat ; elle s'y rattache pourtant assez pour mériter d'être entendue. Le journal allemand « Les nouvelles de Hambourg » (*Hamburger Nachrichten*), sous ce titre « Les embarras de la France », publiait, il y a peu de jours, un article dont je me permets de citer les quelques lignes suivantes :

« En Russie méridionale, le général Wrangel était complètement battu, voyait ses forces écrasées, et cette défaite était, à proprement parler, une défaite de la France. En effet, des officiers français assistaient Wrangel, lui enseignant la stratégie française. Le matériel de guerre était français.

« Si les Français avaient laissé Wrangel conduire la guerre tout seul, il est probable que sa défaite n'eût pas été aussi catastrophique.

« Les bolchevistes ont vaincu malgré la France et l'art militaire français ».

Voilà, messieurs, les compliments que la politique française suivie en Russie, nous attire de la part de l'Allemagne. Voilà le prestige, gagné sur les champs de bataille au prix de leur sang par les soldats français, chicané par les journaux allemands à cause des maladresses de notre politique en Russie. Cette considération doit nous rendre singulièrement miséricordieux à l'égard des mutins de la mer Noire, même de ceux que l'on appelle « les chefs de révolte ou de complot ». Je plaide pour eux les circonstances atténuantes et j'estime, espérant que vous penserez comme moi, que la répression doit finir, qu'elle a assez duré.

Passons à l'article 20. La Chambre des députés s'était préoccupée de la réhabilitation des faillis. Elle avait voté le texte suivant :

« Sont réhabilités de plein droit tous commerçants qui, antérieurement au 11 mars 1920, ont été déclarés en état de faillite ou de liquidation judiciaire, les droits des créanciers étant expressément réservés. »

Ce texte répondait à un sentiment que j'ai vu souvent invoquer en beaucoup d'endroits : si, parmi les faillis, il y a et quelques individus malhonnêtes, la plupart sont des commerçants honnêtes victimes de la fatalité des circonstances.

Je crois, si je ne m'abuse, que notre loi sur la faillite appelle une révision. Vous avez entendu tout à l'heure à cette tribune un hérésiarque brillant, vous en entendez un autre beaucoup plus terne, mais j'apporte mon hérésie à mon tour et suis profondément choqué que, lorsqu'un individu entreprenant un commerce, non seulement, ce qui est légitime, tous ses biens deviennent le gage de ses opérations, mais que lui-même mette, bon gré mal gré, dans le commerce, des droits qui, d'après ce que l'on nous apprend à l'école de droit, ne devraient jamais y figurer. L'individu hypothèque d'avance tous ses biens, ses droits corporels et incorporels, ce qui se comprend, et, ce qui se comprend moins, sa personne elle-même.

Par conséquent, messieurs, il faut, quand on envisage cette question, être très large en face de situations pareilles.

C'est ce que la Chambre avait compris. C'est ce que la commission n'a pas voulu admettre, car elle a apporté ici encore son esprit de restriction. Elle nous dit : « Je veux bien réhabiliter le commerçant, mais à condition qu'il ait été mobilisé pendant la guerre ». Ainsi, il s'agit de vieillards ayant plié sous le faix de l'âge et ayant été profondément atteints dans leur industrie, dans leur activité particulière, par la situation économique du moment, et la commission est inexorable pour eux. Peu importe, elle les exclut.

Ne vous étonnez pas, messieurs, si, dans de telles conditions, je trouve l'amnistie proposée par la commission beaucoup trop insuffisante. Je me joins à mon excellent ami M. de Monzie pour appuyer ses judicieuses réflexions en vue d'obtenir que la date soit changée, afin de donner à la mesure plus d'efficacité.

Je voudrais aussi dire un mot de quelques militants de la confédération générale du travail qui, depuis je ne sais combien de mois, ont été tenus, sans presque aucun contact avec le juge d'instruction, dans les liens de la prison préventive, sous l'inculpation de complot contre la sûreté intérieure de l'Etat. On a commencé d'abord par en arrêter huit, puis dix, puis vingt. Au bout d'un certain temps, comme on s'est aperçu que l'inculpation ne pouvait pas être soutenue contre la plupart d'entre eux, on a fini par garder comme résidu, si j'ose

dire, cinq ou six inculpés seulement, que l'on va déférer aux tribunaux, sans penser que l'on pourrait peut-être les faire bénéficier, eux aussi, de la liberté tardivement accordée à ceux indûment gardés en prison. Je m'adresse non pas à la commission, puisqu'elle pense que la Chambre s'est trop engagée dans la voie de la miséricorde, mais au Sénat, espérant qu'il voudra bien entendre ma supplique, et que, faisant en vers la classe ouvrière le geste cordial dont parlait M. de Monzie, il accordera l'amnistie pour les faits de complot contre la sûreté intérieure de l'Etat, c'est-à-dire, car il ne s'agit que d'eux, pour les cinq à six inculpés de la confédération générale du travail.

Messieurs, dans la grande agitation de ces quelques années, chacun a eu sa part de responsabilité. Chacun, lorsqu'il examine ses actes, à la lumière de sa conscience, se rend cette justice qu'il a toujours voulu le bien, mais qu'il s'est souvent mépris. C'est précisément parce que nous avons été, les uns et les autres, ceux-ci plus amplement, ceux-là d'une façon moins complète, sujets à des erreurs de différentes sortes, qui pouvaient avoir des conséquences graves, parfois, c'est parce que nous réclamons nous-mêmes, dans l'ordre des responsabilités qui sont les nôtres, l'indulgence dont tout le monde a souvent besoin, que nous devons être indulgents aux autres. Nous croyons que, dans ce grand pays de France, dans cette grande patrie de toutes les nobles idées, si vous, Sénat, vous réunissant dans cette union de bonté, dont parlait mon ami M. de Monzie et dont je n'exclus personne, union dans laquelle il faudrait que tous les partis vinsent se confondre, parce que tous ont une égale dose d'intelligence et de cœur, si, dis-je, vous réunissant dans cette grande union de bonté, de miséricorde et de clémence, vous disiez à la commission qu'elle n'a pas été assez loin, si vous l'amenez à compléter l'amnistie par une mesure généreuse où vous mettriez toute votre indulgence et tout votre cœur, je crois que vous auriez bien mérité de la patrie. *(Applaudissements à gauche.)*

Voix nombreuses. A jeudi.

M. le président. J'entends proposer le renvoi de la suite de la discussion à une prochaine séance.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

14. — DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. La parole est à M. Penancier.

M. Eugène Penancier. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport supplémentaire fait au nom de la commission chargée d'examiner : 1° la proposition de résolution de M. Bouctot et de plusieurs de ses collègues, tendant à nommer une commission spéciale de réorganisation des postes, télégraphes et téléphones de dix-huit membres ; 2° la proposition de résolution de M. Mauger et d'un grand nombre de ses collègues, tendant à la nomination annuelle d'une commission d'assurance et de prévoyance sociales ; 3° la proposition de résolution de M. Simonet et d'un certain nombre de ses collègues, tendant à la création d'une commission de législation civile et criminelle ; 4° la proposition de résolution de M. Mulac et de plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'administration générale départementale et communale ; 5° la proposition de résolution de M. Clémentel et de plusieurs de ses collègues, tendant à la nomination d'une commission de trente-six

membres pour étudier les questions concernant l'organismation économique du pays ; 6° la proposition de résolution de M. Jean Codet, tendant à la modification du règlement en vue de faire nommer les grandes commissions par les groupes ; 7° la proposition de résolution de M. Louis Martin, tendant à une nouvelle organisation des commissions du Sénat ; 8° la proposition de résolution de M. Dominique Delahaye, tendant à ajouter un article additionnel au règlement du Sénat ; 9° la proposition de résolution de M. Jean Codet et de plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission du commerce et de l'industrie ; 10° la proposition de résolution de M. Dominique Delahaye, tendant à modifier l'article 17 et les articles 104 et 105 du règlement du Sénat ; 11° de la proposition de résolution de M. Bouveri et de plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission du travail et des mines ; 12° la proposition de résolution de M. Pol-Chevalier et de plusieurs de ses collègues, tendant à la nomination d'une commission de vingt-sept membres chargée de l'étude des questions et de l'examen des projets et propositions de loi touchant la réforme administrative ; 13° la proposition de résolution de M. Léon Perrier et d'un grand nombre de ses collègues, tendant à modifier l'organisation et la nomination des commissions du Sénat.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Monnier.

M. Monnier. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la 6^e commission d'intérêt local, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la ville de Dunkerque (Nord) à créer de nouvelles taxes directes.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

15. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici, messieurs, quel pourrait être l'ordre du jour de notre prochaine séance :

1^{re} délibération, sous réserve qu'il n'y aura pas débat, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de la loi du 8 août 1913 sur les engagements et rengagements dans l'armée de mer ;

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'amnistie ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant au règlement des sommes demeurées impayées par application des décrets relatifs à la prorogation des échéances en ce qui concerne les débiteurs qui sont ou ont été mobilisés, ainsi que les débiteurs domiciliés dans les régions précédemment envahies ou particulièrement atteintes par les hostilités ;

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à proroger les sociétés par actions ayant leur siège social ou exploitation en régions libérées ou dévastées et qui sont arrivées à leur terme statutaire depuis le 1^{er} août 1914 ;

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 20 de la loi 14 juillet 1905, relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources ;

Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, portant protection de la propriété commerciale ;

Discussion de la proposition de loi de M. Méline, concernant les petites exploitations rurales (amendement n° 1 à la proposition de loi de MM. Ribot, Méline, Bourgeois et Paul Strauss, relative aux avances des sociétés de crédit immobilier pour l'acquisition de la petite propriété) ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au choix et à la surveillance des taureaux employés à la reproduction et à la création d'un « certificat d'autorisation » de reproducteurs bovins ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification à la loi du 3 mai 1911 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiée par les lois des 21 avril 1914 et 6 novembre 1918 ;

Discussion des projets de résolution : 1° portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1919 ; 2° portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat pour l'exercice 1919 ; 3° portant rectification du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1920 ; 4° portant : 1° fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1921 ; 2° évaluation des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat ; 5° portant modification des articles 2, alinéa 2^e, 5, alinéa 1^{er}, 8 de la résolution tendant à créer une caisse de retraites pour les anciens sénateurs, leurs veuves et leurs orphelins mineurs, adoptée le 28 janvier 1905 ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 12 janvier 1920, relatif à l'application en Alsace et Lorraine des dispositions de la loi du 24 octobre 1919, favorisant l'allaitement au sein ;

1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Eugène Chanal, fixant les délais de prorogation des polices d'assurances contre l'incendie des mobilisés expectants des sociétés d'assurances mutuelles agricoles ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la modification de l'article 3 de la loi du 24 octobre 1919 sur les habitations à bon marché.

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'ordre du jour est ainsi fixé.

Quel jour le Sénat entend-il se réunir ?

Voix nombreuses. Jeudi.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

Le Sénat se réunira donc, en séance publique, jeudi prochain 16 décembre, à quinze heures, avec l'ordre du jour qui vient d'être fixé.

16. — CONGÉ

M. le président. La commission des congés est d'avis d'accorder à M. Limouzin-Laplanché un congé.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Le congé est accordé.

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-huit heures quarante-cinq minutes.)

*Le Chef du service
de la sténographie du Sénat,
E. GUÉNIN.*

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifiée par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçue :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne seront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »

3918. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 13 décembre 1920, par M. Noël, sénateur, demandant à M. le ministre des finances si la déclaration faite par un contribuable de ses bénéfices commerciaux, conformément à la loi, ne peut suppléer au défaut de déclaration des bénéfices de guerre.

3919. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 13 décembre 1920, par M. Louis Soulié, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un employé d'un établissement militaire régi par le décret du 11 mai 1907, entré en fonctions en 1893, ayant vingt et un ans de services civils, plus de quatre ans de services militaires, soit au total vingt-cinq ans de services à l'Etat, peut prétendre, en cas de réforme, à sa retraite, et si, en cas de décès, la veuve a droit à pension.

3920. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 décembre 1920, par M. Bachelet, sénateur, demandant à M. le ministre des régions libérées si un marchand de vins et spiritueux des régions envahies — qui a dû quitter sa maison et a eu ses magasins pillés durant la guerre — est en droit — la régie ayant constaté des manquants en juillet 1920 — de porter les droits afférents à ces manquants, qui lui sont actuellement réclamés, dans sa demande d'indemnité pour dommages de guerre.

3921. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 décembre 1920, par M. Bachelet, sénateur, demandant à M. le ministre des régions libérées si le sinistré exproprié, par suite du plan d'extension et d'embellissement, touchera une avance pour achat de terrain afin de réédifier son immeuble détruit et, dans l'affirmative — la valeur du terrain que va acheter le sinistré étant supérieure à celle du terrain exproprié — si le sinistré touchera une avance suffisante pour lui permettre cette acquisition.

3922. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 décembre 1920, par M. Chomet, sénateur, demandant à M. le ministre des régions libérées quelle solution peut intervenir pour un sinistré, traité à forfait par la commission cantonale, qui se trouve dans l'impossibilité de reconstruire complètement parce que, traité au coefficient 5,5, il devra payer sur un coefficient supérieur la reconstruction définitive.

3923. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 décembre 1920, par M. Ruffier, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si on peut refuser à un étudiant élève à l'école de santé militaire de Lyon, envoyé, après l'armistice, en Orient, fait prisonnier en mars 1919, rapatrié de Russie en octobre 1920, donc libéré dix-huit mois après ses camarades, le bénéfice de la circulaire de 1918 pour passer l'examen lui permettant de devenir médecin aide-major et le rappel, avec sa solde, de l'indemnité mensuelle de 250 fr. qu'il touchait depuis son envoi en Russie.

3924. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 décembre 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre des finances de lui indiquer — comme suite à sa réponse à la question n° 3800 parue au Journal officiel du 4 décembre — les opérations de change effectuées par des banques françaises et étrangères réprimées comme ayant été faites en contravention des dispositions des lois des 1^{er} août 1917 et 3 avril 1918, les dates des condamnations et la nature des sanctions intervenues.

3925. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 décembre 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre des finances si, conformément à son engagement de fournir, avant le 31 décembre 1921, un état détaillé des dépenses du dernier emprunt, cet état sera détaillé comme celui paru au Journal officiel du 8 janvier 1915 pour l'emprunt 3 1/2 p. 100, ou s'il donnera les dépenses en bloc; en raison des rumeurs fâcheuses qui circulent, il serait de l'intérêt du Gouvernement de hâter cette publication en faisant l'entière lumière.

3926. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 décembre 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre des finances si peut lui donner l'assurance qu'il n'aura pas à nouveau, recours aux Chambres, en dernière heure, comme le 31 juillet dernier, pour demander une nouvelle augmentation de l'inflation fiduciaire.

3927. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 décembre 1920, par M. Bachelet, sénateur, demandant à M. le ministre des finances, la régie ayant constaté des manquants, en juillet 1920, chez un marchand de vins et spiritueux des régions envahies qui a dû quitter sa maison et a eu ses magasins pillés durant la guerre, si cette administration est en droit d'exercer des poursuites contre le sinistré, par contrainte pour obtenir le remboursement des droits afférents à ce manquant.

3928. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 décembre 1920, par M. Jossot, sénateur, demandant à M. le ministre des travaux publics si les anciens fonctionnaires du personnel enseignant, admis à la retraite dans le premier semestre de 1919, qui n'ont reçu depuis le 1^{er} octobre 1919, ni émoluments, ni avances sur pension, seront bientôt titulaires de leur brevet de pension.

3929. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 décembre 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre du travail, comme suite aux questions 3886 et 3887, comment il a pu autoriser la création de la société de gestion dite « La Nation », qui ne serait que le prolongement de la « Mutuelle de France et des colonies » et si ce changement de titre ne serait pas de nature à faire de nouvelles victimes.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

3654. — M. de Monzie, sénateur, demande à M. le ministre des finances de faire bénéficier les préposés des contributions indirectes d'indemnités égales à celles allouées aux autres fonctionnaires de l'administration des finances ou des autres administrations, les postes notamment. (Question du 23 juillet 1920.)

Réponse. — Par application des dispositions de l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919, l'administration des contributions indirectes a soumis un projet de relèvement général des diverses indemnités allouées à ses agents. Un décret du 17 mars dernier a réglé la question en ce qui concerne la plupart des indemnités.

Quant aux autres, elles sont l'objet d'un complément d'études.

3730. — M. Perreau, sénateur, demande à M. le ministre des finances si l'article 60 de la loi du 25 juin 1920 comprend les concessionnaires des buffets de chemins de fer et si, en ce qui concerne le classement des établissements, ils sont exonérés comme les boulangers. (Question du 13 septembre 1920.)

Réponse. — Aucune des exonérations prévues à l'article 60 de la loi du 25 juin 1920 n'est applicable aux tenanciers des buffets des gares qui doivent, par suite, acquitter l'impôt sur leur chiffre d'affaires.

Rien ne s'oppose par ailleurs en droit à ce que les buffets soient classés parmi les établissements de première ou de deuxième catégories dans les conditions prévues à l'article 65 de la loi du 25 juin 1920.

3759. — M. Ruffier, sénateur, demande à M. le ministre des finances si l'exonération de la contribution pour bénéfices de guerre, pour les années 1919 et 1920, accordée aux contribuables mobilisés ou réformés qui n'ont pas réalisé un bénéfice total annuel supérieur à 30.000 fr. s'étend aux sociétés en nom collectif, et s'il faut comprendre 30.000 fr. de bénéfice pour la société ou pour chacun des membres qui la composent et qui remplissent les conditions prévues à l'article 13 de la loi du 25 juin 1920. (Question du 3 novembre 1920.)

Réponse. — Lorsqu'une entreprise est exploitée en association, c'est la société qui est imposable à la contribution extraordinaire. Les associés n'étant pas personnellement passibles de la taxe à raison de la part qui leur revient dans les bénéfices sociaux, ceux d'entre eux qui ont été mobilisés ne peuvent, dès lors, être affranchis de l'impôt à titre individuel.

D'autre part, l'exemption prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article 13 de la loi du 25 juin 1920 s'applique seulement aux contribuables qui ont été mobilisés et il s'ensuit que les sociétés ne peuvent en revendiquer le bénéfice.

3760. — M. Ruffier, sénateur, demande à M. le ministre des finances, comme suite à la question précédente, s'il faut, afin que la société bénéficie de l'exonération, que tous les membres qui la composent aient été mobilisés, ou s'il suffit qu'un seul ou plusieurs des associés l'aient été et, dans cette dernière hypothèse, si tous les membres profitent de cette exonération ou seulement ceux qui ont été mobilisés ou réformés. (Question du 3 novembre 1920.)

Réponse. — Ainsi qu'il a été indiqué, en réponse à la question posée par l'honorable sénateur sous le numéro 3759, les sociétés ne sont pas susceptibles de bénéficier de l'exemption de contribution extraordinaire prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article 13 de la loi du 25 juin 1920.

3761. — M. Ruffier, sénateur, demande à M. le ministre des finances si, pour l'application de la loi du 25 juin 1920, on doit considérer que l'expression « réformés » comprend exclusivement les mobilisés réformés au cours de la guerre 1914-1918, ou si l'on doit l'étendre aux soldats réformés avant le 2 août 1914, notamment aux soldats réformés pour blessures de guerre reçues dans une campagne coloniale. (Question du 3 novembre 1920.)

Réponse. — Il résulte des termes mêmes de l'article 13, paragraphe 1^{er}, de la loi du 25 juin 1920, que les dispositions dudit article relatives aux réformés s'appliquent exclusivement aux contribuables dont la réforme a été prononcée postérieurement au 1^{er} août 1914.

3764. — M. le ministre des régions libérées a l'honneur de faire connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 6 novembre 1920, par M. Hayez, sénateur.

3765. — M. Duquaire, sénateur, demande à M. le ministre des finances si le fait qu'une société anonyme, ou toute société à forme commerciale, touche les loyers d'une propriété immobilière qu'elle a donnée à bail à une autre société, assujettit à l'impôt sur le chiffre d'affaires la société bailleuse, bien que le bail immobilier soit un acte purement civil et qu'il ne paraisse pas susceptible de devenir commercial par le fait qu'il a été passé par une société à forme commerciale. (Question du 8 novembre 1920.)

Réponse. — Réponse négative, attendu que le prix de la location des immeubles appartenant à une société anonyme immobilière ne rentre dans aucune des catégories d'affaires que les articles 59 et 62 de la loi du 25 juin 1920 assujettissant à l'impôt.

3766. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre des finances si une veuve jouissant d'une pension de réversion (le mari défunt était retraité de la marine pour ancienneté de services), remariée à un étranger, peut se voir retirer son titre de pension sous prétexte qu'elle n'y a plus droit et dans l'affirmative, si elle recouvrerait son droit si son mari demandait et obtenait la nationalité française. (Question du 8 novembre 1920.)

Réponse. — Aux termes des articles 26 de la loi du 11 avril 1831 et 28 de la loi du 18 avril 1831, le droit à l'obtention ou à la jouissance des pensions militaires est suspendu « par les circonstances qui font perdre la qualité de Français durant la privation de cette qualité ». La veuve remariée à un étranger, perdant la nationalité française, perd donc la jouissance de sa pension. Elle recouvrerait cette nationalité, et par conséquent la jouissance de la pension si son mari obtenait la nationalité française.

3768. — M. Le Hars, sénateur, demande à M. le ministre des finances si les sociétés coopératives, non assujetties à l'impôt sur les bénéfices commerciaux, sont également exonérées de l'impôt sur le chiffre d'affaires. (Question du 8 novembre 1920.)

Réponse. — Réponse affirmative (voir l'instruction ministérielle du 29 août 1920, *Journal officiel* 3 septembre 1920, page 12881, colonnes 2 et 3).

3770. — M. Chabert, sénateur, demande à M. le ministre des finances si la distribution gratuite d'une action nouvelle par action ancienne, possédée par les actionnaires d'une société industrielle, permet au contrôleur des contributions directes de considérer la valeur nominale de cette action nouvelle, valeur en espèces, égale à celle des anciennes, comme un revenu perçu réellement par le contribuable et plus du dividende distribué aux actions anciennes, l'année même de cette opération. (Question du 8 novembre 1920.)

Réponse. — L'attribution gratuite d'actions nouvelles doit être considérée comme une distribution de bénéfices.

Il s'ensuit que les sommes dont les actionnaires bénéficient en pareil cas sous forme d'actions constituent un élément de leur revenu global de l'année au cours de laquelle l'attribution a été faite.

3779. — M. le marquis de Kérouartz, sénateur, demande à M. le ministre des finances si un architecte, habitant le département des Côtes-du-Nord, qui va faire à Brest, une expertise pour laquelle il perçoit 200 fr. d'honoraires et dépense en frais d'hôtel et de chemins de fer 50 fr. dont il offre la justification, doit payer l'impôt sur le chiffre d'affaires sur la somme de 150 fr. qui représente sa rémunération ou sur celle de 200 fr. représentant le chiffre brut de ses honoraires. (Question du 10 novembre 1920.)

Réponse. — Les professions d'architecte et d'expert ne sont pas commerciales; ceux qui les exercent — à la condition qu'ils restent

dans les limites du cadre normal de ces professions — ne sont pas assujettis à l'impôt institué par le titre 1^{er} de la loi du 31 juillet 1917 sur les bénéfices industriels et commerciaux, ni, par voie de conséquence, à l'impôt sur le chiffre d'affaires.

3785. — M. Lafferre, sénateur, demande à M. le ministre des finances en quel lieu un industriel doit payer l'impôt sur le chiffre d'affaires : pour les factures envoyées du siège social en tous lieux en France, pour les ventes effectuées à ses usines au comptant ou à terme, faisant état que cet industriel a son siège social dans une ville de l'Ille-et-Vilaine, ses usines dans des villages de l'Ardèche, de l'Yonne, de la Seine-Inférieure et autres départements, ses clients en tous lieux en France. (Question du 12 novembre 1920.)

Réponse. — L'impôt sur le chiffre d'affaires doit être acquitté à chacun des bureaux de l'administration compétente dans le ressort duquel des ventes sont consenties, quels que soient le lieu de fabrication des produits vendus et la résidence de l'acheteur. Pour toutes les ventes consenties par le siège social, l'impôt doit être versé au bureau dont ce siège dépend et pour toutes les ventes consenties par les usines au bureau dont ces usines dépendent.

3786. — M. Trouvé, sénateur, demande à M. le ministre des finances si, conformément aux prescriptions de l'article 8 de la loi du 31 juillet 1920, le commerçant dont le stock est normal peut évaluer une partie de ces marchandises suivant les règles spéciales à son entreprise avant la guerre et appliquer la moyenne des cours 1914-1920 au surplus de son stock ou s'il doit choisir entre ces deux modes d'évaluation et n'en appliquer qu'un seul à la totalité du stock. (Question du 15 novembre 1920.)

Réponse. — C'est en principe, d'après les règles habituelles propres à chaque entreprise, que doit être évalué l'ensemble du stock normal, conformément à la loi du 31 juillet 1920, sauf à ramener l'évaluation totale ainsi obtenue à celle qui résulterait de l'application de la moyenne des cours entre le 1^{er} août 1914 et le 30 juin 1920. Mais les contribuables ne peuvent être admis à appliquer concurremment les deux procédés susvisés aux divers éléments constituant le stock normal.

3787. — M. Trouvé, sénateur, demande à M. le ministre des finances comme suite à la question précédente, si, par « moyenne du cours entre le 1^{er} août 1914 et le 30 juin 1920 », on doit entendre la moyenne de tous les cours pratiqués successivement entre ces deux dates ou la moyenne des deux seuls cours pratiqués, l'un le 1^{er} août 1914, l'autre le 30 juin 1920, comme le prétend l'administration des contributions directes. (Question du 15 novembre 1920.)

Réponse. — Il résulte de la discussion qui a précédé le vote de la loi du 31 juillet 1920 (*Journal officiel*, débats, Sénat, page 1508, 3^e colonne) que, pour l'application des dispositions de l'article 8 de ladite loi relatives à l'évaluation du stock normal, il y a lieu de faire état uniquement de la moyenne entre le cours du 1^{er} août 1914 et celui du 30 juin 1920.

3788. — M. Trouvé, sénateur, demande à M. le ministre des finances, comme suite aux questions précédentes, si le commerçant qui aura évalué son stock suivant les règles spéciales à son entreprise avant la guerre s'expose, comme celui qui aura appliqué la moyenne des cours, à payer, le cas échéant, un supplément d'imposition en cas de liquidation ou de cession de son entreprise dans les deux ans. (Question du 15 novembre 1920.)

Réponse. — Dès l'instant où, pour l'évaluation de son stock normal, un commerçant s'est placé sous le régime de la loi du 31 juillet 1920, un supplément d'imposition peut, quel que soit le mode d'évaluation adopté, lui être valablement réclamé, en cas de liquidation ou de cession d'entreprise dans les deux ans qui sui-

vent le 30 juin 1920, à raison de l'excédent de la valeur de réalisation du stock sur l'évaluation arrêtée conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi susvisée.

3797. — M. Paul Le Roux, sénateur, demande à M. le ministre des finances si les revenus payables à des sociétés françaises de créances hypothécaires grevant des immeubles situés à l'étranger sont assujettis à l'impôt établi par l'article 38 de la loi du 31 juillet 1917. (Question du 16 novembre 1920.)

Réponse. — L'impôt édicté par l'article 38 de la loi du 31 juillet 1917, modifié par l'article 52 de la loi du 25 juin 1920 est dû par le seul fait soit du paiement des intérêts, de quelque manière qu'il soit effectué, soit de leur inscription au débit ou au crédit d'un compte, dès lors que le créancier a son domicile ou sa résidence habituelle en France ou y possède un établissement industriel ou commercial dont dépend la créance.

Il n'y a pas d'exception à l'égard des créances hypothécaires grevant des immeubles situés à l'étranger.

La taxe est donc bien due dans l'hypothèse envisagée par l'honorable sénateur.

3798. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre des finances quelles mesures il compte prendre pour assurer, en 1921, la continuation du paiement de l'allocation de vie chère aux retraités qui, n'ayant pas leur pension majorée, seront réduits, à la suite de la suppression de l'allocation actuelle, à vivre de leur seule pension insuffisante d'avant-guerre. (Question du 16 novembre 1920.)

Réponse. — Les dispositions nécessaires au maintien provisoire de l'allocation temporaire aux petits retraités dont la pension n'a pas été majorée ont été insérés dans le projet de budget de 1921.

3799. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre des finances si, afin de protéger nos immeubles urbains et ruraux contre l'accaparement étranger, le Gouvernement se propose d'édicter d'urgence que les ventes d'immeubles au profit des étrangers seront passibles outre le droit d'enregistrement, d'un droit égal au cours du change entre la France et le pays d'origine. (Question du 16 novembre 1920.)

Réponse. — L'institution d'un droit majoré de mutation sur les acquisitions d'immeubles effectuées en France par les étrangers ne pourrait être réalisée que par voie de mesure législative. Or, à la suite de l'étude à laquelle l'administration des finances a procédé de concert avec le département des affaires étrangères, cette mesure a été reconnue inopportune. En raison des conventions diplomatiques existantes, la majoration d'impôt n'atteindrait pas les nationaux de la plupart des pays dont le change n'est pas à notre avantage; elle resterait donc en général, inefficace, et risquerait, en outre, de placer nos nationaux établis en ces pays étrangers dans une situation défavorable, la législation de ces pays pouvant être modifiée comme le serait la nôtre.

3816. — M. Duquaire, sénateur, demande à M. le ministre des finances si la loi sur les bénéfices de guerre, ayant cessé d'être applicable, le 30 juin 1920, une société anonyme qui a toujours arrêté ses écritures et établi son bilan au 30 juin, doit faire sa déclaration dans les trois premiers mois de 1921, en puisant ses renseignements dans le bilan arrêté au 30 juin 1920 et dans l'inventaire fait à cette date et cela étant, si elle a le droit de faire sa déclaration par anticipation et de l'envoyer, dès maintenant, à la direction des contributions directes. (Question du 19 novembre 1920.)

Réponse. — La société dont il est question ayant établi son bilan au 30 juin 1920, date prévue pour l'expiration de la période d'application de la contribution extraordinaire, ce sont les résultats de ce bilan qui doivent être retenus pour l'établissement de l'impôt. Rien ne s'oppose, d'ailleurs, à ce que la société en

cause, souscrive, dès à présent, sa déclaration, si elle le juge utile.

3829. — M. Philip, sénateur, demande à M. le ministre des finances en vertu de quelles instructions une administration peut, pour un de ses fonctionnaires bénéficiaire des dispositions du décret du 24 juillet 1917, prendre comme point de départ du congé de deux ans prévu, la date de la démobilisation et non la date de la réforme. (Question du 23 novembre 1920.)

Réponse. — Il résulte des termes mêmes du décret du 24 juillet 1917, que le point de départ du délai de deux ans, pendant lequel des congés renouvelables de longue durée peuvent être accordés aux fonctionnaires placés hors cadres ou réformés, doit être pris au jour de la cessation du service militaire, c'est-à-dire au jour où les intéressés ont cessé de figurer sur les contrôles de l'armée, et non au jour de la réforme, lorsque celle-ci est postérieure à la démobilisation.

3833. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande, à M. le ministre de la marine s'il a pris des mesures en vue de faire bénéficier les officiers de son département du relèvement du taux de l'indemnité d'ordonnance prévue au budget du ministère de la guerre pour 1921. (Question du 23 novembre 1920.)

Réponse. — Le département de la guerre avait, en effet, envisagé le relèvement du taux de l'indemnité d'ordonnance allouée aux officiers de l'armée de terre dans le projet du budget de 1921; mais les crédits demandés pour cet objet n'ont pas été maintenus par la commission des finances de la Chambre.

3844. — M. Laurent Thiéry, sénateur, demande à M. le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts si une municipalité peut être obligée à fournir le logement en nature à un directeur d'école, responsable des bâtiments scolaires, qui, n'étant pas logé par la commune, ne peut y trouver un logement convenable, et si, cette commune possédant des pavillons loués à des tiers, l'autorité supérieure peut l'obliger à en mettre un à la disposition du directeur d'école. (Question du 29 novembre 1920.)

Réponse. — Il a été décidé (avis du conseil d'Etat du 2 juillet 1891) que, dans le cas où la commune fournissant à l'instituteur une indemnité représentative, ce dernier ne pouvant pas trouver dans la localité un logement convenable, il appartenait à l'autorité supérieure d'obliger la commune à fournir le logement en nature.

Néanmoins, cette jurisprudence ne saurait conférer à l'autorité supérieure un droit de réquisition sur les immeubles appartenant à la commune.

3845. — M. le ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 29 novembre 1920, par M. Ruffier, sénateur.

3846. — M. le ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 29 novembre 1920, par M. Ruffier, sénateur.

3847. — M. le ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 29 novembre 1920, par M. Ruffier, sénateur.

3848. — M. le ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 29 novembre 1920, par M. Ruffier, sénateur.

3849. — M. le ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 29 novembre 1920, par M. Ruffier, sénateur.

3850. — M. le ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 29 novembre 1920, par M. Ruffier, sénateur.

3857. — M. Serre, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un militaire de la classe 1919, élève d'une grande école, en sursis d'études après dix-huit mois de service armé, destiné à séjourner aux colonies ou à l'étranger à sa sortie de l'école, est tenu de compléter ses trois années de service. (Question du 30 novembre 1920.)

Réponse. — Réponse affirmative.

3858. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si, en temps de mobilisation générale, les magistrats, avoués et notaires, surtout quand ils sont pourvus de diplômes universitaires n'ont pas fait de service militaire actif, appartiennent à l'auxiliaire ou sont d'une classe ancienne, ne pourraient pas être affectés aux services administratifs de l'armée. (Question du 30 novembre 1920.)

Réponse. — La question sera examinée en son temps, lors de la refonte des lois sur l'organisation et sur les cadres de l'armée.

3859. — M. Le Hars, sénateur, demande à M. le ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales s'il est exact que, contrairement aux termes des statuts de la fondation lyonnaise « la Mutuelle de France et des colonies » qui prévoient qu'en cas de liquidation les titres constituant le portefeuille doivent être vendus en bourse pour le produit être réparti entre les sociétaires, la direction de cette mutuelle ait été autorisée à distribuer, non le produit des valeurs, mais bien certaines de ces valeurs sous forme de titres. (Question du 30 novembre 1920.)

Réponse. — Le ministre du travail, à qui cette question a été transmise comme rentrant dans ses attributions, fait connaître qu'il est exact que cette société a été autorisée à procéder ainsi.

La réalisation en bourse des titres composant le portefeuille des associations à liquider (comprenant notamment 67 millions de rentes françaises) rencontre de telles difficultés en l'état du marché financier, qu'il a été reconnu indispensable, pour ne pas retarder longtemps encore la répartition des associations, de permettre à ladite société, après avis du comité consultatif des assurances sur la vie, de régler la part de chaque bénéficiaire en coupures de rente française, avec soulte minimum en espèces.

3860. — M. le ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 1^{er} décembre 1920, par M. Louis Soulié, sénateur.

3861. — M. Jean Morel, sénateur, demande à M. le ministre du travail pourquoi, lors du classement récent des agents du service des retraites ouvrières, il n'a pas été tenu compte des prescriptions des articles 3 et 8 du décret du 21 mai 1920, relatifs aux augmentations réglementaires de traitement à l'ancienneté dans le grade et aux allocations annuelles accordées avant la modification du décret du 21 avril 1913, étant spécifié que ces allocations n'avaient pas le caractère d'indemnité de cherté de vie. (Question du 2 décembre 1920.)

Réponse. — Lors du reclassement des agents du service des retraites dans les préfectures, intervenu à la suite de la loi du 6 octobre 1919 portant augmentation des traitements et salaires, les articles 3 et 8 du décret du 21 mai 1920 ont été strictement appliqués par l'administration.

Dans ces conditions, l'honorable sénateur est prié de vouloir bien préciser les situations qu'il a voulu viser.

3862. — M. le marquis de Kérouartz, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un engagé volontaire pour quatre ans peut résilier son engagement ou bénéficier d'un sursis après trois ans de services militaires. (Question du 2 décembre 1920.)

Réponse. — Réponse négative.

3863. — M. le ministre des pensions des primes et des allocations de guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 2 décembre 1920, par M. Henri Roy, sénateur.

3869. — M. Charles Dupuy, sénateur, demande à M. le ministre de la justice si la commission de classement de la médaille de la Reconnaissance française écarte systématiquement les propositions faites en faveur de candidats qui appartiennent à une classe mobilisable pendant les hostilités, même lorsqu'il s'agit de personnes ayant rendu des services éminents et maintenues dans la vie civile en raison de leur état physique ou de leur situation administrative. (Question du 3 décembre 1920.)

3870. — M. Charles Dupuy, sénateur, demande à M. le ministre de la justice, comme suite à la question précédente et dans l'affirmative, sur quelle disposition du décret du 13 juillet 1917 s'appuie la décision de la commission, ce décret n'ayant exclu du droit à l'obtention de la médaille de la Reconnaissance française aucune catégorie de citoyens parmi ceux qui se sont dévoués pour soulager les misères de la guerre. (Question du 3 décembre 1920.)

Réponse. — La commission de classement de la médaille de la Reconnaissance française ne procède pas par voie de dispositions générales ou réglementaires. Elle formule, dans la plénitude de son indépendance et de son impartialité et un constant souci des textes à appliquer, un avis sur chacune des candidatures qui lui sont soumises, envisagées individuellement.

Si cette commission a proposé l'élimination de candidats appartenant à une classe mobilisée, mais qui, pendant les hostilités, « ont été maintenus dans la vie civile en raison de leur état physique ou de leur situation administrative », c'est que leurs services ont été considérés comme une compensation et en quelque sorte comme le rachat des devoirs militaires qu'ils n'ont pas remplis, des avantages de carrière qu'ils ont obtenus et des dangers qu'ils n'ont pas courus.

3878. — M. le ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 4 décembre 1920, par M. Doumergue, sénateur.

3879. — M. le ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 4 décembre 1920, par M. Doumergue, sénateur.

3881. — M. Guillois, sénateur, demande à M. le ministre de l'intérieur de publier au *Journal officiel*, dans l'ordre alphabétique, par département, les noms des titulaires de récompenses obtenues pour dévouement aux populations réfugiées et rapatriées. (Question du 6 décembre 1920.)

Réponse. — De même qu'il l'avait fait précédemment à l'égard des personnes qui se sont particulièrement dévouées pendant la guerre au service des allocations militaires, le ministre de l'intérieur vient d'adresser aux personnes qui se sont spécialement consacrées à l'assistance aux réfugiés un témoignage de sa gratitude sous la forme de plaquettes et de diplômes; mais il ne s'agit là, en aucune manière, de distinctions honorifiques ayant caractère de décoration et comportant un ruban comme pour les médailles que décerne, à d'autres titres, le ministre de l'intérieur (médailles pour actes de courage, médaille d'honneur des cantonniers, employés d'octroi, sapeurs-pompiers).

Dans ces conditions, il paraît y avoir d'autant moins lieu à une publication au *Journal officiel* que celui-ci, encombré, n'arrive qu'avec un retard considérable à réaliser les publications obligatoires.

3883. — M. Henri Merlin, sénateur, demande à M. le ministre du travail sur quelle disposition législative il se fonde pour écarter la candidature à la médaille d'honneur du travail, lorsque les ouvriers proposés pour cette récompense n'ont pas fait de versements en vue de bénéficier de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes. (Question du 6 décembre 1920.)

Réponse. — Les médailles d'honneur du travail accordées aux vieux ouvriers et aux employés du commerce et de l'industrie sont décernées par M. le ministre du commerce. Le ministre du travail n'attribue de médailles d'honneur qu'aux vieux serviteurs et domestiques attachés à la personne, aux clercs d'officiers publics ou ministériels, aux employés des greffes et aux employés des caisses d'épargne ordinaires. Les décrets qui ont institué des distinctions honorifiques au ministère du travail, et en particulier celui du 9 août 1913, disposent que « en tout état de cause, les candidats assujettis à la loi des retraites ouvrières et paysannes doivent avoir satisfait aux obligations de ladite loi ».

3886. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales si les dirigeants de la mutuelle de France et des colonies, faisant l'objet d'une information judiciaire pour détournements commis grâce à la création de parts fictives, ont été autorisés par la direction de la prévoyance sociale à reprendre la liquidation des associations qui la composent et à distribuer les titres aux sociétaires au lieu de leur répartir le produit de la vente de ces titres en bourse. (Question du 7 décembre 1920.)

Réponse. — Le ministre du travail, à qui cette question a été transmise comme rentrant dans ses attributions, fait connaître qu'il est exact que cette société a été autorisée à procéder ainsi.

La réalisation en bourse des titres composant le portefeuille des associations à liquider (comportant notamment 67 millions de rentes françaises) rencontre de telles difficultés en l'état du marché financier, qu'il a été reconnu indispensable, pour ne pas retarder longtemps encore la répartition des associations, de permettre à ladite société, après avis du comité consultatif des assurances sur la vie, de régler la part de chaque bénéficiaire en coupures

de rente française, avec soulte minimum en espèces.

3887. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de l'hygiène, comme suite à la question précédente, quelles mesures il compte prendre pour contraindre la société de gestion de ladite mutuelle à restituer aux associations à liquider les sommes qui leur reviendraient du fait d'un vol de 2,700,000 fr. dont les sociétaires furent victimes en 1913 et dont la société s'était engagée à les rembourser. (Question du 7 décembre 1920.)

Réponse. — Le ministre du travail, à qui cette question a été transmise comme rentrant dans ses attributions, fait connaître que ce déficit a été totalement comblé, en capital et intérêts, et qu'actuellement l'actif des diverses associations est intégralement représenté par les valeurs réglementaires déposées à la Banque de France au nom de la société, avec désignation, sur les récépissés de dépôt, des associations auxquelles elles appartiennent.

3888. — M. Morand, sénateur, demande à M. le ministre de l'hygiène s'il a autorisé la Mutuelle de France et des colonies à distribuer à ses sociétaires les titres et valeurs lui appartenant alors que, régulièrement, ces titres auraient dû être vendus en bourse pour le produit en être réparti aux ayants droit. (Question du 7 décembre 1920.)

Réponse. — Le ministre du travail, à qui cette question a été transmise comme rentrant dans ses attributions, fait connaître qu'il est exact que cette société a été autorisée à procéder ainsi.

La réalisation en bourse des titres composant le portefeuille des associations à liquider (comportant notamment 67 millions de rentes françaises) rencontre de telles difficultés en l'état du marché financier qu'il a été reconnu indispensable, pour ne pas retarder longtemps encore la répartition des associations, de permettre à ladite société, après avis du comité consultatif des assurances sur la vie, de régler la part de chaque bénéficiaire en coupures de rente française, avec soulte minimum en espèces.

3897. — M. le ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 7 décembre 1920, par M. Duquaire, sénateur.

Errata

au compte rendu in extenso de la séance du 10 décembre (Journal officiel du 11 décembre).

Page 1871, 2^e colonne, 43^e ligne (n^o 10 du sommaire),

Au lieu de :

« ...Renvoi à la commission des affaires étrangères. — N^o 544 »,

Lire :

« ...Renvoi à la commission, nommée le 24 juillet 1918, chargée de procéder à une enquête économique sur les moyens d'accroître et de coordonner les forces de production des colonies françaises. — N^o 541 ».

Page 1882, 2^e colonne, 33^e ligne,

Au lieu de :

« Le projet de loi est renvoyé à la commission des affaires étrangères »,

Lire :

« Le projet de loi est renvoyé à la commission, nommée le 24 juillet 1918, chargée de procéder à une enquête écono-

mique sur les moyens d'accroître et de coordonner les forces de production des colonies françaises ».

Page 1887, 3^e colonne, 6^e alinéa, 4^e ligne,

Au lieu de :

« ...et 529... »,

Lire :

« ...et 525 ».

Même page, même colonne, 9^e alinéa, 6^e ligne,

Au lieu de :

« ...et 218... »,

Lire :

« ...et 318... ».

Rectification

au compte rendu in extenso de la séance du 10 décembre 1920 (Journal officiel du 11 décembre).

Dans le scrutin n^o 70 sur la priorité en faveur de l'ordre du jour de M. Duplantier :

M. Jonnart a été porté « comme n'ayant pas pris part au vote ».

M. Jonnart déclare avoir voté « contre ».

Dans le scrutin n^o 71 sur l'ordre du jour de MM. Marraud et Magny :

M. Jonnart a été porté « comme n'ayant pas pris part au vote ».

M. Jonnart déclare avoir voté « pour ».

Ordre du jour du jeudi 16 décembre.

A quinze heures, séance publique :

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de la loi du 8 août 1913 sur les engagements et rengagements dans l'armée de mer. (N^o 507 et 542, année 1920. — M. Tissier, rapporteur.)

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'amnistie. (N^o 395 et 479, année 1920. — M. Guillaume Pouille, rapporteur. — Urgence déclarée.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant au règlement des sommes demeurées impayées par application des décrets relatifs à la prorogation des échéances en ce qui concerne les débiteurs qui sont ou ont été mobilisés, ainsi que les débiteurs domiciliés dans les régions précédemment envahies ou particulièrement atteintes par les hostilités. (N^o 392 et 528, année 1920. — M. Gouge, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à proroger les sociétés par actions ayant leur siège social ou exploitation en régions libérées ou dévastées et qui sont arrivées à leur terme statutaire depuis le 1^{er} août 1914. (N^o 437 et 523, année 1920. — M. Gouge, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905, relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources. (N^o 481 et 508, année 1920. — M. Paul Strauss, rapporteur; et n^o , année 1920. — Avis de la commission des finances, M. , rapporteur.)

Suite de la discussion de la proposition

de loi, adoptée par la Chambre des députés, portant protection de la propriété commerciale. (N^{os} 100, année 1919; 262 et 529, année 1920. — M. Morand, rapporteur. — Urgence déclarée.)

Discussion de la proposition de loi de M. Méline, concernant les petites exploitations rurales (amendement n^o 1 à la proposition de loi de MM. Ribot, Méline, Bourgeois et Paul Strauss, relative aux avances des sociétés de crédit immobilier pour l'acquisition de la petite propriété). (N^{os} 238, 264, 443, année 1913; 58, année 1914, et n^{os} 225, 491, année 1920. — M. Paul Strauss, rapporteur; et n^o , année . — Avis de la commission des finances. — M. , rapporteur. — Urgence déclarée.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au choix et à la surveillance des taureaux employés à la reproduction et à la création d'un « certificat d'autorisation » de reproducteurs bovins. (N^{os} 758, année 1919, et 322, année 1920. — M. Massé, rapporteur.)

3^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification à loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiée par les lois des 21 avril 1914 et 6 novembre 1918. (N^{os} 446, année 1919, et 318, année 1920. — M. Eugène Chanal, rapporteur.)

Discussion des projets de résolution : 1^o portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1919; 2^o portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat pour l'exercice 1919; 3^o portant rectification du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1920; 4^o portant : 1^o fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1921; 2^o évaluation des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat; 5^o portant modification des articles 2, alinéa 2^o, 5, alinéa 1^{er}, 8 de la résolution, tendant à créer une caisse de retraites pour les anciens sénateurs, leurs veuves et leurs

orphelins mineurs, adoptée le 23 janvier 1905. (N^{os} 475, année 1920. — M. Guillaume Poulle, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 12 janvier 1920, relatif à l'application en Alsace et en Lorraine des dispositions de la loi du 24 octobre 1919, favorisant l'allaitement au sein. (N^{os} 273 et 522, année 1920. — M. Gegauff, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Eugène Chanal, fixant les délais de prorogation des polices d'assurances contre l'incendie des mobilisés expectants des sociétés d'assurances mutuelles agricoles. (N^{os} 257 et 355, année 1920. — M. Jossot, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la modification de l'article 3 de la loi du 24 octobre 1919 sur les habitations à bon marché. (N^{os} 526 et 537, année 1920. — M. Paul Strauss, rapporteur.)